

ODARC

Rapport d'activité 2023



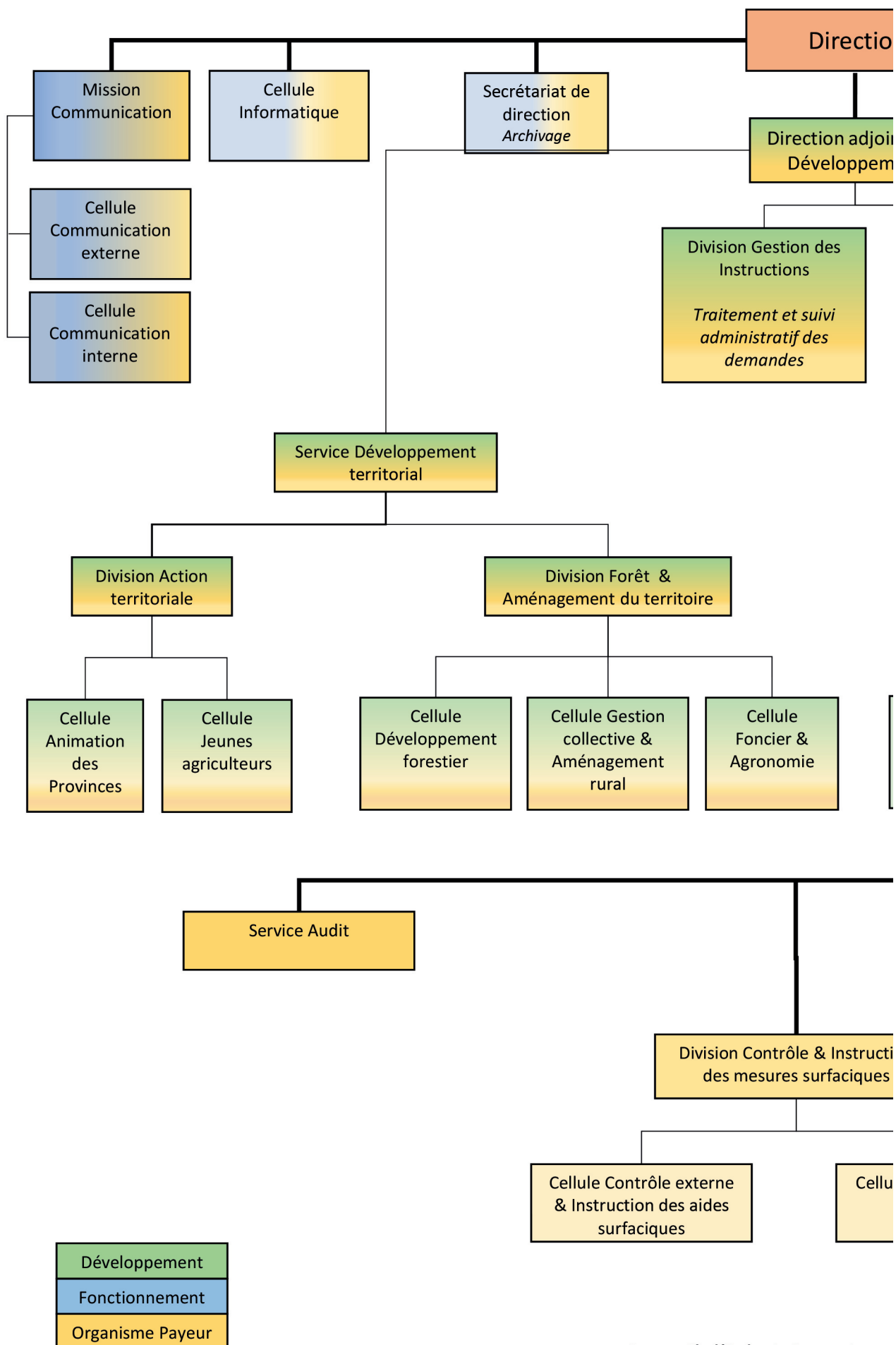
Uffiziu di u Svilupp u Agriculu è Rurale di a Corsica

Rapport d'activité 2023

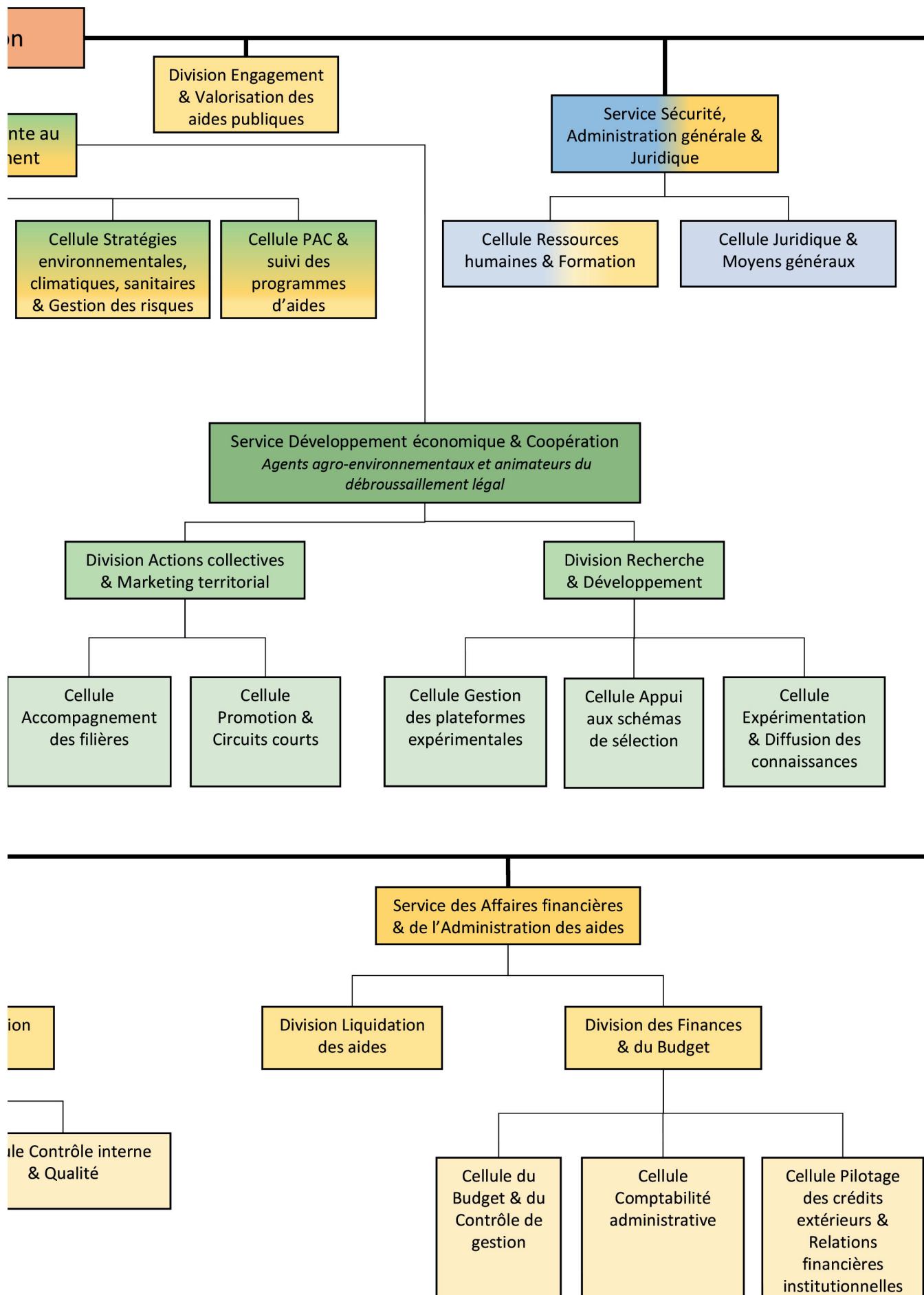
de l'ODARC

Le présent rapport rend compte de l'activité des services, divisions et cellules de l'ODARC en faveur de l'agriculture, des agriculteurs et du monde rural. Il s'articule autour des différents niveaux de responsabilité tels que définis lors de la dernière réorganisation, formalisés dans l'organigramme ci-après et selon le sommaire présenté en pages suivantes.

Il se déclinera donc en quatre grandes parties, la direction adjointe au développement, le service développement économique et coopération, l'organisme payeur, et l'activité administrative.



Conseil d'Administration c



du 27 Novembre 2023

Sommaire

Direction adjointe au développement

Mise en oeuvre du PSN

Présentation synthétique	p..... 11
--------------------------	-----------

Cellule environnement, climat, et gestion des risques

Présentation des actions	p..... 13
--------------------------	-----------

Cellule PAC

Missions et actions	p..... 14
---------------------	-----------

Division Gestion des Instructions

Missions et administration	p..... 15
Constats de services faits	p..... 16

Service développement territorial

Division animation des territoires

Appels à Projet	p..... 21
Autres dispositifs	p..... 23
Point quantitatif	p..... 24
Exemples de réalisations financées	p..... 27

Division forêt et aménagement du territoire

Cellule développement forestier	p..... 31
Cellule gestion collective et aménagement	p..... 35
Cellule foncier et agronomie	p..... 37

Service développement économique et coopération

Division Actions collectives et marketing territorial

Missions	p..... 45
Plan Ambition	p..... 46
Plans de luttes sanitaires	p..... 48
Contrats de coopération	p..... 50
Promotion de l'agriculture corse	p..... 52
Prospective	p..... 57

Division Recherche et Développement

Missions	p..... 59
Gestion des plateformes expérimentales	p..... 59
Appui aux schémas de sélection	p..... 61
Expérimentation	p..... 63
Comités scientifiques et techniques	p..... 65
Etudes et recherches	p..... 66

Agro-environnement

Les MAEC	p..... 71
Agro-pastoralisme	p..... 73
Agroforesterie	p..... 75
Débroussaillage légal	p..... 76
Partenariats et actions de terrain	p..... 79

Organisme Payeur

Division Engagements

Volumes des engagements	p..... 83
Engagements cumulés	p..... 87
Engagements FEADER	p..... 92

Division Liquidation des Aides

Bilan	p..... 97
Répartition	p..... 98

Division des finances et du budget

Les pôles	p..... 101
Données budgétaires	p..... 103

Service Audit

Missions	p..... 109
Rapports d'audit	p..... 110
Missions d'expertise et de conseil	p..... 112

Division Contrôle

Contrôle interne	p..... 113
Contrôles réglementaires	p..... 114

Activité Administrative

Direction

Conseil d'Administration	p..... 119
Bureau	p..... 120
Archives	p..... 120
Communication	p..... 121
L'informatique	p..... 122
Mission Ingénierie financière	p..... 125

SSAGJ

Gestion des RH	p..... 127
Juridique et moyens généraux	p..... 129



Direction adjointe au développement agricole



Mise en oeuvre du PSN

Plan Stratégique National

Suite à la finalisation des mesures du Programme Stratégique déclinées pour la région Corse, l'année 2023 a été consacrée notamment au lancement opérationnel des interventions.

Mise en œuvre des mesures surfaciques SIGC (Bio, ICHN, MAEC)

Pour s'assurer d'une continuité temporelle avec l'ancienne programmation, les mesures surfaciques ont été lancées dès 2023. Les cadres d'intervention (note de cadrage, points de contrôle, etc.) ont ainsi été élaborés au cours de l'année. La première commission spécifique MAEC (COMAEC) s'est tenue pour échanger sur les critères de priorisation des candidatures recensées à travers l'appel à manifestation d'intérêt.

Mise en œuvre des mesures DJA et bio diversité (MAEC forfaitaire et API)

La priorité dans la mise en œuvre des interventions s'est portée sur la nouvelle intervention concernant l'installation des Jeunes Agriculteurs (AMI pour le recensement des organismes d'accompagnement) et sur le lancement des mesures API et MAEC forfaitaire.

Concertation

La concertation AAP « services de base » et « Natura 2000 » qui doivent être co-écrits avec la collectivité de Corse a été lancée.

Suivi du PSN et du PDRC

Le suivi technique et financier du PSN a également été assuré dans le cadre des modifications et ajustements intervenus au cours de l'année : réajustement, modification, validation en comité de suivi en concertation avec le Ministère et l'ensemble des régions au sein du réseau « Régions de France » - modification de la maquette financière.

Information des bénéficiaires

Si cet email ne s'affiche pas correctement, vous pouvez [le visualiser, l'imprimer ou le télécharger](#).

Office du Développement Agricole et Rural de Corse

Nutiziale : Un focus sur les MAEC

Il s'agit d'encourager les pratiques vertueuses en matière d'environnement, de gestion de la ressource en eau, de qualité des sols, de préservation de la biodiversité, etc.
Tous les AAP et toutes les mesures à retrouver sur notre site www.odarc.corsica

70.25 - MAEC FORFAITAIRE : « PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU - LUTTE INTEGREE » - CORSE
Champ...

INTERVENTION MAEC 70.25 - Protection de la ressource en eau et lutte intégrée
Date limite de dépôt : 31/12/2027

Intervention MAEC 70.23 - Préservation et régénération de corridors écologiques favorables à la biodiversité sur les parcelles agricoles
Date limite de dépôt : 15 mai de l'année de la demande

Appel à Manifestation d'Intérêt MAEC 2023-2027: Mesures Agro-Environnementales et Climatiques N°70-22, 70-23, 70-24
Date de clôture 30 septembre de l'année n-1

Dans le cadre de cette nouvelle programmation afin d'informer régulièrement et en direct les bénéficiaires au sujet des différentes mesures et des AAP ouverts, en collaboration avec la Communication de l'ODARC, une lettre d'information s'appuyant sur le site internet a également été conçue et envoyée chaque fois que nécessaire.





Actions transversales

Cellule stratégie environnementale, climatique, sanitaire, et gestion des risques

Suivi des mesures du PDRC

La cellule stratégies environnementales, climatiques, sanitaires et gestion des risques a réalisé l'ensemble des expertises techniques et réglementaires, notamment en matière de respect des normes environnementales, des projets individuels en lien avec l'hydraulique (mise en place de dispositifs d'irrigation, et forages destinés à l'abreuvement ou l'alimentation en eau potable d'ateliers fermiers)

Le tableau ci-dessous précise le nombre d'opérations traitées par type de mesures.

Mesure	Intitulé	Nb de dossiers
411	Mises en valeur en lien avec l'hydraulique agricole	78
412	Forages agricoles (hors irrigation)	10

La Cellule apporte également un appui aux agents instructeurs des dossiers concernant l'évaluation des montants à retenir suite à la réalisation des travaux programmés..

Appui technique aux exploitants

La cellule Stratégies Environnementales est également chargée d'apporter un appui technique et réglementaire dans le domaine de l'hydraulique agricole.

En 2023, outre le conseil apporté à plusieurs exploitants sur l'organisation de leur dispositif d'irrigation, 10 demandes ont concerné les procédures et travaux en lien avec les forages.

Partenariat avec l'OEHC

L'ODARC est associé aux travaux de l'OEHC sur des thématiques touchant à l'agriculture. Depuis, 2022, les échanges se sont intensifiés. La cellule Stratégies

Environnementales est ainsi chargée de rendre un avis concernant les demandes de branchements agricoles. En 2023, 50 dossiers ont ainsi été traités en relation avec l'OEHC.

Elle a également été sollicitée pour fournir les études de besoins dans le cadre de plusieurs projets d'extension de réseaux (PIANOTTOLI-CALDARELLO, TIZZANU/SARTENE, Domaine de CASABIANCA, ...).

Participation à divers comités

La cellule Stratégies Environnementales est la représentante de l'ODARC aux Comités de Bassin concernant la définition d'une politique de l'eau à l'échelle du bassin de Corse, aux Comités de Ressources en Eau départementaux, concernant le suivi de la sécheresse et les actions à mettre en œuvre afin de réduire les impacts quantitatifs et qualitatifs sur les ressources hydriques insulaires de chaque catégorie d'utilisateurs (communes, particuliers, agriculteurs, ...).

Participation à la mise en œuvre du PSN

En 2023, la cellule a entamé sa participation à la mise en place des actions en lien avec le volet hydraulique agricole du nouveau guide des aides, déclinaison insulaire du PSN.

Par ailleurs, la cellule a participé activement au lancement de la MAEC forfaitaire « Gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau » en faveur de l'amélioration des systèmes d'irrigation notamment en participant à la formation du futur agent instructeur en apportant son expertise technique.



Cellule PAC

Mise en place du PSN

Au cours de l'année 2023, la cellule PAC a eu pour mission principale d'appuyer la mise en place opérationnelle du PSN Corse. Elle a donc exercé une veille réglementaire au niveau européen, national et régional. Elle a également participé aux groupes de travail thématiques du réseau Régions de France visant à préparer conjointement les PSN régionaux mais aussi à tenir une position de lobbyiste dans la construction du cadre réglementaire et administratif des PSN avec l'Europe et l'Etat membre.

La cellule a également été missionnée pour la rédaction de la note de cadrage transversale du PSN, document reprenant les conditions d'éligibilité, les exigences administratives, et les modalités d'instruction transversales à l'ensemble des dossiers de la nouvelle programmation.

Concernant la mise en œuvre opérationnelle du PSN, la cellule PAC a appuyé la mise en œuvre de la DJA, son cadre général, sa méthode d'instruction ainsi que son régime de sanction. Plus particulièrement sur la formation, elle a mené un recensement des acteurs de la formation et mené une réflexion sur les outils nécessaires à l'atteinte des objectifs de formation de la mesure. Une méthode est en cours de définition ainsi que des outils afin de garantir une offre de formation en accord avec les exigences de la mesure.

Coopération européenne

En matière de coopération européenne, la cellule a géré la candidature de l'ODARC à deux projets de coopération du programme Italie-France MARITIME 2014-2020 : FEASIBLE et INN-PRATICA. Il s'agit d'un programme d'échange transfrontalier entre les régions PACA et Corse pour la France et les régions Sardaigne, Ligurie et Toscane pour l'Italie. Ces deux projets sont des projets simples innovants issus du premier appel à projets du programme.

Le projet FEASIBLE a pour objectif d'expérimenter l'extraction de principes actifs issus des déchets des filières agricoles et forestières afin d'en trouver un débouché commercial dans les secteurs du cosmétique, de la nutraceutique ou du phytosanitaire. Nous travaillerons en étroite collaboration avec l'Université de Corse, également partenaire du projet, notamment au niveau du développement des protocoles d'extraction et de l'analyse des constituants présents dans les extraits des différentes espèces végétales re-

tenues dans ce cadre et de la mise en place des essais relatifs à leur testage sur les productions agricoles cibles. Le budget total du projet est de 1 825 663 euros et sa durée est de 36 mois.

Le projet INN-PRATICA vise à constituer une communauté d'échange de bonnes pratiques dans le secteur agricole sur le thème de l'innovation au service de la transition écologique et numérique. Le budget total du projet est de 249 808 euros et sa durée est de 24 mois.

Les budgets sont respectivement de 160 444 euros et 249 823 euros, les projets ayant pour objectif de créer de la connaissance et n'incluant que peu de dépenses d'équipement et d'infrastructure.

Mes. 20 : assistance technique au FEADER

Enfin, la cellule a assuré la réalisation des dossiers de demande d'aide pour le compte de l'ODARC dans le cadre de la mesure 20 du PDRC 2014-2020 « Assistance technique au FEADER » ainsi que l'instruction de la même mesure pour le bénéficiaire Collectivité de Corse.



Division Gestion des instructions

Missions

La DGI assure le traitement administratif des Projets et des Mesures issues du PDRC et de toutes autres programmations et dispositifs, ainsi que :

- Traitement des lettres d'intention de projets individuels ou collectifs
- Traitement administratif des demandes d'aides des appels à projets
- Traitement informatique (MVA, 4D, OSIRIS)
- Relation avec les prestataires de service chargés des pré-études
- Conformité des projets reçus
- Organisation des bureaux
- Traitement des demandes d'aides
- Préparation des Pré-Corepa selon les recommandations de l'autorité de gestion
- Constats de service fait et constats d'installation
- Mise en œuvre de tableaux de bord d'activité
- Archivage des dossiers dans leur totalité (instruction et paiement) format papier et informatique

La division est composée d'un chef de division, d'une adjointe au chef de division, de cinq assistantes de projets et mesures, de trois certificateurs de constat de service fait et constat d'installation. Elle s'assure de l'éligibilité des demandes et, dans le cadre du développement rural, de la procédure d'attribution des aides, ainsi que leur conformité avec les règles communautaires. Elle s'attache à rendre les documents accessibles et conservés de façon à garantir leur intégrité, leur validité et leur lisibilité dans le temps, y compris pour les documents électroniques au sens des règles communautaires.

La DGI a adopté une logique de traitement administratif par Territoire. Ce dispositif permet d'identifier, par le biais d'un Territoire donné, la personne ressource pour le traitement du projet et par la même des mesures afférentes à celui-ci.

Les projets d'installation JA sont soumis à l'approbation du bureau de l'ODARC.

La validation des mesures s'effectue en Pré-Corepa de programmation et en Conseil Exécutif.

Gestion des dossiers

Suivi des dossiers projets

Nature	Présentés en bureau	Acceptés	Ajournés	Rejetés
Projets JA	29	28	00	01
Avenants JA	32	32	00	00
Total	61	60	00	01

Suivi des dossiers mesures

Mesures PDRC	Intitulé	Nb
4.1.1	Mise en Valeur // Protéiques	42
4.1.2	Exploitations agricoles	132
4.1.3	Mécanisation // Légumineuses	67
4.2.1	IAA	09
4.3.1	Aménagement agricole et pastoral	05
4.3.2	Infrastructures forestières	06
6.1	Dotation jeunes agriculteurs	68
6.4.1	Diversification	09
6.4.2 6A et 5E	Entreprises rurales // Valorisation bois et liège	17
7.1.1	Foncier	02
7.2	Electrification	03
8.5	Opérations de sylviculture	07
8.6	Exploitations forestières	07
Total		374

On compte par ailleurs 530 mesures hors PDRC, HTOP, UP.

Intitulé	Courriers	Passages en bureau	Nombre de dossiers créés	Passages en Conseil Ex.	Constats de Service Fait	Constats d'Installation
Nb	3093	61	2404	904	545	28

Le détail des constats de services faits, à chaque étape, mois par mois, dans chaque micro-région

Constats Services Faits	Pays Bastiais			Castagniccia			Extrême sud			Ouest-Corse			Pays ajaccien			Taravo-Sartenais			Centre Corse			Plaine orientale			Balagne		
	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl
Nature	0	1	0	0	0	0	3	2	0	6	1	1	1	5	1	7	3	1	3	1	0	3	0	0	1	1	0
Janvier																											
Février	1	1	0	3	0	0	0	0	0	4	0	0	1	0	0	4	4	1	5	1	0	11	0	1	3	2	0
Mars	2	0	0	2	1	0	0	0	0	2	0	0	8	1	0	10	5	0	4	2	0	10	0	0	8	0	0
Avril	1	0	0	0	1	0	1	0	2	8	0	0	7	0	0	0	0	1	3	3	2	9	2	1	3	0	0
Mai	0	0	0	0	1	0	1	0	1	6	1	0	5	1	0	3	3	1	2	1	0	3	0	0	6	1	0
Juin	4	1	0	6	0	0	0	0	0	7	1	0	8	2	0	8	1	1	1	0	0	5	2	0	4	0	0
Juillet	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	1	0	12	1	0	4	3	0
Août	3	0	0	0	0	1	0	0	0	3	0	0	8	2	1	9	0	0	4	0	0	1	2	0	6	0	0
Septembre	9	2	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	3	3	0	4	1	0	8	3	1	10	2	0	3	0	0
octobre	2	0	2	6	0	0	0	0	0	0	1	0	3	0	0	7	2	0	2	0	1	10	1	0	4	2	0
Novembre	1	0	0	4	0	0	0	0	0	6	1	0	2	2	2	10	6	2	2	3	0	4	0	2	0	1	1
Décembre	2	0	0	3	0	0	0	0	0	2	0	0	2	2	0	3	1	0	2	1	0	3	1	1	1	0	0
Totaux	29	5	2	27	3	1	25	2	3	46	5	1	48	18	4	65	26	7	42	16	4	81	11	5	43	10	1
TOTAL	36			31			30			52			70			98			62			97			54		

LEADER / GAL 43 dossiers

Constat de Service Fait et Constat d'Installation

Pour le PDRC, le CSF est établi par le service instructeur sur 100% des paiements après contrôle administratif sur pièces pour les acomptes et la visite sur place pour le solde. Le CSF est la pièce essentielle qui engage le service instructeur sur l'éligibilité contrôlée des dépenses avant mise en paiement et transmission à l'OP-ODARC.

RÈGLEMENT (UE) N°1306/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n°485/2008 du Conseil.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) N°809/2014 DE LA COMMISSION du 17 juillet 2014

établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité.

Constats Services Faits	TOTAL annuel		
Nature	Sur place	Sur pièces	CI
Janvier	25	14	3
Février	32	8	2
Mars	48	9	0
Avril	32	5	6
Mai	26	8	2
Juin	43	7	1
Juillet	22	5	0
Août	40	4	2
Septembre	45	11	1
octobre	36	7	3
Novembre	33	12	7
Décembre	19	5	1
Totaux	401	95	28
TOTAL	524		





Photo Jean-Cristophe Attar

Service Développement Territorial



Photo Jean-Cristophe Attard

La division action territoriale

La Division Action Territoriale est composée de 29 agents et est animée par un responsable de division. 22 Agents sont répartis au sein d'antennes territoriales et localisés sur les différentes microrégions insulaires, couvrant ainsi l'ensemble du territoire Corse. Leurs missions consistent à accompagner les agriculteurs et acteurs ruraux dans la formalisation de leurs projets de développement et leur mise en œuvre dans chaque territoire et pieve.

La DAT s'organise autour de 2 Cellules :

- La Cellule « Animation des provinces » appuyée par une cellule « Bâtiments » et une cellule « Cartographie » - 2 personnes
- La cellule « Jeunes Agriculteurs » - 5 personnes

La Division reste un interlocuteur et un acteur principal dans le cadre de la mise en place du PSN.



Les AAP et autres dispositifs

Dans l'attente de la mise en œuvre du Plan Stratégique National (PSN) qui doit permettre de consolider et d'aller plus loin dans les efforts engagés dans la précédente programmation, plusieurs appels à projets relevant du PDRC dispositifs relevant de régime d'aide d'état sont restés ouverts en 2023 et ont donné lieu à une instruction suivie d'une programmation.

Les appels à projets

AAP « Biosécurité Porcine »

Cet appel à projets, vise à accompagner les exploitations d'élevage disposant d'un atelier de production porcine, dans la réalisation des investissements de biosécurité. Il tend, pour ce secteur de production, à sécuriser la protection des cheptels vis-à-vis des risques sanitaires engendrés par les contacts avec la faune sauvage..

AAP « Transformation et commercialisation de produits agricoles et agro-alimentaires »

Cet appel à projets vise à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de compétitivité et l'amélioration de la valeur ajoutée des productions agricoles.

Il doit permettre, en modernisant les outils :

- le développement des industries agro-alimentaires (I.A.A) au travers de l'amélioration de la compétitivité de ces entreprises, en renforçant leurs capacités de transformation et de commercialisation,
- le renforcement de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires, par le développement du lien avec l'amont agricole pour l'ensemble des secteurs potentiellement concernés (productions animales et végétales), et l'émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs.
- D'œuvrer en faveur des économies d'énergie.

AAP « Rénovation des vergers anciens et de création de vergers traditionnels »

Les objectifs de cet appel à projets doivent permettre, en rénovant ou en restructurant les vergers abandonnés, de participer à :

- La lutte contre le risque incendie auquel sont de plus en plus confrontés les populations de nos villages

-L'amélioration paysagère des abords des villages et des espaces ruraux

-Le développement d'activités agricoles potentiellement source de revenus

-La préservation du patrimoine bâti avec notamment la restauration des jardins en terrasses.

Sont ciblés par cet appel à projets, toutes les collectivités locales qui souhaitent porter des investissements répondant aux orientations suivantes :

-Les projets d'investissement destinés à rénover ou à restructurer des vergers anciens actuellement à l'abandon.

-Les projets d'investissement destinés à la création de vergers traditionnels sur la commune.

Ces projets doivent aboutir à une remise en exploitation de ces vergers dans le cadre d'une mise à disposition pendant une durée minimum de 15 ans auprès d'un exploitant ou d'un groupement d'exploitants agricoles.

AAP « Cultures protéiques, Soutien à la plantation de légumineuses fourragères »

Ces appels à projets ont pour objectif d'améliorer l'autonomie des exploitations et conduit à soutenir le développement de cultures fourragères protéiques en légumineuses, pures ou en mélange.

Les filières d'élevage sont concernées afin de renforcer leur autonomie alimentaire et assurer la pérennité économique des exploitations. Les objectifs sont aussi de limiter l'impact direct et indirect sur l'environnement du transport de fourrage à destination des élevages insulaires ainsi que de limiter l'apport de ressources exogènes afin de préserver la typicité des productions.

Appel à projet « Mécanisation agricole »

Il s'agit d'améliorer la gestion des ressources pastorales et traditionnelles, ainsi que la prévention incendies.

Cette nouvelle mesure est l'occasion de proposer un Plan Spécifique d'Investissement renforçant les capacités des exploitations à prendre en compte les enjeux régionaux identifiés en matière de prévention des incendies, de maintien de la mosaïque des paysages, et de la biodiversité.

Grâce à un accompagnement financier des investissements tels que broyeurs, robots forestiers automoteur, tracteur agricole sur pneus ou chenilles, pelle mécanique, les agriculteurs insulaires se sont dotés d'outils performants et participent ainsi à ces enjeux... L'AAP vise à encourager la reconquête pastorale par une gestion raisonnée des parcours herbacés et ligneux, à favoriser le maintien et la reconquête des vergers traditionnels (Oliviers, Châtaigniers).

AAP « Pilotage Irrigation »

Dans un contexte de changement climatique et de déficit hydrique chronique, La Collectivité de Corse a fait le choix de soutenir la démarche de rationalisation/optimisation de l'utilisation de la ressource en eau au travers l'appel à projet 4.1 IRRIG-EURI.

Cet AAP vise à accompagner les exploitants agricoles contraints d'adapter leur irrigation pour optimiser l'utilisation de la ressource en eau.

Il doit permettre de répondre à ce besoin pour les productions viticoles, arboricoles (agrumes/kiwis, fruits d'été, noisettes et oléiculture) fourrage/céréales et le maraichage etc..., concourant ainsi à l'augmentation globale de la productivité et à l'amélioration de l'impact environnemental des exploitations



AAP « Diversification vers des Activités Non-Agricoles »

Cet appel à projet destiné aux agriculteurs souhaitant développer des activités dans le prolongement de leurs exploitations vise à :

- Accompagner et professionnaliser les démarches visant à la poly activité des ménages agricoles en veillant à pérenniser leur activité primaire
- Lutter ainsi contre la tendance à la réduction du nombre d'exploitations agricoles
- Valoriser et mobiliser les ressources locales, notamment forestières, et trouver de nouveaux débouchés,
- Renforcer le tissu économique sur l'ensemble des territoires ruraux



- Répondre aux attentes des clientèles permanentes et touristiques des espaces ruraux en fournissant une offre alternative et de qualité.

Sont notamment concernées les activités suivantes :

- L'agritourisme : accueil, hébergement à la ferme, restauration, accueil pédagogique
- Les activités équestres hors élevage
- La commercialisation en circuit court
- L'artisanat
- Les services en milieu rural (déneigement, débroussaillage et entretien d'espaces, pension pour animaux, entretien de résidence...)

Appel à projet « Electrification des Exploitations »

Cet appel à projet vise à accompagner les investissements de raccordement au réseau public électrique des agriculteurs en zone rurale, sur les sites isolés et en dehors des agglomérations.

Public cible : les exploitations agricoles professionnelles qui souhaitent mettre en œuvre une ou plusieurs des opérations suivantes :

L'extension et/ou le renforcement du réseau électrique relatif à des bâtiments agricoles existants dont la fonctionnalité requiert une alimentation électrique. En 2023, deux lots d'opération ont fait l'objet d'une instruction et d'un engagement financier.

Les autres dispositifs

Le dispositif « sécheresse »

Objet : Sécuriser les élevages en anticipant les effets de la sécheresse sur l'abreuvement du bétail.

Afin d'anticiper au mieux le risque de sécheresse notamment pour les élevages insulaires, ce dispositif a accompagné les agriculteurs pour l'acquisition de matériel de stockage de l'eau et de transport en citernes en vue d'assurer l'abreuvement des animaux.

En effet, ces investissements sont éligibles dans le cadre de la mesure 4.1.2 du PDRC mais à un taux maximum de 40% et selon des modalités assez contraignantes eu égard à la mobilisation des crédits FEADER. Or, pour être efficaces et opérationnels, ces investissements doivent pouvoir se faire très rapidement et donc, dans le cadre d'un allègement administratif des demandes. La mobilisation du régime d'aides d'Etat dans la mise en œuvre de ce dispositif a permis un financement à 60% de ces matériels et donc, un autofinancement minoré pour les bénéficiaires.

La réforme bovine

La réforme des animaux contribue à l'amélioration qualitative des troupeaux et favorise ainsi la rentabilité des exploitations.

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a eu des répercussions économiques très importantes dans les exploitations. En effet, les difficultés à écouler les veaux ont fortement impacté les trésoreries des agriculteurs. Ce manque de liquidités a bien évidemment eu des répercussions sur l'alimentation des troupeaux et donc sur l'état physiologique des animaux les plus âgés.

Or, le marché de la réforme en filière bovine est très peu rémunérateur. En effet, l'impossibilité de valoriser ces produits en viande hachée notamment ainsi que l'absence d'organisation de la filière, ne permettent pas une rémunération correcte pour les animaux de réforme. Ainsi, beaucoup d'éleveurs préfèrent conserver ces animaux plutôt que de les vendre à un prix dérisoire. Pire, ils peuvent être amenés à ne plus s'en occuper quand la charge alimentaire est trop lourde ; ce qui participe au problème de divagation.



Aide exceptionnelle à l'élevage dans le cadre de la crise engendrée par la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a eu des impacts immédiats sur les filières agricoles corses et particulièrement sur l'élevage. En effet, les éleveurs corses ont dû faire face à trois défis :

- L'augmentation des prix de l'énergie, et par effet immédiat, celui des engrais dont certains sont importés de Russie ou Biélorussie ;
- L'augmentation des cours mondiaux des céréales, dont 30% des exportations mondiales sont assurées par l'Ukraine et la Russie – même si la France est indépendante et exportatrice ;
- L'augmentation du coût de l'alimentation animale, dont l'Ukraine est un important producteur, et qui représente jusqu'à 60% du coût des intrants.

Face à cette situation, l'Etat a mis en place un certain nombre de mesures nationales et un plan de

résilience spécifique à la Corse d'un montant de 3,5 M€, basé notamment sur une aide au surcoût de l'alimentation animale. Malgré les mises en garde du Président de l'ODARC sur les difficultés pour les exploitations agricoles corses de pouvoir mobiliser cette aide au regard des critères d'éligibilité, le dispositif a été validé par la profession et l'Etat l'a notifié à la Commission européenne. Malheureusement les craintes fondées se sont avérées réelles, et le plan de résilience n'a mobilisé que 2 M€ sur les 3,5 M€ prévus, et n'a pas permis de répondre aux difficultés de la plupart des élevages corses qui se retrouvent désormais dans des situations très difficiles, voire inextricables à très court terme. Le Président de l'ODARC a donc proposé à la Collectivité de Corse, dans le cadre des arbitrages budgétaires du BS 2022, qu'une enveloppe de 2,5 M€ soit allouée à l'ODARC afin que l'Office puisse mettre en place un dispositif d'aide régionale qui permettent de soutenir l'élevage corse et l'accompagne dans cette période critique.

Cette enveloppe de 2,5 M€ est répartie de la façon suivante :

- 500 000 € en filière porcine
- 900 000 € en filière bovine
- 1 100 000 € en filière ovine/caprine

Dispositif Complément aux aides France Agrimer

En matière de soutien à la filière vinicole insulaire, et à la différence de l'ensemble des autres filières agricoles insulaires, les investissements concernant l'outil de transformation vinicole (caves et équipement de transformation) relèvent de l'intervention des services de FranceAgriMer dans le cadre d'un appel à projet annuel. Les taux d'intervention appliqués par FranceAgriMer sur ces dossiers de demande d'aide sont établis et limités par une enveloppe an-



nuelle allouée qui aboutit en général à financer les agriculteurs aînés à concurrence de 25 à 30% des dépenses éligibles et les jeunes agriculteurs à concurrence de 35% des dépenses éligibles. Considérant que l'ensemble des autres filières insulaires émergeant sur les fonds communautaires agricoles délégués à la Collectivité de Corse bénéficie de taux d'intervention plus conséquents (50% pour les agriculteurs aînés et 60% pour les jeunes agriculteurs), il apparaît une distorsion de traitement des viticulteurs insulaires au regard de l'intensité de l'effort consenti dans l'accompagnement financier de leurs projets.

Aussi, ce dispositif vise à venir compléter l'aide accordée par FranceAgrimer à concurrence des conditions appliquées pour le même type d'investissements aux autres filières agricoles insulaires

Point quantitatif

Bien que moins de dossiers aient été traités en 2023 par rapport à 2022, cela ne s'est pas ressenti sur la partie financière, avec une augmentation des volumes financiers engagés de plus de 6 %. Le maintien d'appels à projets prolifiques et la fin de la programmation en sont les principales raisons.

Nombre de dossiers traités

Pour la DJA (mes 6.1 du PDRC) , l'année de transition est marquée par une diminution importante du nombre de nouvelles installations par rapport à la moyenne annuelle habituellement observée. Les candidats à l'installation dont le parcours s'échelonne sur plusieurs mois voire plusieurs années, ont été orientés vers le nouveau dispositif à l'installation du PSN dont l'instruction et la programmation ne débutera effectivement qu'en 2024. Les dossiers engagés en 2023 sur le PDRC correspondent à des projets présentant un caractère urgent et qui n'ont pu être différés (limite d'âge, urgence à reprendre une exploitation, ...)

CELLULE JA	
Nbre d'avenants	48
Nombre dossiers engagées	25
Montants engagés (M€)	1,062
Demandes de paiements	56
Montants payés (M€)	1,380

Le régime de sanction applicable à la liquidation du solde de la DJA ayant été validé par le Conseil Exécutif en 2023, le Service Instructeur ODARC a pu finaliser le traitement du paiement de la dernière tranche des DJA engagés aux titres des exercices 2015, 2016 et 2017

Activités complètes de la DAT

	Aleria	Balagne	Castagniccia Mare e Monti	Centre Corse	Extreme Sud/Alta Rocca	Ouest Corse	Pays Ajaccien	Pays Bastiais	Plaine Orientale	Taravo/Valinco/ Sartenais	Total général
Nombre de dossiers engagés	95	86	56	72	74	74	130	106	95	91	879
Montants engagés	2 192 245,05 €	2 537 796,19 €	1 750 097,75 €	2 533 157,75 €	2 358 513,89 €	2 159 289,04 €	4 515 884,20 €	4 270 066,00 €	1 823 295,65 €	3 615 879,94 €	27 756 225,46 €
Nombre de demande de paiement traitées	88	101	79	110	65	86	123	120	104	105	981
Montants payés	3 521 130,96 €	1 355 025,16 €	2 634 635,90 €	2 205 125,67 €	1 359 898,35 €	1 695 831,75 €	2 528 072,42 €	2 515 081,76 €	2 125 786,54 €	1 754 608,28 €	21 695 196,79 €

Synthèse par année

	DAT				
	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de dossiers traités	782	796	760	1093	879
Montant engagés (M€)	17,85	16,14	15,8	26,1	27,7

Synthèse dossiers engagés par mesure du PDRC/ Dispositif

Mesures	Nombre de dossier	Montants engagés
4.1.1	218	4 631 668,97 €
4.1.2	431	10 458 988,45 €
4.1.3	76	2 336 490,53 €
4.2.1	5	1 028 512,36 €
4.3.1	5	1 031 027,56 €
4.3.2	5	325 293,43 €
5.2	2	124 300,93 €
6.1	68	1 062 500,00 €
6.4.1	8	1 083 267,55 €
6.4.2-6A	10	457 158,13 €
7.2.0	3	1 352 250,40 €
AAP Investissements Agricoles Collectifs	3	785 221,41 €
Aide - Conseil	3	208 180,15 €
Aide exceptionnelle	2	26 579,38 €
Aide Viti	1	29 960,00 €
Complément FAM	15	2 432 094,79 €
Création de vergers	3	281 705,55 €
Réforme Bovine	12	14 110,00 €
Sècheresse	5	15 877,67 €
Tempête 2021	2	25 825,90 €
Tempête Fabien	2	45 212,30 €
Total général	879	27 756 225,46 €

Le volume de paiement en 2023 est en net augmentation par rapport à 2022 (+ de 20 %). Une des mesures pour laquelle l'augmentation est la plus significative, est la 4.1.3, avec la reconduction de l'AAP Mécanisation.

Dispositifs	Nombre de demandes de paiement	Montants payés
4.1.1	189	2 441 006,91 €
4.1.2	560	9 643 626,60 €
4.1.3	83	2 836 044,17 €
4.2.1	14	3 717 097,86 €
4.3.1	2	86 380,00 €
4.3.2	2	370 562,40 €
5.2	1	35 357,00 €
6.1	56	1 380 250,00 €
6.4.1	7	228 120,81 €
6.4.2-6A	17	181 391,27 €
AAP Investissements Agricoles Collectifs	4	344 772,65 €
Aide exceptionnelle	1	11 991,38 €
Aide Viti	1	32 000,00 €
Complément FAM	10	275 092,46 €
Réforme Bovine	12	23 120,00 €
Sècheresse	20	64 932,38 €
Tempête 2021	2	23 450,90 €
Total général	981	21 695 196,79 €

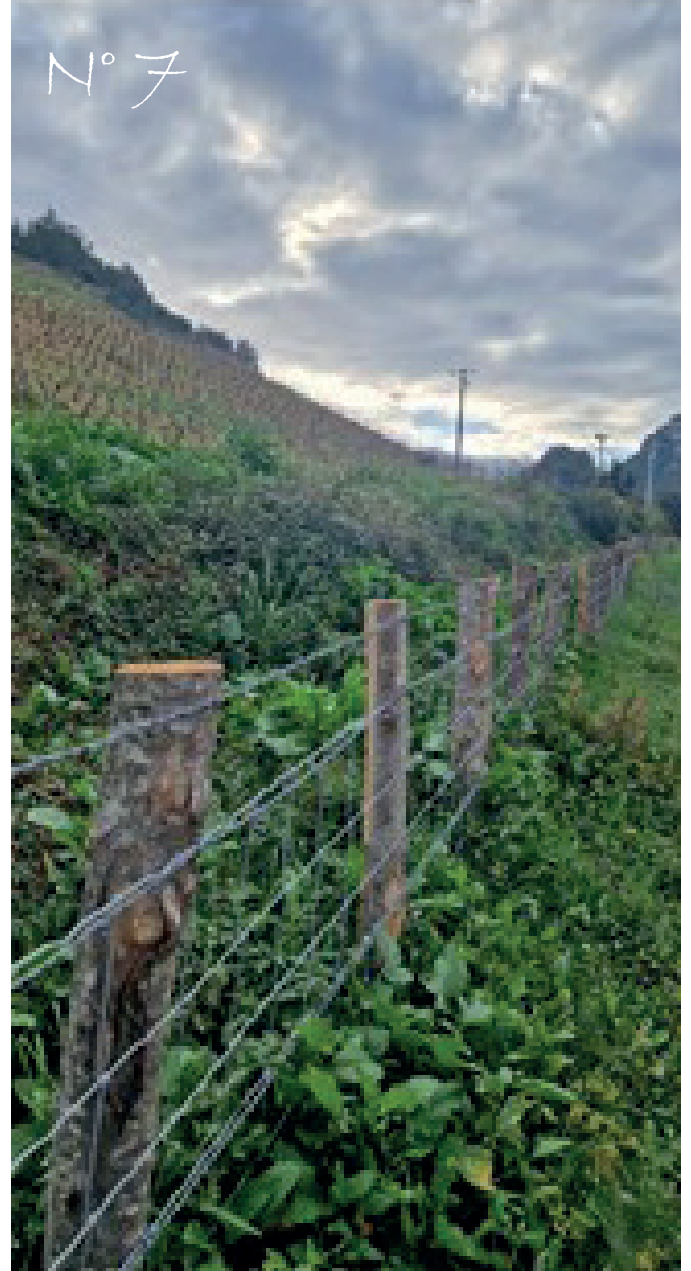
Exemples de réalisations financées

Légendes des photos

1. Construction d'une bergerie
2. a et b Aménagement de deux usines de jus de fruits
3. Construction de serres
4. Equipement d'une salle d'affinage
5. Mise en valeur en culture proteique
6. Séchoir à salaison
7. Clôture périmétrale sur vignoble









La division forêt et aménagement territorial

Cellule développement forestier

Faits marquants

Participation aux Assises de la Forêt Corse.

Les assises de la forêt corse ont débouché sur un document final et des fiches actions (« Programme pour la forêt et le bois de Corse 2024-2029 »), approuvés par le Conseil Exécutif de Corse le 20 décembre 2023 :

Les actions déjà en cours de réalisation par la Cellule Développement Forestier, comme la mise en œuvre de la marque Lignum Corsica dans la construction, ou encore le développement de la filière bois-bûches à travers le label Corsica Bois Bûches, ont fait l'objet de fiches spécifiques dans le programme validé par le Conseil Exécutif.

L'ODARC sera également pilote sur des actions comme la mobilisation et la valorisation des bois de faibles qualité et du liège ; l'émergence et la diversification des entreprises de la filière ; l'amélioration et la pérennisation de la ressource sylvicole.

Création du Sindacatu di i Suaraghji di Corsica, avec l'appui technique de la Cellule Développement Forestier : La Cellule Développement Forestier a conseillé et assisté les professionnels du liège de Corse, qui souhaitaient se structurer, afin de trouver des solutions ensemble aux différents problèmes rencontrés par leur profession, et réfléchir à l'avenir du chêne-liège et des suberaies en Corse.

Ainsi, la concurrence italienne et ibérique ne leur permet pas de s'aligner avec des entreprises en position de quasi-monopole sur leur propre territoire et au-delà dans le bassin méditerranéen producteur de liège, qui n'hésitent pas à hausser le coût d'achat du liège tout en diminuant la qualité des récoltes. Au-delà d'une plus-value économique qui sort de la sphère régionale, c'est l'avenir des chênes récoltés qui peut être mis à mal, si les levées de liège sont mal réalisées et qu'aucun travail sur les arbres d'avenir n'est effectué. Ce travail de levée et de préparation des arbres d'avenir est essentiel pour assurer au propriétaire une rentabilité de sa suberaie sur le long terme, en bon père de famille.

Par ailleurs, le développement économique de l'île en matière de transformation du liège s'est effondré en plusieurs décennies, et il n'existe plus de transformation de type industriel, comme c'était le cas pour le bouchon. Les besoins dans la construction, notamment pour l'isolation, augmentent chaque jour, et dans une société en cours de mondialisation, la Corse doit pouvoir tirer son épingle du jeu, afin d'éviter que sa richesse ne s'exporte ; ou dans un autre cas de figure, que l'importation de produits l'expose à de nouveaux risques sanitaires (cas du ver du liège, nommé également « couleuvre du liège », sur le continent, notamment dans le Var et les Pyrénées Orientales, lequel est un coléoptère ravageur qui déprécie fortement la qualité du liège et l'avenir des arbres).

Leur rôle aussi est d'entrer en relation avec les propriétaires forestiers et de faire le relais avec leurs gestionnaires lorsqu'ils n'en ont pas encore, afin de les amener sur une gestion durable de leurs forêts. De plus, cela ouvre la possibilité aux propriétaires leur



éligibilité à des aides publiques pour des opérations de sylviculture ou de travaux d'infrastructures (ouverture de piste, par exemple).

L'ODARC leur a présenté les différentes structures juridiques possibles pour leur profession en évoquant les avantages et inconvénients de chacune.

Cela a donné lieu à une assemblée constitutive du premier Syndicat des Subériculteurs de Corse (Sindicatu di i Suaraghji di Corsica) le 07 novembre 2023, à Porto-Vecchio.

Les membres élus du Conseil d'Administration sont :

Président : André SERRA

1er Vice-Président : Antoni TAFANI

2nd Vice-Président : Jean-Baptiste MILANINI

Secrétaire : Valère SERRA

Secrétaire adjoint : Jean-André ARRII

Trésorier : Nicolas SIMI

Première adhésion d'une entreprise de la filière bois à la marque Lignum Corsica.

Alors que la marque Lignum Corsica, développée par l'ODARC depuis 2014, est pleinement opérationnelle, la scierie Legnu e Lignamu a fait sa demande d'adhésion cet automne. Elle est en cours d'audition par Certipaq, qui l'organisme certificateur agréé pour auditer les entreprises adhérentes à la marque.

D'autres entreprises vont suivre prochainement, permettant à la marque de prendre son essor, en se positionnant sur les marchés publics en bois local.

Résultats de l'étude sur la durabilité du bois de pin Lariciu.

La filière forêt-bois de Corse connaît un virage qui peut s'avérer stratégique pour sa relance. Plusieurs porteurs de projets s'intéressent au bois local pour la réalisation de leurs ouvrages et souhaitent investir dans ce secteur. Aussi, afin de compléter son action dans l'accompagnement de cette filière, l'Office de Développement Agricole et Rural de Corse (ODARC) a mandaté en 2019 le CIRAD pour la réalisation d'une étude pour caractériser la durabilité naturelle du Pin Lariciu de Corse. A travers une meilleure connaissance de l'essence cette étude permettra d'aider à déterminer les segments de la filière où le bois local peut être compétitif.

Dans le secteur de la construction, le bois est un matériau à part entière : s'il est utilisé traditionnellement en Corse en charpente, le bois peut être utilisé dans plusieurs parties d'une construction comme l'ossature, le bardage, les menuiseries ...

Mais toutes les essences de bois ne peuvent pas être utilisées dans toutes les conditions. Pour cela il existe différentes classe d'usage qui permette de déterminer si une essence est apte naturellement ou non à ces usages, ou si elle nécessite un traitement.

- Classe 1 : Mobilier d'intérieur, ébénisterie, etc
- Classe 2 : Charpente, montants d'ossature, etc
- Classe 3 :
 - * 3.1 Menuiseries, bardage, etc
 - * 3.2 Terrasses, pergolas, etc
- Classe 4 : Pontons, etc

Les étapes indispensables pour un ouvrage bois durable



Un traitement adapté peut permettre d'augmenter la classe d'usage d'un bois. C'est le cas par exemple de l'autoclave ou du thermo traitement.

Pour préciser cette donnée pour le Pin Lariciu, la première phase de l'étude, a été consacrée à la recherche de billons de bois récoltés un peu partout sur le territoire.

Au total, 6 billons de bois ont été

Les différentes classes d'emploi

1	2	3.1	3.2	4
Intérieur, entièrement protégé des intempéries, non exposé à l'humidification	Intérieur ou sous abri protégé des intempéries, humidification occasionnelle non persistante (condensation)	Sans contact avec le sol, soumis à une humidification fréquente sur des périodes courtes. Séchage complet entre deux périodes d'humidification.	Sans contact avec le sol, soumis à une humidification fréquente sur des périodes longues mais non continues. Séchage complet entre deux périodes d'humidification.	Extérieur en contact avec le sol ou support à humidification récurrente ou immersion dans l'eau douce, conception induisant une rétention importante d'eau, humidification très prononcée induite
NB : Pour toutes les classes d'emploi, les attaques par les insectes xylophages, termites inclus, sont possibles Référence des normes de lecture EN335, EN350-2 et NF-B-50-105-3, FD P 20651				



Fig 4 Aspect des dispositifs d'essai à l'issue de l'exposition aux termites (à g. aubier de Pin Lariciu, à d. aubier de pin sylvestre, témoin de virulence)

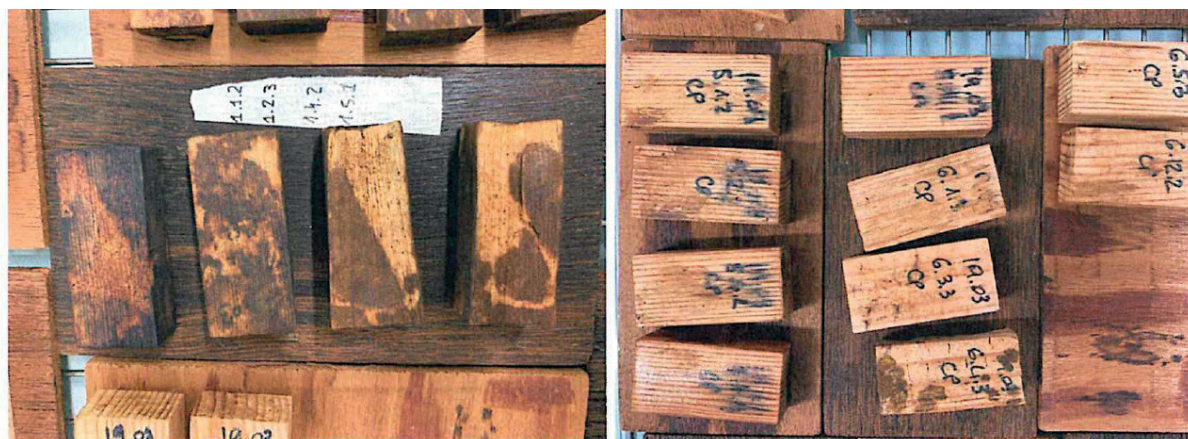


Fig 6 Aspect des éprouvettes d'essai à la fin de l'exposition fongique, après séchage à 103°

acheminés jusqu'au locaux du CIRAD à Montpellier. Une fois récupérés, ils ont procédé à la fabrication d'éprouvettes pour réaliser divers tests.

Pour tester la durabilité naturelle, le CIRAD a placé des échantillons de Pin en contact direct avec les principaux champignons et termites présents en France.

Les résultats de l'étude ont démontré que le Pin Lariciu de Corse est peu durable, comme tous les Pins Européens. Il existe cependant une forte variabilité entre les différents échantillons. Le Pin Lariciu de Corse est donc considéré comme une essence avec une classe d'emploi 2 naturellement. Cependant, un traitement peut permettre d'augmenter celle-ci et lui permettre un usage en extérieur.

La fiche TROPIX dédiée au Pin lariciu, qui doit conclure cette étude, est en cours de rédaction par le CIRAD, et sera disponible en 2024 pour tous ceux qui en auront l'utilité dans la conception d'ouvrages réalisés avec cette essence.



Descriptif synthétique des dispositifs mobilisés

Certifications

Afin de faciliter le recours aux services de conseils et d'appui pour l'adhésion des entreprises de la filière forêt-bois à des process de certification environnementale ou de qualité (certification produit Lignum Corsica ou équivalent, certification environnementale PEFC ou équivalent), un dispositif d'aide à la certification des entreprises a été créé en juin 2023. Il doit être reconduit en 2024 et 2025, pour un budget global d'environ 30 000 €.

Plan Simple de Gestion

Le dispositif d'aide à la rédaction de PSG, à destination des propriétaires forestiers et de leurs gestionnaires, mis en place depuis 2013 et modifié en 2020, était toujours mobilisable en 2023.

PDRC

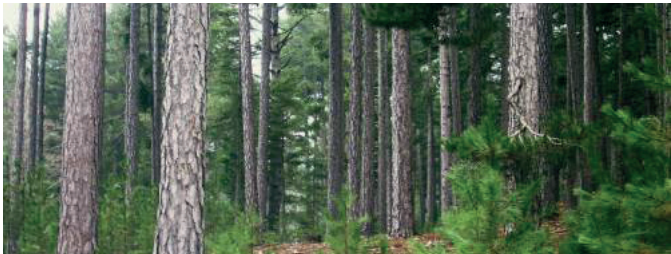
S'agissant d'une année de transition entre le PDRC et le PSN, il n'y a pas eu d'appel à projet en lien avec le PDRC en 2023.

Animation

Le dispositif forêt 1-0 permet de financer notamment des actions d'animation de la filière bois.

Point quantitatif

Le tableau ci-dessous recense le nombre de demandes qui s’inscrivent dans les dispositifs précités ainsi que les volumes financiers d’investissement et de subvention engagés en 2023.



Mesure dispositif	4.3.2	6.4.2	8.5	8.6	PSG	Forêt -1-0
Nb de dossiers engagés	6	6	7	6	3	6
Montants engagés	348 213.11 €	292 123.72 €	93 070.94 €	1 846 858.29 €	15 750 €	248 755.70 €
Montants payés	370 562.40 €	133 558.20 €	40 868.14 €	30 483.20 €	10 740 €	103 370.77 €

Bilan synthétique et opérations remarquables

Pistes forestières

Réfection généralisée des pistes forestières de la forêt communale de Poggio-di-Nazza

La commune de Poggio-di-Nazza a réalisé une opération d’ampleur dans sa forêt communale. Cette action, réalisée sur 2 ans, a permis la réfection généralisée de ses pistes forestières sur plus de 11 km. Ces travaux comportent à la fois du terrassement (reconstitution de plateforme, talutage, curage de fossés, ...) ainsi que la création ou la réfection d’ouvrages d’art (radiers, buses, ...).

Ces pistes sont nécessaires à l’exploitation des forêts, soit 316 ha principalement de Pin laricio.

Dans un contexte de filière en berne, avec des méventes de bois notamment dues à l’accès difficile aux forêts, la commune de Poggio-di-Nazza montre ainsi qu’il est possible, avec la mobilisation des aides du PDRC, de réaliser une opération importante permettant un meilleur accès aux bois. Ceux-ci pourront



être ainsi mieux vendus et mieux valorisés.

Cette opération, d’un coût de 440 603€ a été financée à 80% sur la mesure 4.3.2, soit un montant de subvention de 352 482,40€.

SARL Sylvatica : acquisition d’un treuil forestier

La SARL Sylvatica est une entreprise sartenaise de travaux forestiers créée en 2018 par 2 exploitants forestiers. Bien ancrée, et en pleine progression, cette entreprise s’est équipée d’un treuil de débardage pour répondre aux marchés multi-sites qu’elle emporte.

Il s’agit d’un treuil à engrenage radiocommandé qui se branche sur la prise de force de leur tracteur forestier, et qui permet un travail efficace et sécurisé en forêt.

D’un montant de 28 300 €, financé à 60% sur la mesure 6.4.2 du PDRC, soit 16 980€, cet investissement leur a permis notamment d’exploiter le bois d’œuvre (pin laricio et pin maritime) en forêt de l’Ospedale, ayant servi à alimenter le chantier test Lignum Corsica de l’école de Piffano à Porto-Vecchio.



Cellule gestion collective et aménagement territorial

Faits marquants

- Suivi des appels à projets 4.3.1 (juillet 2022) et 7.1.1 (novembre 2022)
- Participation au groupe de travail PSN
- Participation au groupe technique Défrichement
- Participation aux groupes techniques Estive et rénovation de bergeries dans le cadre du comité de massif.
- Participation au groupe technique pour la gestion des dégâts des cerfs de Corse
- Accompagnement FAFP
- Participation au séminaire sylvopastoralisme
- Participation au groupe Sylvopasto et sylvopasto porcin
- Obsolescence de l'outil de gestion des AFP : Travail sur un CCTP pour préparer un Marché public



Descriptif synthétique des dispositifs mobilisés

- 4.3.1 : Aménagement agricole et pastoral : AAP destiné aux collectivités, communes ou AFP, afin de permettre aux porteurs de projets de mettre en place des équipements structurants sur les périmètres agricoles et pastoraux, notamment en estive, en privilégiant les secteurs qui font l'objet d'une organisation collective.
- 7.1.1 : Plans de développement lié à la mobilisation du foncier : AAP destiné aux collectivi-

tés pour la mise à jour ou le suivi d'un plan de développement des territoires, dans une optique de mobilisation agricole et environnementale du foncier. Ces plans de développement ont pour objectif la création d'une Association foncière ou la mise en place d'un DocObAS.

- O.S. Safer : Opérations spéciales Safer et mobilisation du foncier : Opérations spécifiques destinées au financement des organismes qui permettent une meilleure mobilisation du foncier, comme la Safer de Corse et la Fédération des AFP de Corse.

Bilan synthétique et opérations remarquables

Suivi administratif et technique des AFP

Suivi technique et administratif des AFP : Pour que les AFP fonctionnent à leur plein potentiel, elles ont besoin d'un suivi technique et administratif. Le suivi administratif est assuré par la Fédération des AFP de Corse avec l'appui des agents de l'ODARC. Par exemple, la présence d'un agent de l'ODARC est obligatoire à chaque Assemblée Générale, car nous sommes les seuls à être équipés pour le comptage des voix présentes ou représentées au sein des AG, et donc l'atteinte ou non du quorum. La présence d'un agent de l'ODARC dans les AG est aussi nécessaire afin d'expliquer les différents mécanismes d'investissements et de subventions aux propriétaires. Sur les 19 AFP existantes, deux fonctionnent à minima, les 17 autres sont suivies à temps plein.

Les agents de la cellule assurent également le suivi des conventions pluriannuelles d'exploitation au sein des AFP. Grâce à la création des AFP et à ce travail, plus de 8000 ha ont été mis à disposition des agriculteurs sur l'ensemble des AFP suivies.

En même temps que ce suivi des conventions, les agents de la cellule assurent un appui technique. Cet appui consiste en l'ingénierie de projet de travaux structurants, comme la desserte ou la mise en place de parcs pastoraux.

Création d'AFP

Plusieurs projets de création d'AFP sont en cours, sur les communes de Linguizetta, Ortale, Tarrano, Pioggiola, Bastia, Talasani et Noceta. Le suivi de ces projets de création implique une animation constante de ces projets et la participation des agents à des réunions publiques qui permettent le bon déroulement du processus de regroupement des propriétaires. Une fois ces entités créées, elles permettront une gestion de leur territoire, la maîtrise foncière des espaces agro-pastoraux à destination des agriculteurs, et aussi la réalisation de projets structurants pour ces territoires.

Suivi de l'outil de gestion des AFP

L'outil créé par Nicolas Berquier arrive à obsolescence du fait du non renouvellement de la licence 4D. Cela a impliqué une très forte augmentation du temps de gestion de cet outil. Il est maintenant le seul détenteur d'une base de données à jour pour la gestion des comptes de propriétés et il devient urgent de remplacer l'outil 4D par une solution plus pérenne et plus ergonomique.



Faits marquants

L'année 2023 est surtout marquée par les échéances liées à la fin de programmation du PDRC.

Afin de mener à bien les procédures relatives aux projets de mises en valeur, une mobilisation totale, sur la majeure partie de l'année, de l'agent en ayant la charge s'est imposée.

La vacance du poste d'ingénieur agronome en charge du suivi des DOCOBAS (à partir de juin) a également porté préjudice au déploiement des activités de la cellule.

Ainsi, si les missions en lien avec la CTPENAF ont pu être maintenues, les projets de développement liés au système d'information géographique, à la mobilisation du foncier agricole (Inventaire du foncier public cultivable mobilisable et projection) et les études (Programme IGCS - Référentiel Pédologique Régional) sont restés en retrait.

Descriptif synthétique des dispositifs mobilisés

- La cellule agronomie et cartographie a en charge l'ingénierie de projets individuels ou territoriaux, pour l'ensemble des divisions du Service Développement Territorial.
- La cellule participe à l'instruction des mesures et projets du PDRC 2014-2020 (avis techniques pour les mesures de mises en valeur agricoles et réalisation des diagnostics agricoles, contrôle qualité des instructions de mises en valeurs agricoles avec coût forfaitaire, mise en place et mise à jour de la base de données cartographique des interventions de l'ODARC, Appel à projet Mobilisation du foncier Volet DOCOBAS) et mène des actions de formation, de consolidation et de développement des outils SIG.
- Elle produit des expertises techniques sur la thématique de la mobilisation/protection des espaces agricoles et forestiers, et accompagne les collectivités locales dans leur démarche de protection/valorisation des espaces agricoles.
- Elle élabore des données au service de la stratégie territoriale. Elle est en charge de la réalisation du Référentiel Pédologique Régional, coordonné par l'unité Infosol de l'INRAE (programme Inventaire Gestion et Conservation des Sols (IGCS) soutenu par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire).

Interventions de la cellule dans les opérations de mise en valeur et les projets d'installation :

- La cellule formalise un avis agronomique pour chaque opération de mise en valeur (Mesure 4.1.1 du PDRC) concernant la production d'agrumes, de kiwis, d'amandes, de châtaignes, de fruits d'été, de noisettes (avis transmis aux filières dans le cadre de la procédure d'agrément de la cellule technique de chaque filière).
- La cellule réalise un diagnostic agricole préalablement à l'instruction des DJA (Mesure 6.1) prévoyant la mise en valeur en filière végétale de milieux recouverts de ligneux, fermés ou improductifs sur au moins 5 ha (dispositif de bonification Valorisation des espaces). Ces diagnostics sont réalisés sur la base de la visite de terrain réalisée par les agents de la Cellule « Jeunes Agriculteurs » et d'une analyse agronomique permettant de valider les opérations concernées et de faire des préconisations.
- Pour toutes les opérations de mises en valeur (notamment mesure 4.1.1, et depuis 2022, AAP 4.1.2 Biosécurité porcine et AAP 4.1.3 cultures protéiques) et de rénovation castanéicole (mesure 5.2.1), la cellule est responsable du suivi et de la vérification des procédures liées à la cartographie :
 - > Appui technique aux agents de terrain pour l'utilisation de l'outil GéODARC et l'utilisation des GPS (cartographie des opérations aux étapes d'instruction et de réception des travaux),
 - > En phase prévisionnelle, un Contrôle Qualité est réalisé, au cours duquel sont vérifiés la cohérence du dossier foncier avec la localisation et les tracés, la cohérence du projet avec les données SIG disponibles, la bonne application des notes de cadrage (liées aux mesures, diagnostic pastoral, autorisation de défrichement, etc), les tarifs appliqués. Pour chaque opération, la cellule produit un avis intégrant une carte de synthèse.
 - > En phase de réception des travaux et pour l'établissement du CSF, vérification de la cohérence des relevés GPS et des mesurages avec le prévisionnel et mise à disposition de rendus cartographiques. Ceci permet de constituer une base de données régionales localisées des travaux réalisés de ces mesures.

Le contexte de fin de programmation du PDRC a induit une augmentation du nombre de projets à examiner : près du double par rapport aux années précédentes.

Evolution du nombre d'avis et diagnostics rendus par la cellule :



	Type de projet/ mesure	2023	2022	2021	2020	2019	2018
Avis agrono- mique	Mesure 4.1.1 - Plan- tation verger	20	22	15	22	24	30
Diagnostic agri- cole	Mesure 6.1 - DJA	0	0	1	3	6	2
Avis cartogra- phiques	Mesure 4.1.1 (Mise en valeur)	216	113	111	114	128	98
	Mesure 5.2.1 (Réno- vation casta)	0	0	2	5	2	4
Réception & CSF	Toutes mesures confondues	124	114	145	160	145	96
Cartographie DJA	Mesure 6.1 DJA	0	0	0	1	0	0

Interventions de la cellule dans les projets de territoire :

Depuis 2016, à travers l'Appel à projet 7.1.1 du PDRC (2014-2020), l'ODARC propose aux collectivités de réaliser un DOCOBAS (Documents d'Objectif Agricole et Sylvicole).

Il s'agit d'un dispositif spécifique à la Corse, mis en place pour répondre aux enjeux suivants :

- L'intégration de l'agriculture et de la forêt dans les projets de développement des communes
- Le maintien et le développement des activités agricoles du territoire pour une économie de production durable, un environnement de qualité et une meilleure gestion des risques naturels.

La réalisation d'un DOCOBAS consiste pour un ensemble de communes ou une commune à élaborer un plan de développement agricole et sylvicole sur son territoire. Il s'agit d'une démarche participative, visant à :

- Inventorier les ressources et les potentialités du territoire



- Localiser les zones présentant des enjeux pour le développement de ces activités
- Proposer un plan d'action concourant à la mise en œuvre d'interventions foncières et d'aménagement dans ces secteurs.

Elle est encadrée par une méthodologie précise (un cahier des charges en 12 étapes) qui prévoit :

- La réalisation d'un diagnostic
- La mobilisation des acteurs, la publication d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour inviter les porteurs de projets à se signaler, ceux qui souhaitent développer une activité mais aussi les propriétaires qui souhaitent mettre à disposition des terrains
- La définition d'un projet : orientations stratégiques du territoire, plan d'action sur des périmètres ciblés.

Un Comité de Pilotage valide les différentes étapes de réalisation du DOCOBAS.

La cellule est responsable de l'animation, de l'instruction et du suivi des DOCOBAS. En 2023, les projets accompagnés se répartissent comme suit :

- 14 projets en cours de réalisation ont été suivis: Pitrusedda, CC de l'Oriente, I Peri, Cervioni, Zevacu, territoire d'Urtaca-Lama-Petralba, Coghja, Monte, Calinzana, U Viscuvatu, U Mansu, Santa Riparata di Balagna, Appiettu, Biguglia
- 1 convention de financement a été dénoncée, celle de Bunifaziu.

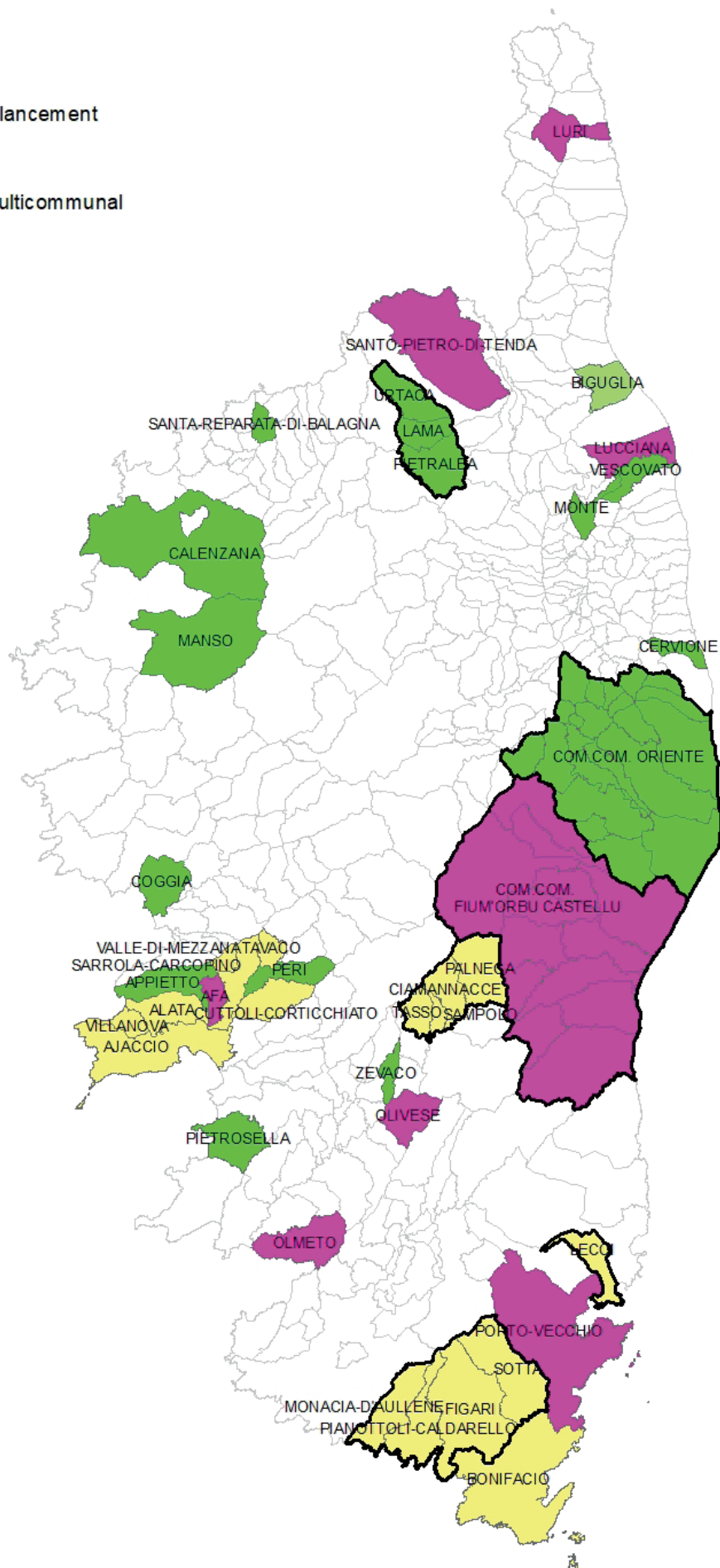
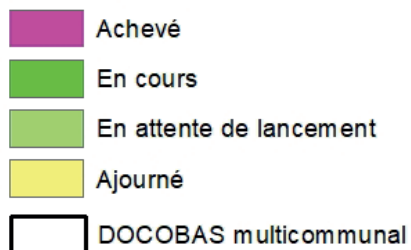
L'état d'avancement des différents DOCOBAS au 31.12.23 est schématisé ci-dessous en vert :

	Lancement	Diagnostic	Orientations stratégiques	Plan d'action	Validation du Conseil municipal
Monte					
Territoire d'Urtaca-Lama-Petralba					
Zevacu					
Pitrusedda					
CC de l'Oriente					
I Peri					
Calinzana					
U Viscuvatu					
Appiettu					
Coghja					
Santa Riparata di Balagna					
Cervioni					
U Mansu					
Biguglia					

Bilan - Progression du nombre de communes concernées par les DOCOBAS (Dispositif : PDRC 7.1.1 + 2 projets hors PDRC)

Nombre de communes	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Projets déposés non démarrés	1	4	10	13	10	11	24	13
Projets déposés démarrés	36	34	34	32	27	41	17	0
DOCOBAS achevés	20	20	17	16	16	0	0	0
Projets déposés abandonnés	1	16	11	4	-	-	-	-
Total sur l'ensemble des projets déposés	57	58	61	61	53	52	41	13
Volume des engagements (cumulés)	371 259,18	371 259,18	408 143,4	367 249,8	302 778,4	285 994,4	154 795,8	66 625,0
Volume des paiements (cumulés)	130 416,1	123 962,1	119 499,9	103 749,6	23 315,4			

ETAT DES LIEUX 2023 - DOCOBAS



Interventions de la cellule dans les projets liés au Système d'Information Géographique de l'ODARC

Depuis 2019, les activités liées à l'évolution du SIG restent en-deçà des besoins en relation avec la charge de travail croissante liée au suivi des mesures du PDRC et aux autres expertises menées.

Cela a été encore plus prégnant en 2023 dans le contexte de fin de programmation du PDRC.

En ce qui concerne GEODARC, outil de consultation cartographique en ligne :

- La version interne, indispensable à l'instruction de l'ensemble des mesures de mises valeurs agricoles, (notamment 411 et 52), a été maintenue, sans pouvoir intégrer toutes les mises à jour nécessaires. Néanmoins, en réponse aux difficultés rencontrées par les agents de terrains liées à l'obsolescence de la flotte GPS, début 2023, une solution a pu être apportée avec l'adjonction d'une nouvelle plateforme à la version interne GEODARC alliant à la fois application GPS à partir des téléphones portables (application ESRI Fieldmaps) et SIG (plateforme en ligne ESRI Arcgisonline). Ce nouveau système SIG « intégré » à GEODARC a fortement fluidifié les transmissions des relevés GPS tout en offrant un outil plus ergonomique de relevé et de consultation des données permettant d'optimiser la procédure de réception de travaux. Ainsi, courant 2023, l'ensemble des agents de terrains de la DAT et en charge des CSF ont été formés en interne à ce nouvel outil et à ce nouveau mode opératoire. Sur la même base, d'autres outils métier spécifiques pourraient être mis en place (DFAT, agents pastoralistes).
- La version externe, intégrant des outils spécifiques, demeure hors service, un marché de prestation pour de nouveaux développements restant à élaborer, impliquant un temps de travail préparatoire conséquent (évaluation des besoins, cahier des charges, suivi prestataire, ...) qui n'a pu être détaché depuis 2021 au regard des autres missions de la cellule. En l'attente, des services de

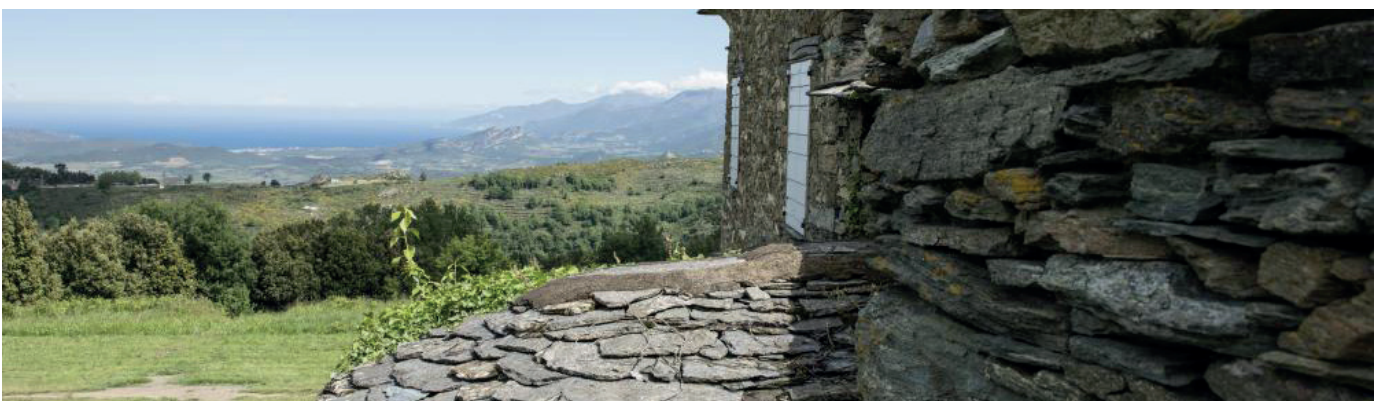
consultation en ligne de données sont maintenus (2 flux en accès WMS du RPA et son modèle de potentialités agricoles). A cet effet, pour des raisons impératives de compatibilité, un travail de migration de données a été effectué courant d'été pour basculer les données SIG de l'ODARC hébergées depuis plus de 15 ans sur le serveur de la DREAL vers le serveur externe mutualisé nouvellement mis à disposition par la Collectivité de Corse.

- La cellule répond aux besoins liés à la cartographie, aux outils et bases de données SIG : En 2023, une réflexion a été entamée sur la mise en place d'une base de données cartographique spécifique aux projets JA. Le projet est cependant resté à l'ébauche du fait de la mobilisation sur le PDRC.
- En ce qui concerne l'implication de la cellule dans des projets SIG collaboratifs en lien avec les missions de l'ODARC : Projet MOS – Acquisition d'une base de données cartographique sur le Mode d'Occupation du Sol piloté par l'AUE : la cellule a participé au groupe de travail et à l'évaluation des premières versions de données produites, notamment sur le volet occupation du sol agricole.
- En 2023, des comités régionaux SIG, inactifs depuis le COVID ont été relancés auxquels la cellule a participé (comité IGN, comité Observatoire du développement durable) qui offrent des perspectives intéressantes de mutualisation des données et des outils.

Interventions de la cellule au titre des avis PPA de la CDC et de la CTPENAF

La cellule intervient dans le protocole de production des avis de la Collectivité en tant que Personne publique associée (PPA) en produisant une analyse de l'impact des projets sur la consommation et la préservation des espaces agricoles.

La cellule participe à la Commission Territoriale des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en qualité d'expert technique depuis plusieurs années. Depuis septembre



2021, l'ODARC assure la co-présidence de la commission ce qui implique une participation renforcée (participation en présentiel, analyse et avis technique, suivi des procédures, participation et pilotage de groupes de travail, contributions techniques pour le service juridique de la CDC dans le cadre des contentieux).

En 2023, 64 projets ont été examinés.

Dans le cadre de la CTPENAF, la cellule a participé en 2023 au groupe de travail sur la Charte « Agriculture et Urbanisme » approuvée en septembre. Elle a également mis en place un groupe de travail sur les méthodes d'évaluation de la consommation et de la préservation des espaces agricoles, dans l'objectif de comprendre les divergences d'analyses constatées entre services techniques.

Interventions pour des expertises ponctuelles

Nb de projets évalués pour la CTPENAF	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
PLU	7	4	5	9	2	11	2
Carte communale	6	4	6	8	5	2	1
Champs photovoltaïques	0	0	2	0	0	1	0
Recours gracieux autorisation d'urbanisme	0	0	0	0	0	0	0
Permis de construire/CU	61	52	5	21	14	16	8
Total	73	60	18	38	21	30	11

La cellule a été sollicitée pour apporter des expertises ponctuelles sur les potentialités agronomiques des sols ou sur des projets de mise en valeur agricole

- Projet d'acquisition foncière (Conservatoire du Littoral) et de mise en valeur agricole à Linguizetta (1 rapport)
- Projet d'acquisition foncière et de mise en valeur agricole à Ajaccio (1 rapport)
- Projets photovoltaïques - protocole d'évaluation de la CDC (6 projets)
- Projets Comité de Massif et/ou inscrits dans les PAT (5 projets : Furiani, I Prunelli di Fium'Orbu, Vintisari, Ghisunaccia, U Lugu di Nazza)

Réalisation du Référentiel Pédologique Régional (programme IGCS - Inventaire Gestion et Conservation des Sols, soutenu par le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire)

En 2023, le Référentiel Pédologique Régional a été complété sur la Haute-Corse (validation et saisie des Unités Cartographiques de Sol). Le travail de synthèse et de saisie devra s'intensifier en 2024 pour permettre de respecter l'échéance du programme.



Service Développement économique et coopération



Division Actions collectives et marketing territorial

Missions

- ◇ Accompagner les filières de production en matière de détermination de leurs stratégies respectives au regard de leurs caractéristiques, de leurs productions et des marchés auxquels elles s'adressent.
- ◇ Vérifier la cohérence des actions de filières entre elles et avec les orientations stratégiques de l'ODARC.
- ◇ Assurer l'animation et l'instruction technique des projets collectifs.
- ◇ Mener des études prospectives pour projeter les évolutions possibles des filières sur le moyen-long terme en identifiant les opportunités et les enjeux à relever et notamment l'évolution des marchés, le renouvellement des actifs, le changement climatique, l'évolution des politiques publiques, etc. afin d'anticiper les mutations pour y répondre le mieux possible.
- ◇ Suivre les dynamiques de la production et évaluer la politique de développement agricole afin de l'adapter et de l'améliorer
- ◇ S'assurer d'une connaissance précise des modes de mise en marché, et plus largement du marketing lié à l'activité agricole et rurale en Corse.
- ◇ Développer la professionnalisation des actifs agricoles
- ◇ Mettre en œuvre des actions de promotions gé-

nériques en faveur de l'agriculture et du développement des circuits courts et de la sensibilisation du jeune public

- ◇ Participer, en qualité d'opérateur technique, aux programmes de coopération relevant de son activité.

Actions de filière

Les actions de filière constituent un volet important des activités de l'ODARC car elles répondent simultanément à plusieurs attentes :

- Accroissement du niveau des connaissances sur le produit et les technologies
- Transfert de ces connaissances au producteur au travers de l'appui technique
- Mise en œuvre d'opérations collectives qui concernent autant l'amont de la production que l'aval avec la montée en gamme des produits agricoles pour la mise en place de signes officiels de qualité
- Création d'interprofessions régionales
- Promotion des produits.

Le travail mené par la Division Action commerciale et marketing territorial consiste à accompagner les filières dans leurs démarches collectives en définissant des priorités et des axes de développement, en mettant en œuvre les moyens correspondants puis en procédant à des évaluations au terme desquelles les objectifs et les moyens sont reconsidérés.



Au-delà de la participation aux CA, AG et réunions techniques de l'ensemble des filières, la Division ACMT instruit, programme et assure le suivi financier (dossiers acompte et paiement soldes) des aides au développement des acteurs des projets collectifs.

Ainsi, dans ce cadre, l'année 2023 se caractérise par :

- La poursuite du Plan Ambition 2021-2025 avec la liquidation des actions menées au titre de l'année écoulée (bilan annuel et paiements soldes)
- L'instruction technique et l'individualisation des demandes annuelles 2023.
- L'accompagnement d'actions relatives à l'adaptation au changement climatique, au contexte économique et à la prévention des risques sanitaires émergents.
- La prospective et la protection et la valorisation des ressources endogènes et patrimoniales de la Corse.

Le plan ambition 2021-2025

Les actions du plan d'ambition visent la structuration des filières en aidant les actions les plus pertinentes pour accélérer la mise en œuvre cohérente des stratégies par filière, en incluant aussi l'aval ainsi que des actions transversales au service de toutes les filières et des actions structurantes portées par les pouvoirs publics.

Les projets portés par 23 porteurs de projets différents pour un montant quinquennal représentent plus de 62M€ de coût. La contrainte budgétaire du plan ambition, à savoir 7M€ de subvention par an, à parité CdC et ETAT.

Pour chacune des filières agricoles corses et pour des thématiques transversales structurantes identifiées, les maîtres d'œuvre déposent annuellement, conformément au plan stratégique 2021-2025, les opérations qui ont vocation à être retenues et financées.

L'individualisation des actions 2023

Pour l'année 2023, ce sont 75 actions menées par 37 maîtres d'ouvrage (associations, syndicats, Chambres d'Agriculture...) qui ont été mises en œuvre et financées dans le cadre du Plan Ambition (crédits CdC et Etat).

Le montant total des demandes retenues par le service instructeur est d'environ 7,31 millions d'euros (hors crédits sanitaire et formation). Le plan 2023 finance 61 équivalent temps plein (ETP).

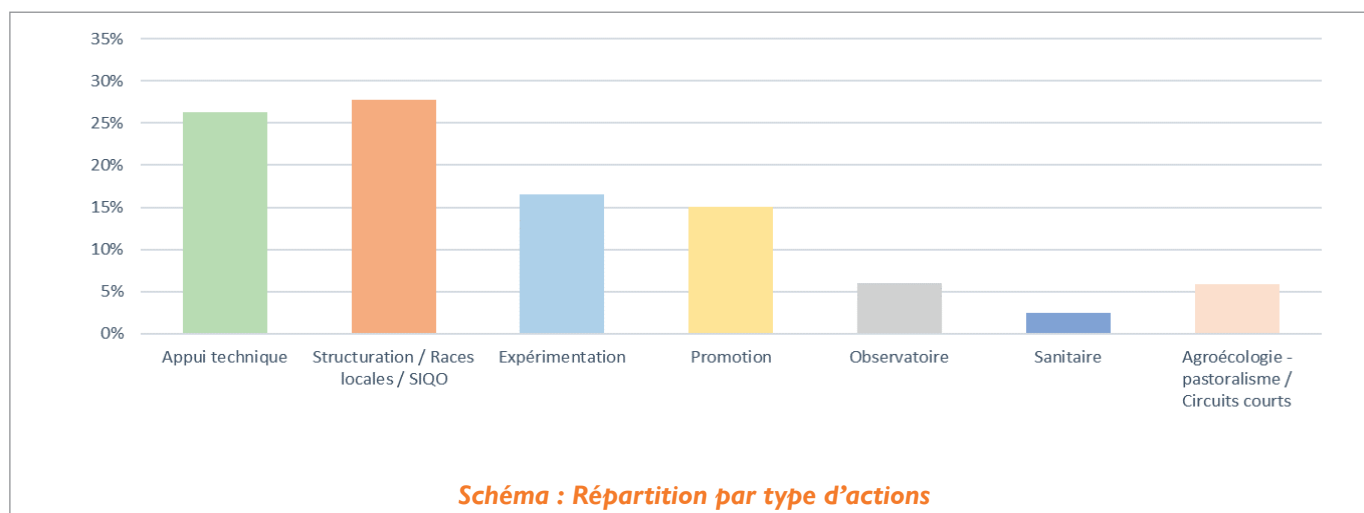
Demandes filières retenues	7 312 385 €
Dont total crédits Etat	3 488 557 € 47,71%
Dont total crédits CdC	3 823 827 € 52,29%

Répartition par financeurs

La répartition entre financeurs est arbitrée selon plusieurs considérations :

- L'expérimentation a été prioritairement financée par FAM (AREFLEC, CRVI) de même que le travail sur l'obtention de nouveaux signes officiels de qualité.
- La promotion des produits sous signe officiel de qualité est financée par l'ODARC de même que les opérations visant à la production locale de plants.
- Les ODG non engagées dans une nouvelle démarche de certification sont financées par l'ODARC.
- Les actions transversales agroécologie, circuits courts, pastoralisme et sanitaire sont financées par FranceAgrimer.
- L'ODARC soutient l'observatoire et le référentiel technico-économique.
- La répartition historique des enveloppes est arbitrée en dernier lieu suivant les disponibilités.

Répartition par type d'actions



La répartition entre les différents types d'action fait apparaître 7 groupes distincts :

- Le premier concerne le soutien technique et représente, à lui seul, 26,32 % des efforts alloués. Au fil des ans, la suprématie de ce groupe témoigne des besoins en termes d'accompagnement des exploitations au vue de l'évolution contextuelle des itinéraires techniques. Ainsi, les actions visant à l'accroissement du niveau des connaissances sur le produit et les technologies la réglementation et à leur transfert au producteur au travers de l'appui technique sont fortement mobilisées par les Chambres d'Agriculture.
- Le second regroupe la structuration et le développement des filières, d'une part animales, autour des races locales ainsi que la mise en place de schémas de sélection et de multiplication des races Corses reconnues ; d'autres parts végétales. Ces actions mobilisent 27,70 % des crédits et constituent une orientation forte des filières concernées.
- Le troisième regroupe l'expérimentation qui représente 16,48 % des financements. Ces opérations transversales sont un socle indispensable au développement des filières végétales et animales, que ce soit en termes de sécurisation des exploitations (certification des plants en local, lutte biologique...) ou en termes de développement (R&D, caractérisation produits, essais d'auxiliaires, mise en exergue de nouvelles pratiques/techniques...)
- Le quatrième groupe rassemble les actions visant à la promotion des produits sous signes officiels de qualité et à leur commercialisation. Cela représente 15,09 % des opérations financées. Ces activités de promotion sont essentielles car elles permettent de sensibiliser les consommateurs en communiquant sur les spécificités de ces productions et de renforcer la notoriété des produits et l'assise des niches commerciales et la fidélisation des marchés.
- Le cinquième groupe pèse 6 % du budget, il concerne la mise en place et le suivi d'observatoires économiques au sein des différentes filières,

et notamment celui porté par la Chambre Régionale. Ce groupe intègre également le référentiel technico-économique réalisé par les trois AGC ainsi que d'autres actions transversales qui portent sur le conseil en économie et en gestion financière.

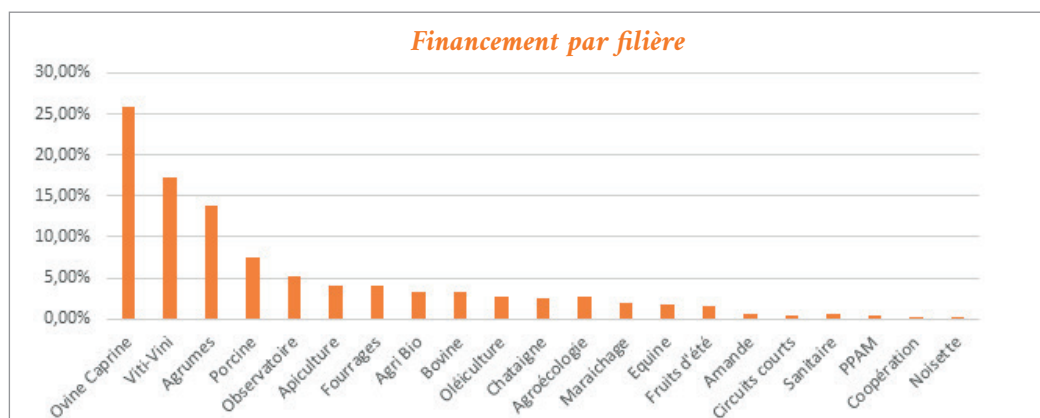
- Avec 2,51 % des dépenses, le sixième groupe rassemble l'accompagnement des actions sanitaires (hors du champ obligatoire et réglementaire).
- Le groupe ultime, à hauteur de 5,91% est plus hétéroclite et mobilise les filières pour :
 - > Des opérations visant à promouvoir et accompagner le développement de l'agroécologie et du pastoralisme (actions spécifiques hors appui technique financé dans le cadre des actions par filière).
 - > Le développement des circuits courts.

Répartition par filières

Si l'on fait une projection par filière, on constate une prépondérance forte des financements alloués à la filière ovine-caprine (près de 25% du montant global). Cette tendance, identique depuis quelques années, reflète à la fois l'importance des besoins dans ce secteur en termes d'appui technique et de développement du schéma de sélection notamment, et la mobilisation forte des financeurs envers cette stratégie.

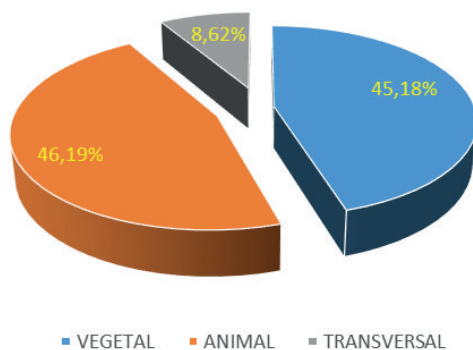
Les filières viti-vinicoles et agrumicoles bénéficient également d'une part importante des financements (respectivement 17% et 14%). Les actions sont principalement consacrées à l'expérimentation et l'innovation, à la promotion des produits sous SIQO et à l'observation des marchés

Les financements alloués aux autres filières sont assez conformes au poids de celles-ci dans le panorama agricole insulaire, excepté pour la filière bovine, qui rencontre toujours des difficultés à concevoir et mener des projets collectifs compte tenu notamment du déficit d'engagement d'une large part des éleveurs (pas de filière structurée, peu d'exploitants présents dans les réunions, difficultés à partager des stratégies de développement communes...)



Si l'on compare la répartition 2023 à celles des années précédentes, on remarque une certaine stabilité dans les financements alloués à chacune des filières, avec quelques hausses ou baisses à la marge selon les programmes d'actions annuels présentés.

La répartition entre filières animales et végétales reste équilibrée :



En dehors du cadre du Plan Ambition, un certain nombre d'opérations spécifiques sont financées sur décision de l'Assemblée de Corse.

Pour l'année 2023, les plans de résistance à la tremblante, lutte contre la paratuberculose et contre *Aujesky* ont été poursuivis. Parallèlement, le dispositif « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole-CCPA » poursuit son déploiement.

Actions spécifiques

Plan de lutte contre la tremblante

Un plan de lutte contre la tremblante par la sélection génétique a été mis en place en Corse à partir de 2010. Outre l'aspect sanitaire, il a permis de diffuser largement le progrès génétique créé par le schéma en termes de sélection laitière. Toutefois l'effort réalisé doit se maintenir car le nombre d'animaux portants le gène de sensibilité à la tremblante (béliers) est encore important et la pression de sélection sur ce critère ne doit pas s'interrompre au risque de voir le nombre d'animaux sensibles à ce gène revenir à son niveau initial.

Le plan de lutte « tremblante » 2021-2023, validé en Assemblée de Corse en mai 2021 pour un montant de 372 355 €, poursuit son déploiement.

Le montant alloué pour 2023 est de 122 215 €. Il a permis le testage de 217 béliers et la réalisation de 7 456 Inséminations Artificielles.



Plan de lutte contre la paratuberculose

Cette pathologie pénalise fortement les élevages insulaires en entraînant une baisse de la production laitière et une mortalité importante.

L'objectif était de mettre en place un plan de maîtrise réaliste et adapté aux contraintes techniques des élevages insulaires. Ce plan de maîtrise s'appuyait sur l'expérience acquise lors du plan précédent (2010-2013), sur l'état actuel de la connaissance de cette maladie et sur les moyens de lutte existants.

Elaboré en 2016, notamment par la FRGDSB et l'ILOCC, ce plan de maîtrise prévoyait un cofinancement Etat-Région, mais l'Etat n'avait pas répondu favorablement à cette demande.

Compte tenu de l'importance de la maîtrise de cette maladie pour le développement de la filière caprine corse, l'ODARC a donc repris attache auprès des différentes parties prenantes de ce plan pour le réactualiser. Le plan présenté a été validé par les professionnels représentés par l'Association I Capraghji Corsi, l'ILOCC et les CDA.



L'éradication de la maladie ayant été jugée impossible et la qualification des cheptels, prématurée, il est proposé de se concentrer sur 3 objectifs :

- Aider les élevages confrontés à de la paratuberculose clinique à maîtriser la maladie.
- Accompagner les élevages non touchés par la paratuberculose clinique afin de limiter le risque d'apparition de cas cliniques.
- Gérer la pépinière de chevrettes et le haras de boucs pour collecter et diffuser des animaux dont le statut paratuberculose est sécurisé.

L'approbation du Plan de maîtrise 2018 - 2023 de la paratuberculose en filière caprine a été acté par l'Assemblée de Corse (Délibération 18/331 AC du 20 Septembre 2018) Les crédits ODARC / CdC alloués à cette opération pour la campagne 2022/2023 ont été individualisés pour un montant de 114 040 €.

Contexte régional

Cette pathologie pénalise fortement les élevages insulaires en entraînant notamment une baisse importante de la productivité.

L'objectif est de mettre en place un plan de lutte réaliste et adapté aux contraintes techniques des élevages insulaires.

Les intérêts de ce plan sont multiples notamment :

- Augmenter la productivité des élevages
- Améliorer l'état sanitaire des troupeaux en général
- Recouvrer un statut indemne : la sortie de porcs vivants du territoire est impossible actuellement. Ceci impacte négativement l'image de la région mais quid de la sortie des viandes à terme, des évolutions réglementaires étant toujours possibles et le statut sanitaire de la viande de porc étant un enjeu majeur pour la France dans son commerce international.
- Ne pas prendre trop de retard car les outils de surveillance et de gestion vont se raréfier puisque la France continentale est indemne : le vaccin n'est plus disponible en France par exemple, avec un circuit d'importation plus compliqué et plus coûteux...

Les propositions présentées sont issues d'une démarche participative, dont l'objectif était de co-construire un plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky en Corse. Ce travail a été réalisé par l'INRA et l'OVS animal. Les travaux ont été conduits en accord avec les services sanitaires de l'Etat et ont vu la participation de l'ensemble des catégories d'acteurs concernés par la problématique de la maladie d'Aujeszky (ODARC, éleveurs, chasseurs, GTV...)

Objectifs du Plan

La stratégie de gestion de la maladie d'Aujeszky proposée repose sur l'objectif d'éradication via la vaccination. Cependant, elle propose un mode opératoire différent des stratégies classiques, en posant certains principes d'action notamment :

- Coordonner l'action par microrégion : la proximité géographique des élevages est un élément clé de la stratégie : si un éleveur vaccine dans le but d'éradiquer, il faut que ses voisins vaccinent également. Il s'agit de concentrer et créer les ressources microrégion par microrégion
- Concevoir une stratégie par étapes et conditionner le passage d'une étape à une autre : le principe de conditionnalité repose sur le fait qu'il faut atteindre certains objectifs (nombre d'éleveurs prêts à participer par exemple) avant de déclencher les opérations suivantes
- Enrôler les acteurs locaux dans le processus (élus,



chasseurs, éleveurs...) et les responsabiliser : le principe repose sur la « collectivisation » du problème de la maladie d'Aujeszky, dépassant la lutte à l'échelle individuelle (un éleveur seul ne peut régler le problème).

Mise en œuvre pratique du plan

Les différentes phases :

- 1.Phase « structuration » - Objectif : créer les conditions favorables au déploiement de la vaccination dans les élevages et des opérations de suivi de la situation sanitaire : définir un comité local de coordination, sensibiliser, identifier et enrôler les acteurs.
- 2.Phase « amorçage » - Objectif : amorcer le programme de lutte (vaccinations, prélèvements, clôtures, formations...) pour amplifier la structuration de la zone et pour diminuer la pression virale afin de passer en phase « développement ».
- 3.Phase « développement » - Objectif : diminuer suffisamment la séroprévalence pour enclencher des mesures de lutte sanitaires exclusives dans la zone.

Les microrégions concernées :

Les travaux de co-construction de ce dispositif ont abouti à une proposition de deux régions contrastées pour le lancement des opérations : Le Boziu « élargi » et la vallée de la Gravona pour un total de 72 éleveurs et environ 7000 porcs.

La Collectivité de Corse contribue au suivi administratif et technique du plan ; l'Etat contribue aux dépenses liées à la vaccination, aux visites vétérinaires et aux analyses sérologiques. Le GDS Corse est le bénéficiaire de l'aide. Coût total plan : 833 400€ - ETAT : 508 079€ - CDC : 325 321€

Le Plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky 2020-2024 en filière porcine a été validé par la Commission Permanente de l'Assemblée de Corse le 06 mai 2020.

La phase 1 « Structuration » sur les territoires de la Gravona et du Boziu qui s'est déroulée en 2020 a permis de relever précisément le nombre de porcs à vacciner et de réaliser un état des lieux de la contention chez les éleveurs engagés. En 2021, les opérations de la phase 2 ont commencé concrétisant le démarrage du plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky.

La phase 2 « Amorçage » qui s'est poursuivie en 2022 était consacrée aux premières opérations de vaccinations et à la réalisation d'une enquête sérologique en abattoir dans ces deux microrégions. Les opérations de la phase 1 de structuration se sont poursuivies afin d'enrôler davantage d'éleveurs dans le dispositif, permettant ainsi la régularisation de tous les détenteurs d'animaux des zones concernées.

L'année 2023 a été ainsi consacrée à la poursuite des opérations de la phase 2, tout en amorçant le programme de lutte.

Les crédits ODARC / CdC alloués à cette opération pour la campagne 2023 ont été individualisés pour un montant de 42 716 €.

Les contrats de coopération professionnelle agricole

L'évaluation ex ante du PDRC 2014-2020 a mis en évidence les carences en compétences techniques que présentent les jeunes agriculteurs au démarrage de leurs activités professionnelles. En effet, ils sont majoritairement détenteurs du niveau de formation minimum requis, à savoir le BPREA, formation qui demeure insuffisante du fait notamment qu'elle ne permet pas d'acquérir la technicité requise dans les différentes spécialités des filières agricoles insulaires.

La politique régionale en faveur de l'installation et du développement agricole, fortement axée sur le développement de productions d'excellence intégrant des démarches de certification sous signes officiels de qualité, requiert la mise en œuvre de dispositifs qui servent ces objectifs.

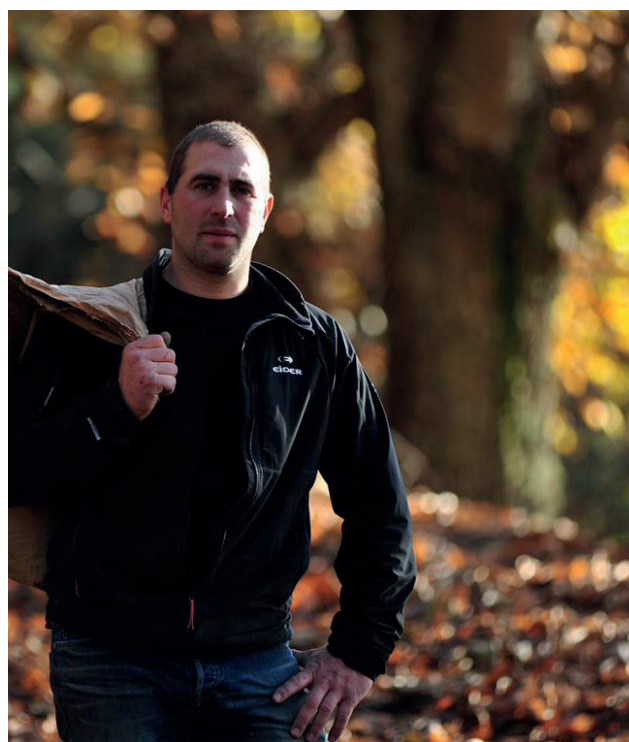
Forte de ce constat, l'autorité de gestion du PDRC 2014 -2020, a proposé d'accompagner les projets d'installation des jeunes agriculteurs au travers de critères de modulation de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) qui répondent à ces orientations.

Ainsi, il est prévu dans les modalités de mobilisation de la DJA, de « favoriser » l'installation de jeunes agriculteurs qui peuvent se prévaloir d'une période d'immersion professionnelle au sein de la filière agricole de leur choix. Cette immersion professionnelle doit pouvoir se concrétiser par une présence du jeune agriculteur sur l'exploitation d'un agriculteur aîné durant une période suffisante lui permettant d'acquérir les compétences techniques requises par son projet d'activité.

Le dispositif « Contrats de coopération professionnelle agricole » vise à encadrer les conditions d'immersion professionnelle du jeune agriculteur et à la soutenir.

Il porte sur des périodes d'immersion professionnelle visant à acquérir ou à développer des savoir-faire ou des techniques agricoles sur le territoire régional.

- Un chef d'exploitation dit « confirmé » (au regard des critères de sélection annexés au présent rapport) engagera un salarié pour une période de 6 mois et ce, au travers d'un Contrat à Durée Déterminée (CDD), pour l'exécution d'une tâche saisonnière correspondant à la saisonnalité de la production concernée. Ce contrat sera signé entre les deux co-contractants et en précisera les engagements respectifs.
- Un organisme comptable agréé réalisera les engagements juridiques et comptables de l'employeur et de son salarié (contrat, fiches de salaires, MSA, etc.). Ce dispositif nécessite un engagement de l'exploitant employeur à transmettre ses savoir-faires et pratiques. En contrepartie, ce dernier percevra de l'ODARC une indemnité forfaitaire mensuelle de 500€, correspondant à environ 26h de travail consacrées à cette double mission de conseil en matière de stratégie et de techniques de production.
- Un organisme agricole (filières, Chambres consulaires...) assurera la recherche et la sélection des exploitations employeurs et des salariés JA ou en phase d'installation. Il établira la liste des compétences que le salarié devra acquérir et ce, en fonction du diagnostic de ses compétences et des connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée. Il constatera la bonne réalisation des activités et l'atteinte des objectifs fixés en termes d'acquisition de compétences. En fin de période d'immersion, il atteste de la bonne réalisation du contrat. Pour cette mission, l'organisme se verra allouer une dotation forfaitaire de 1 000€ par contrat suivi.



- Le salarié sera amené à réaliser les tâches définies initialement et validées par un organisme agricole. Il sera rémunéré par son employeur :
 - > Cas n°1 : Si le salarié est inscrit dans le parcours à l'installation, il sera engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps complet et percevra une rémunération équivalente à un SMIC.
 - > Cas n°2 : Si le salarié possède (pour sa propre exploitation) le statut de chef d'exploitation, il sera engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps partiel (1/2 temps). Cela lui permettra ainsi de travailler également sur sa propre exploitation. Il recevra une rémunération correspondant à % SMIC.

Les opérateurs :

- Les Organismes Agricoles publics ou privés (Chambres Consulaires, Associations de filières, Interprofessions, etc.).
- Les exploitants agricoles répondant aux critères de sélection des employeurs exemplaires et ne présentant pas un lien de parenté de 1er degré avec le public cible accueilli.

Le public cible :

- Les agriculteurs en phase d'installation (entrés dans le parcours à l'installation et sur présentation d'un accusé de réception délivré par les services de l'ODARC)
- Les Jeunes Agriculteurs (JA) dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet d'entreprise (durant les 4 ans après le constat d'installation) et donc installés en qualité de Chef d'exploitation.

Pour rappel : en 2020, suite à une modification du PDRC, il a été proposé, dans un souci d'efficacité de ne plus valider au préalable les rapports en bureau de l'ODARC mais de les présenter directement en Conseil Exécutif pour individualisation.

Janvier 2023

Deux contrats ont été présentés, accompagnés par 2 organismes à savoir (InterBio Corse ; SIDOC)
Le montant total programmé s'élève à 22 652 €.

Mars 2023

Trois contrats ont été présentés, accompagnés par 2 organismes (InterBio Corse et Chambre d'Agriculture de Haute Corse - 2)
Le montant total programmé s'élève à 48 912 €.

Avril 2023

Un contrat a été présenté, accompagné par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse.
Le montant total programmé s'élève à 18 730 €.



Juin 2023

Quatre contrats ont été présentés, accompagnés par 3 organismes (2 par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse : 1 par l'InterBio Corse ; 1 par l'OMC)
Le montant total programmé s'élève à 53 728 €.

Septembre 2023

Un contrat a été présenté, accompagné par InterBio Corse. Le montant total programmé s'élève à 19 048 €.

Novembre 2023

Un contrat a été présenté, accompagné par l'ILOCC.
Le montant total programmé s'élève à 19 048 €.

Décembre 2023

Deux contrats ont été présentés, accompagnés par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse.
Le montant total programmé s'élève à 23 228 €.

Mise en œuvre des mesures formation dans le cadre du PDRC

Mesure 1.1 Formation des actifs

Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets en 2023. Mise en paiement des dossier années précédentes.

Mesure 1.3.2 : Echanges et visites d'exploitations agricoles en dehors de Corse

Il n'y a pas eu de nouvel appel à projets en 2023. Mise en paiement des dossiers antérieurs.

Promotion de l'agriculture corse

La promotion de l'agriculture Corse est portée par l'ODARC au travers de 3 actions phares : la promotion des produits, le déploiement de la Route des Sens Authentiques et l'organisation du Salon International de l'Agriculture à Paris.

Promotion des produits

En 2023, le plan d'actions de communication en faveur des produits corses qui n'ont pas de signes officiels de qualité a été réalisé avec la mise en place d'une planification de l'affichage en 4X3 sur toute la Corse. Ainsi, près de 150 panneaux d'affichages ont mis en avant les fromages fermiers, l'agneau de lait et le cabri durant les périodes clés de production et de commercialisation à savoir le printemps, l'automne et décembre pour les fêtes de Noël.

Ces insertions ainsi qu'une plus générale de mise en avant de l'agriculture corse ont été publiées dans Corse-Matin et les magazines Paroles de Corse, Orizone et Isula Muntagna notamment.

D'autres opérations ont également été menées comme par exemple la participation au salon Agris'giani en décembre 2023 pour mettre en avant le cabri de Corse, ainsi qu'une collaboration avec la Mairie, la CCI et les JA de Corse sur le marché de Noël de Bastia. L'ODARC a participé également aux actions de sensibilisation du



jeune public en partenariat avec les JA de Corse dans le cadre des opérations Agri'Gusti en permettant à des élèves de visiter des exploitations agricoles et de découvrir les savoir-faire et les produits agricoles corses.

Enfin, suite au succès du magazine Master Chef Spécial Corse réalisé en partenariat avec l'ATC en 2022, l'opération a été renouvelée en 2023 afin de soutenir la parution d'un nouveau magazine Spécial Corse mettant en avant la richesse de l'agriculture corse, son patrimoine gustatif et sa gastronomie portée notamment par des chefs mettant en avant les produits insulaires.

A cette occasion et au-delà du cofinancement de ce nouveau numéro spécial, la sélection des chefs sur la base du label Gusti di Corsica a permis de tester les critères de sélection de nouveaux restaurants et de mettre en avant ce label au travers d'un article dans le magazine. De plus, un publi-reportage sur le cabri de corse a permis de mettre en lumière ce produit mais également l'élevage pastoral et les éleveurs investis dans la revalorisation de ce co-produit des exploitations caprines. L'ODARC a également assuré le suivi rédactionnel des articles concernant l'agriculture et les produits agricoles.

La route des sens authentiques

Certain de l'intérêt de ce type d'itinéraires agri-touristiques, l'ODARC a relancé ce projet de développement dans le cadre d'une stratégie globale qui s'inscrit sur le long terme et qui puisse permettre à l'agriculture et à l'artisanat de mettre en lumière la force patrimoniale et économique de leurs productions.

En 2023, les 9 territoires ont été actualisés avec de nouveaux adhérents et la mise à jour des adhésions a été réalisée (contrôle du respect de la charte, notamment en termes de production sous AOP et IGP en partenariat avec les organisations SOQ concernées). La Route des Sens Authentiques comptabilise aujourd'hui 486 adhérents.

Territoires de la Route des Sens Authentiques	Nombre d'adhérents	dont agriculteurs	dont artisans
Nebbiu - Capicorsu	78	71	7
Centru di Corsica	39	35	4
Casinca - Castagniccia - Costa Verde	46	39	7
Corsica Livantina	62	55	7
Sud Corse	45	44	1
Sartinesi - Valincu - Taravu	67	61	6
Dui Sevi-Dui Sorri - Cruzini - Cinarca	44	39	5
Balagna	71	56	15
Gravona-Prunelli-Paesi d'Aiacciu	34	32	2
Total	486	432	54

L'identité visuelle

Une nouvelle identité visuelle avait été créée en 2022. Très appréciée, elle a été conservée en 2023. En effet, en 2022, il avait été décidé de rompre avec la tradition de visuels photographiques qui a été jusqu'alors utilisé pour communiquer sur A strada di i sensi afin de surprendre et séduire à nouveau. C'est donc le choix d'une illustration, d'un dessin qui avait été retenu dans un clin d'œil vintage et rétro qui rappelle les publicités d'époque.

Ce détournement même s'il peut sembler inattendu marque les esprits. Au travers de cette approche ludique, tous les messages à faire passer sont présents : le public cœur de cible (femme, assez jeune avec un pouvoir d'achat plutôt élevé), des producteurs plutôt



jeunes également qui renvoient au dynamisme et au renouveau agricoles, l'évasion, la convivialité, le paysage façonné par l'agriculture et le patrimoine matérialisé par l'église. Et bien sûr les produits. La couleur de la voiture rappelle le logo de la RSA de même que le foulard blanc flottant dans le vent, pour refléter l'osmose du moment. Cet angle de communication a permis de surprendre à nouveau et de ne pas donner le sentiment de déjà-vu, et ce d'autant plus que les associations photos producteurs/produits sont désormais beaucoup utilisées même par les grandes surfaces.

L'idée est de se démarquer une fois de plus avec originalité mais qualité, en s'inscrivant dans la tendance de communication actuelle, le rétro-marketing. Cette stratégie s'appuie sur l'émotion pour développer une relation plus humaine avec les utilisateurs. Elle consiste à faire travailler la nostalgie de l'acheteur pour pousser à sa consommation. Le fait d'être plongé dans le souvenir rend le consommateur influencé par l'émotion positive que cela lui procure. Le rétro-marketing se veut aussi un moyen de transmission entre différentes générations.

La brochure

La brochure 2023 a été tirée à 55 000 exemplaires et a permis une large distribution dans les Offices de Tourisme, chez les adhérents, chez les différents prescripteurs qui mettent en avant la Route de Sens authentiques (hôtels, gîtes, chambres d'hôtes, restaurants...)

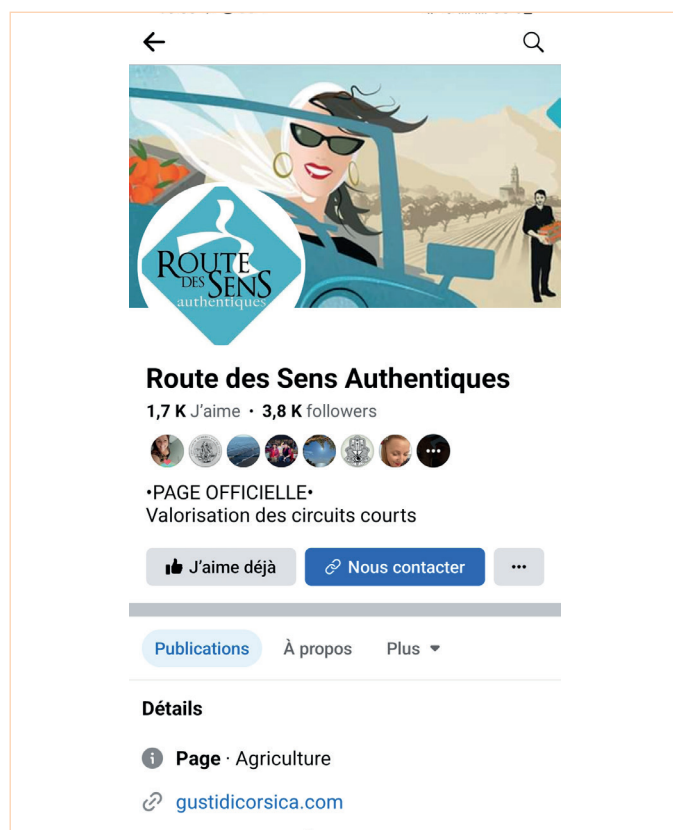
Des brochures ont également été distribuées lors du Salon International de l'Agriculture 2023 avec un espace dédié à la promotion de A strada di i Sensi.



Le site Internet et les applications mobiles

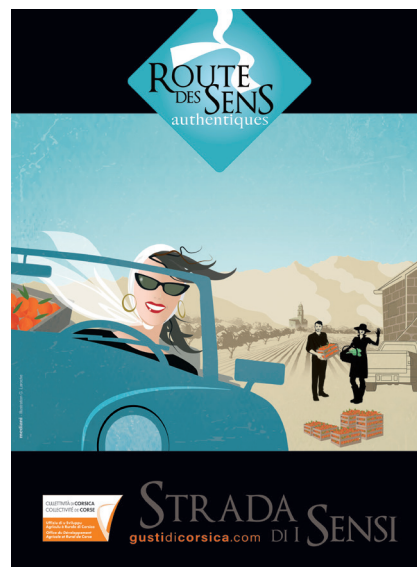
Le site internet www.gustidicorsica.com est mis régulièrement à jour. Ce sont environ 110 000 visiteurs différents qui se sont connectés en 2023 pour une durée moyenne de plus d'une minute par session. Environ 18 % des visiteurs reviennent sur le site et de nombreux mails de demandes que ce soit directement auprès des producteurs ou à l'administrateur du site sont recensés. Ils concernent principalement des informations relatives aux possibilités de commandes, réservations ou remerciements après visites. Environ 80% des utilisateurs viennent de France, mais on note également de nombreuses connexions venant d'Italie, de Belgique, des USA, d'Allemagne, de Suisse, du Royaume Uni et du Canada, la traduction du site en italien et anglais facilitant l'accès aux internautes de ces pays. Il est à rappeler que le site est également entièrement traduit en corse.

Une page Facebook a également été créée fin 2022 qui comptabilise 3 800 followers ainsi qu'un compte Instagram. Des mises en avant régulières des producteurs adhérents sont réalisées.



Les insertions Presse

En 2023, de nombreuses insertions presse ont été réalisées dans plusieurs médias (Paroles de Corse, Corse Matin notamment suppléments Ile de beauté, Mare et Luxe), Bienvenue à la Ferme, Offices du Tourisme de Bastia et de la Costa Verde, Isula Muntagna, la revue des Vins de Corse, Le petit Futé, le Cercle des grandes maisons, Destination Corse, Corsicatours, revue Hertz, Masterchef...)



La signalétique

La signalisation des adhérents est un volet très important en termes de communication car elle permet le maillage du territoire et apporte une visibilité très importante aux adhérents dont les accès aux exploitations sont souvent excentrés. Elle nécessite un travail important en termes d'étude d'implantation des panneaux sur les voies principales et secondaires et la constitution d'un dossier d'autorisations auprès de la Collectivité de Corse et des mairies concernées.

En 2023, les dossiers d'actualisation des neuf territoires ont été constitués et envoyés pour validation afin de mettre en place la signalétique pour les nouveaux adhérents.

Label Restaurant *Gusti di Corsica* - Marque déposée à l'INPI

Le Concept

Le label « Gusti di Corsica » sera attribué aux restaurants insulaires qui se singularisent par la qualité des produits corses utilisés dans l'élaboration de leurs prestations. Ce label garantira notamment que les restaurateurs utilisent des produits d'origine corse et de qualité reconnue. Ce label deviendra la vitrine d'une gastronomie corse qui valorise les ressources des territoires.



Les Objectifs

- Valoriser les circuits courts en offrant de nouveaux débouchés pour les producteurs locaux.
- Créer une référence sûre pour les consommateurs et les touristes à la recherche des produits régionaux de qualité.
- Mettre en avant les restaurateurs qui valorisent les produits locaux de qualité.
- Valoriser les produits insulaires et les savoir-faire

des restaurateurs corses.

- Offrir des gages de qualité qui viendront consolider les démarches qualité des producteurs insulaires.
- Renforcer l'image gastronomique de la Corse.
- Confirmer les savoir-faire des chefs insulaires et de nos producteurs comme un élément culturel en termes de patrimoine culinaire corse, sous son aspect traditionnel et innovant.
- Réaliser un maillage territorial de restaurants labellisés.
- Créer une dynamique partenariale entre les professionnels agricoles et de la restauration.

La charte

Une charte a pour but de préciser le cadre d'obtention du label « Gusti di Corsica ». Tout restaurateur désirant adhérer à ce label devra s'y conformer. Des audits qualité internes et externes seront effectués dans les établissements labellisés. Les restaurants adhérents bénéficieront d'une vitrophanie à leur entrée (logo fixé sur leur devanture comme guide du routard par exemple) qui permettra de les identifier ainsi que d'une communication dédiée au réseau.

Les actions réalisées en 2023

- Lancement et attribution du marché subséquent de sélection de l'agence de communication
- Choix du label et des supports de communication
- Appréciation de la faisabilité du cahier des charges auprès d'une quarantaine de restaurateurs sur toute la Corse dans le cadre du partenariat avec Masterchef

Le Salon International de l'Agriculture 2023



La Corse a été présente au Salon International de l'Agriculture (SIA) qui s'est déroulé du 25 février 2023 au 5 mars 2023 à Paris - Porte de Versailles. La Corse disposait d'une surface à aménager de 443 m² situé dans le hall des régions françaises (hall 7.1). Cette édition a dépassé ses promesses avec près de 600 000 visiteurs.

L'univers visuel du SIA 2023 a été totalement renouvelé avec pour objectifs de revendiquer une identité et une histoire pour se démarquer, mais également offrir une bonne lisibilité pour bien être identifié au sein du Hall des régions.

Le concept a reposé sur un slogan « fatta di passione » qui s'associe à la signature générique des communications institutionnelles et événementielles de l'Odarc. Les deux, bien que conçus en langue corse, offrent une bonne lisibilité pour les non corsophones. Ce positionnement dit clairement la démarche identitaire de l'agriculture corse. Dans la forme, le slogan renvoie à une image positive, véhicule un sentiment fort et tient un bon rythme. Dans le fond, il est crédible et a du sens. « Fatta » suggérant l'action, la création, la production, le savoir-faire... « Passione » étant fortement associé à l'âme corse.



L'enseigne unique CORSE-CORSICA était accompagnée d'une tête de Maure et d'un cœur «vibrant» sur fond noir avec filets de soutien rouge orangé et rose tyrien, lettrage blanc pour répondre aux enjeux d'identité et de lisibilité.

Le design des stands était basé la même charte graphique : le noir, le blanc et un rouge orangé composaient la palette chromatique principale, à laquelle était associée un rose tyrien pour souligner l'ensemble, ainsi que des éléments de construction en bois naturel pour renforcer le côté « Terroir ». De grands visuels ont été installés sur les cloisons pour mettre en avant la diversité des produits et des claustras en bois sculpté peints en rose tyrien, reprenant un motif de feuilles d'olivier et le logo tête de Maure sur plexi sont venus apporter de la légèreté et de la transparence aux espaces et ce, toujours dans un esprit de convivialité.

Le principe d'agencement unique des stands de vente reposait sur de grands comptoirs permettant d'optimiser le linéaire de vente, arches en bois brut permettant de bien mettre en valeur la signalétique des exposants, et un éclairage des comptoirs de vente avec des suspensions ampoules à filament, réserves centrales habillées par des visuels, signalétique haute et pont lumière.

Des goodies reprenaient aussi la tête de maure et le cœur. Le rendu était à la fois esthétique et efficace car il a permis une bonne visibilité de l'identité corse grâce aux visuels, au code couleur noir et blanc et à la signalétique ainsi qu'une organisation optimisée.



Etudes, analyse économique et prospective



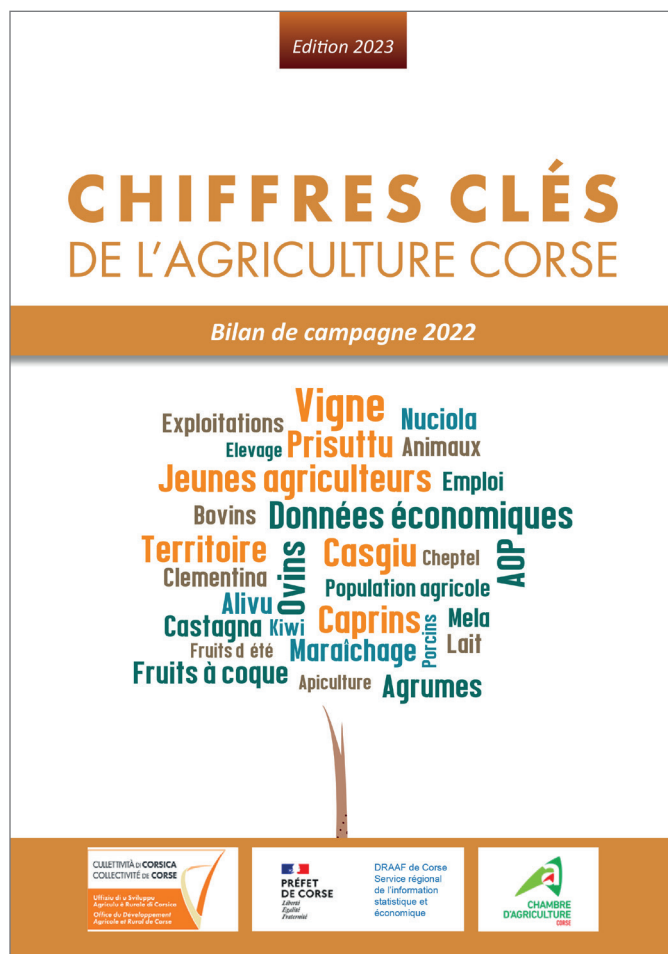
Bilan de campagne

La division ACMT s'implique fortement dans la réalisation de l'Annuaire Agricole Corse, projet créé en 2009 et mené en coopération avec la Chambre Régionale d'Agriculture et le Service Régional de l'Information Statistique et Economique (SRISE) de la DRAAF.

L'objectif de cette publication est de présenter annuellement les chiffres clés et les faits marquants du monde agricole insulaire. Cet annuaire constitue un outil qui permet d'aborder les productions insulaires sous l'angle de données issues principalement des statistiques agricoles annuelles et des associations de producteurs.

Il est destiné à alimenter les ressources d'informations des professionnels, des techniciens, des élus et, plus généralement, de tous ceux qui désirent porter un regard documenté sur notre agriculture régionale.

Comme chaque année, l'édition 2023 dresse un bilan de la campagne de production de l'année précédente à savoir 2022. La production de l'annuaire a été réalisée en fin d'année.



Suivi des projets

Projection par mesures

La Division Actions collectives et Marketing territorial mobilise des crédits CdC au travers de plusieurs dispositifs :

Le Plan Ambition

- PA 1 : Projets collectifs de filière
- PA 2 : Promotion des produits sous SIQO

Les opérations spécifiques

- Promotion en propre
- Dispositif de crise sanitaire (Tremblante, Paratuberculose , Aujeszky, Sharka..)
- Contrat de Coopération Professionnelle Agricole

A cet égard, une projection par mesure participe à l'éclairage du panel des possibilités offertes.

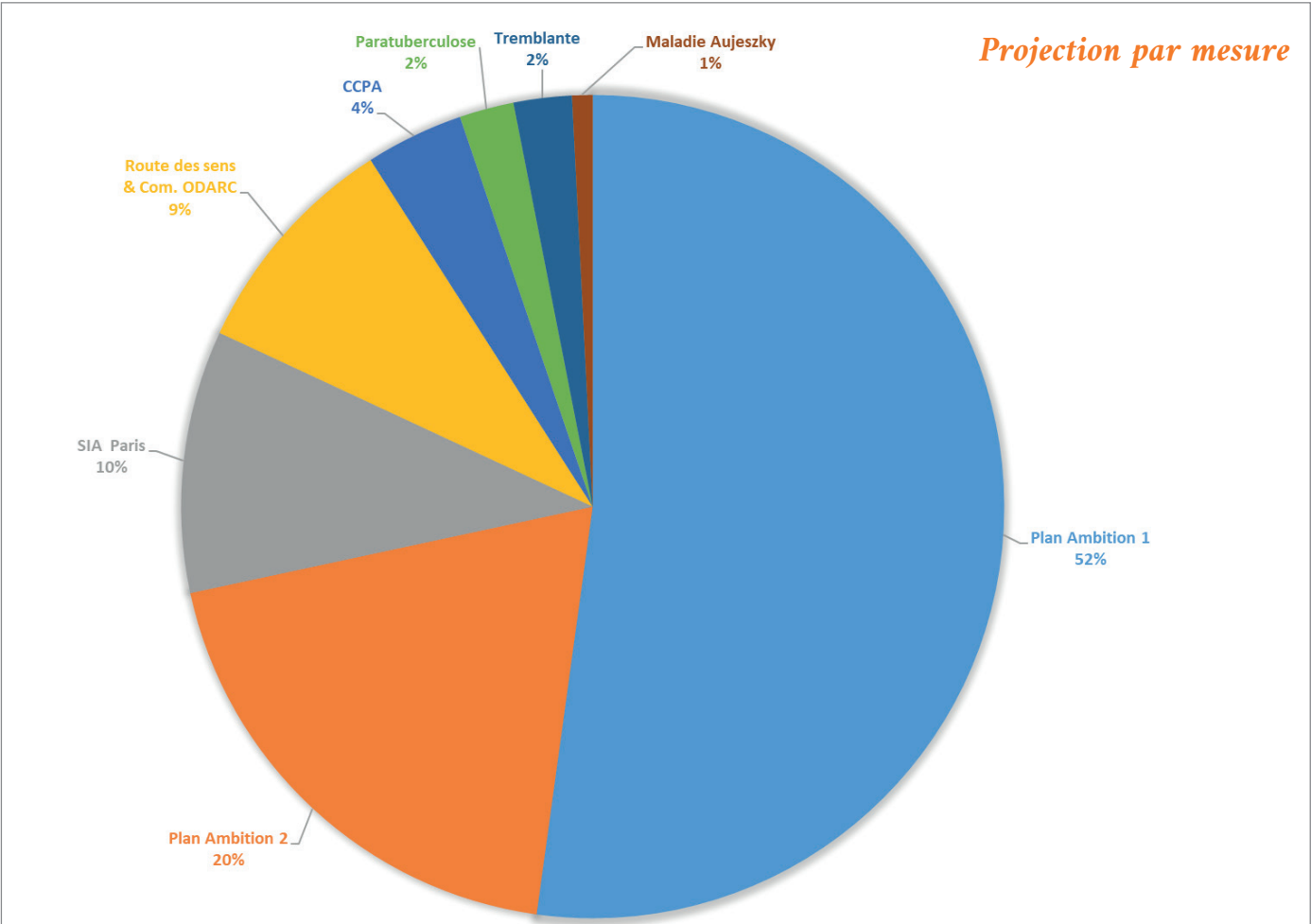
Ainsi, l'ensemble des opérations pilotées par la Division Actions Collectives et Marketing Territorial (hors Plan Ambition payé par FranceAgriMer) représente, pour 2023, 5,34 millions d'euros, en diminution



Plan Ambition	3 823 827	2 785 261	Plan Ambition 1
		1 038 566	Plan Ambition 2
Promotion	1 030 000	550 000	SIA Paris
		480 000	Route des sens et comm ODARC
Mesures sanitaires	278 971	42 716	Maladie d'Aujeszky
		114 040	Paratuberculose
		122 215	Tremblante
CCPA	205 346	205 346	CCPA

compte tenu de l'absence des dispositifs Programme d'échanges et Formation cette année.

En 2023, 71,63 % des actions sont financés au travers des 2 mesures du Plan Ambition, 19,30 % relèvent de la promotion ODARC et SIA 2023, 5,23 % ont un caractère sanitaire et 3,84 % concernent les CCPA.



Division recherche et développement

Les missions

À sa création, l'ODARC a été doté de compétences en matière de recherche appliquée au travers des articles 2 et 7 de ses statuts. Ces compétences ont été confirmées par la délibération n° 23/060 AC du 28 avril 2023 dans laquelle l'Assemblée de Corse approuve le Projet de Recherche Agronomique Appliquée présenté par le président de l'ODARC et missionne l'organisme pour :

1. élaborer et conduire des programmes de recherche destinés à répondre aux enjeux auxquels l'agriculture insulaire doit répondre :
 - > Le dérèglement climatique
 - > La durabilité de l'agriculture
 - > La réduction des dépendances alimentaires
2. renforcer les synergies et les partenariats aux niveaux régional, national voire méditerranéen.

Au sein de l'ODARC, la recherche appliquée est confiée à la Division Recherche & Développement (DRD) qui est constituée de trois cellules :

- Gestion des plateformes expérimentales
- Appui aux schémas de sélection
- Expérimentation & Diffusion des connaissances

Cellule Gestion des plateformes expérimentales

Pôle de compétences en élevage

Contexte

Le Pôle de Compétences en Élevage, situé sur la commune d'Altiani, est un ensemble complexe de différents outils et structures agricoles au service de la recherche et du développement. Plusieurs organisations professionnelles sont présentes sur le site : l'ILOCC, la CORSIA, l'association Porcu Nustrale, le Syndicat AOP Salameria Corsa et le Syndicat AOP Miel de Corse-Mele di Corsica. L'ODARC a mis en place différents outils en appui au développement des filières :

- Un Centre d'Insémination Artificielle, géré par la CORSIA et destiné à contribuer à la diffusion du progrès génétique issu du schéma de sélection ovin porté par l'OS Pecura Corsa.

- Un haras de boucs, géré par l'ODARC dans le cadre de son appui au développement du schéma de sélection caprin porté par l'association Capraghji Corsi.
- Une verraterie, gérée par l'ODARC en appui au développement du schéma de sélection porcin porté par l'association Porcu Nustrale.
- Une miellerie expérimentale dotée d'un laboratoire d'IA de l'abeille d'écotype Corse, gérée par le Syndicat AOP Miel de Corse - Mele di Corsica.

Pour mener à bien ses missions de recherche appliquée, l'ODARC dispose :

- D'un troupeau d'environ 210 brebis conduites en monotraite. Au-delà de son utilisation pour mener diverses expérimentations, celui-ci participe activement à la démarche de sélection de la brebis Corse porté par l'OS Pecura Corsa. Dans ce cadre, les performances laitières des brebis sont évaluées mensuellement par la Chambre d'Agriculture de Haute-Corse dans le cadre du Contrôle laitier officiel (CLO).
- D'une surface d'élevage de 76 ha, dont environ 26 ha de prairies et 50 ha de parcours.
- D'une fromagerie expérimentale au sein de laquelle sont réalisés des essais et des formations.



En routine, c'est-à-dire hors phases expérimentales, la gestion du troupeau ovin suit un modèle similaire à celui d'une exploitation standard, avec une planification minutieuse du calendrier de la campagne. Un plan de pâturage et de gestion des prairies est élaboré avec les conseils du GRPFC dans le but d'améliorer les performances du troupeau en termes de production laitière, d'état corporel et de fiabilité des résultats des expérimentations. L'optimisation des prairies revêt une importance capitale dans la gestion du cheptel, ce qui rend nécessaire la mise en place de clôtures afin de mieux maîtriser les potentialités offertes.

L'ODARC a complété son parc de matériel par l'achat d'une mini-pelle dotée d'un enfonce-pieux. Cet outil permet de réaliser des tranchées (passages de tuyaux...), de poser des piquets de clôtures et d'entretenir la piste qui dessert tous les bâtiments présents sur la station.

Des fonds FEDER React EU ont été mobilisés auprès de l'ADEC pour réaliser l'extension de la fromagerie expérimentale, l'aménagement du laboratoire (meubles et paillasses) et des investissements en matériel d'analyses agroalimentaires.

Une étude a été lancée pour doter la station d'Altiani d'un réseau d'irrigation performant avec stockage tampon. Une autorisation de prélèvement d'eau dans le Tavignanu a été obtenue. Le projet suit son cours.

La bergerie actuelle ne répondant plus aux besoins de l'ODARC en matière d'expérimentation, un projet de construction d'une nouvelle bergerie et d'un bâtiment de stockage est à l'étude. Le permis de construire devrait pouvoir être déposé au cours du 1er semestre 2024. En outre, le projet de construction du hangar de stockage du fourrage à proximité du haras de boucs s'est concrétisé par l'obtention d'un permis de construire. Il entrera dans sa phase opérationnelle début 2024.

Des ouvertures de layons ont également été réalisées sur les surfaces emmaquisées du haut de la station afin d'étendre le périmètre de parcours caprin.

Problèmes rencontrés

La principale problématique rencontrée sur le site d'Altiani en 2023 a été la gestion de l'eau potable. Les bâtiments, alimentés par plusieurs forages, ont subi des coupures d'eau régulières du fait, notamment, de périodes de sécheresse de plus en plus longues et fréquentes. À cela s'ajoutent de rares contaminations bactériennes et minérales qu'il est nécessaire de mieux maîtriser. C'est pourquoi une étude visant à optimiser le réseau de distribution d'eau d'alimentation a été programmée.

Par ailleurs, les besoins en puissance électrique ayant tendance à s'accroître du fait du développement de la station, il est désormais indispensable de repenser la consommation énergétique de l'ensemble du site de façon à en réduire l'impact environnemental. En ce sens, un projet d'intégration de panneaux photovoltaïques aux constructions existantes ou à venir est à l'étude.

D'une façon générale, il est difficile, en raison de l'éloignement du site, de mobiliser les entreprises de réparation lorsque des problèmes techniques surviennent. Cependant, jusqu'à présent, des solutions internes ont toujours pu être trouvées et mises en œuvre.

Pour l'année 2024, plusieurs initiatives stratégiques seront mises en œuvre, notamment la culture de protéagineux ainsi que l'instauration d'un système de pâturage tournant dynamique équipé de filets électriques. Parallèlement, nous prévoyons de réaliser de nouveaux investissements : la construction de la nouvelle bergerie et des deux hangars de stockage du foin (brebis, boucs) ainsi que la poursuite du projet d'irrigation évoqué ci-avant.

L'une des problématiques prioritaires identifiées concerne la qualité de l'abreuvement des animaux. Cette question fera l'objet d'une discussion approfondie lors de la prochaine réunion du Comité Stratégique de la station expérimentale d'élevage.

Station d'expérimentation en fourrages et céréales

Située à Migliacciaru, cette station est spécialisée dans la production de fourrages et de céréales. En 2023, a été attribué le marché relatif à la construction d'un bâtiment administratif et d'un hangar de stockage. Les travaux devraient débuter en janvier 2024. La station a également été équipée en matériel d'irrigation, sondes capacitatives et stations météorologiques.

Un Comité Stratégique Fourrages Céréales auquel participent tous les partenaires professionnels et institutionnels concernés a été constitué. Une étude relative à l'optimisation de l'irrigation des fourrages a été programmée pour le printemps 2024.





Cellule Appui aux schémas de sélection

Schéma de sélection caprin et développement de la filière

L'ODARC a renforcé son action d'accompagnement stratégique, technique et financier de la filière caprine corse et de ses acteurs. En effet, l'élevage en race caprine insulaire est actuellement en difficulté et les menaces qui pèsent sur la filière sont nombreuses : sanitaire, faible productivité des troupeaux, éligibilité des surfaces, introduction de races exogènes, etc.

Deux chefs de projet assurent l'animation de la filière, le déploiement du schéma de sélection de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Leur rôle est à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants et d'accompagner les travaux de recherche appliquée, de sélection et de diffusion du progrès génétique au niveau de la filière.

Pour 2023, les actions menées ont porté sur les points suivants

Diagnostics d'élevage et recensement des cheptels

Au total, 125 élevages ont été enquêtés sur les 165 existants, et 22 811 animaux ont été recensés (hors chevrettes de renouvellement).

L'objectif des diagnostics d'élevage est de faire un état des lieux le plus exhaustif possible de la filière caprine Corse. Sur la base des informations obtenues, des actions prioritaires pour améliorer les conditions de travail et d'installation éleveurs caprins seront définies et mises en œuvre. Un premier état des lieux sur les 100 premiers diagnostics réalisés a été présenté aux différents acteurs. En 2024, il est prévu d'effectuer l'entièreté des diagnostics restants.

Ce travail devrait notamment permettre de connaître

le nombre de caprins de race Corse présents sur l'île, sachant qu'il y a eu un grand nombre d'importation de troupeaux exogènes ces dernières années. Une distinction fine est effectuée sur place entre les animaux possiblement croisés (poils ras, gabarit hors norme, forme des cornes...) et les animaux correspondant au standard Corse.

Le haras de boucs.

Cette action a pour objectif d'améliorer la génétique caprine par la voie mâle, mais également de saturer les élevages en boucs de sélection afin d'obtenir des chevrettes de sélection. Les boucs sont sélectionnés sur les exploitations par une pré-commission composée de techniciens et de professionnels puis placés dans le haras d'Altiani jusqu'à l'âge de 18 mois avant d'être revendus aux éleveurs. Depuis 2020, trois journées annuelles de vente ont permis de diffuser 63 boucs à travers 41 élevages engagés dans la démarche de sélection.

En 2023, l'ODARC a effectué l'achat de 31 boucs auprès de 12 éleveurs-sélectionneurs. Parmi ceux-ci, 4 sont morts (accident, abattage sanitaire préventif, etc.) et 27 seront proposés à la vente au printemps 2024, période à laquelle auront également lieu les prochaines pré-commissions de sélection.

Rappel des points contrôlés :

- Sanitaire : négativité de la mère à bouc à la paratuberculose et au CAEV.
- Standard de race : conformité de la mère et du cabri.
- Performance laitière de la mère : quantité et qualité.
- Contrôle de filiation.
- Typage de la caséine alpha-S1 sur les mères et les cabris pour connaître leur potentiel de qualité laitière.
- Vaccins (paratuberculose, entérotoxémie, chlamydiose, fièvre Q) et vermifuges réalisés à Altiani.



Poursuite de l'étude sur la caséine alpha-S1

Cette étude a été entreprise en 2020. Le but est d'établir une corrélation entre les taux protéiques et les différents variants génétiques de la caséine. En connaissant le potentiel de qualité laitière, le délai d'attente pour les éleveurs avant de fournir le haras serait écourté. Cette année, au moment des pré-commissions, 21 prélèvements répartis dans 12 élevages ont été réalisés.

Pour l'instant, l'objectif est d'accroître la quantité de données génétiques en agrégeant les analyses effectuées lors des pré-commissions. Une fois le seuil critique atteint, c'est-à-dire l'obtention d'un nombre statistiquement suffisant d'échantillons par variant, ce paramètre pourra être utilisé dans le cadre du schéma de sélection

Certification IGP

Cabri de lait de Corse - Caprettu di Corsica

Elle est portée par l'Associu Capraghji Corsi en collaboration avec l'ODARC, avec la participation de l'INRAE, des chambres d'agriculture, du GDS et de l'INAO. En 2023, on n'observe pas d'avancée significative de cette démarche.

L'étude menée par l'ODARC pour améliorer les connaissances nutritionnelles du produit et ses caractéristiques organoleptiques est toujours en cours de réalisation.



Comités techniques

Durant l'année 2023, deux comités techniques ont été organisés ainsi que des réunions téléphoniques avec les différents acteurs, permettant d'assurer le suivi des axes de travail de la filière.

Vente de boucs de sélection

En 2023 s'est déroulée la troisième vente de boucs de sélection au haras d'Altiani. Les membres du comité technique caprin ainsi que 17 éleveurs inscrits dans la démarche de sélection se sont rendus au haras en mai pour participer à l'évènement. La vente s'est déroulée par tirage au sort de l'ordre de passage. Ainsi, 18 boucs ont été vendus au prix de 180 euros l'un.

Sanitaire

L'étude sur le CAEV se poursuit en partenariat avec le GDS Corse et le GTV Corse. Le LILCO a été sollicité pour réaliser des analyses de lait de tank d'éleveurs suivis en contrôle laitier. Ainsi, 4 prélèvements ont été réalisés, dont 1 seul s'est avéré positif. Il s'agissait de contrôler le statut négatif d'élevages déjà négatifs les années précédentes.

Sélection de la race caprine corse

RAGEMO, un projet de génotypage national piloté par l'Institut de l'Élevage, permet de déterminer le niveau de consanguinité de la race caprine Corse, son apparentement aux animaux déjà génotypés et le pourcentage de croisement au sein de la race. Dans ce cadre, trois campagnes de prélèvement ont été réalisées. En 2023, un total de 114 prélèvements a été atteint, dont 83 réalisés en 2022 au sein de 29 élevages.

Nous pouvons conclure de cette étude qu'il y a une consanguinité très faible des animaux au sein de la race, ainsi qu'une diversité génétique importante puisque, sur les 114 prélèvements réalisés, 78 animaux sont non apparentés.

Projet de génotypage des animaux pour une meilleure gestion de la variabilité génétique et des performances de la race caprine Corse : Genoty'Capra

À la fin d'année 2023, une première ébauche du projet Genoty'Capra a vu le jour. Le génotypage est une méthode qui permet d'analyser et d'identifier les variations génétiques spécifiques présentes dans le génome d'un individu. Couplé à la collecte de données spécifiques, il permet notamment d'identifier les animaux porteurs de caractéristiques génétiques bénéfiques, telles que la résistance à certaines maladies, l'aptitude à produire du lait, etc. Cela permet aux éleveurs de sélectionner des animaux plus adaptés à leurs objectifs d'élevage, d'améliorer la qualité du troupeau et d'optimiser les performances globales de leur exploitation. Le but de ce projet est de faire progresser la filière caprine Corse, notamment en utilisant les bons indi-



Appui aux autres schémas de sélection

Schéma de sélection ovin

L'ODARC participe au schéma de sélection de la brebis Corse à deux niveaux.

1. Contrôle laitier officiel (CLO) : le troupeau de la station expérimentale d'Altiani est engagé en CLO depuis de nombreuses années. Les performances de chaque brebis sont mesurées mensuellement durant toute la campagne laitière. En 2023, elles ont produit 157 litres de lait en moyenne sur 174 jours (171 litres en 184 jours pour les adultes seules). Le taux de mise-bas global s'est élevé à 94 %, avec une fertilité globale à l'IA de 42 %, laquelle atteint 97 % avec les premiers retours de chaleur.
2. L'ODARC participe activement à tous les Comités Techniques de l'OS Pecura Corsa

Schéma de sélection porcin

L'ODARC participe habituellement aux Comités Techniques organisés par l'association Porcu Nustrale. Toutefois, en 2023, aucun CT n'a eu lieu. De plus, plus aucun contrôle de performance n'est réalisé à la verraterie depuis le départ du technicien spécialisé de l'association, lequel n'a pas encore été remplacé.



cateurs pour piloter la race et améliorer les conduites d'élevage. Il permettra notamment de mieux gérer la variabilité génétique en limitant la consanguinité dans les troupeaux et de réaliser l'assignation de parenté pour une meilleure connaissance des généalogies. Il contribuera également à la maîtrise de la situation sanitaire vis-à-vis du CAEV et/ou de la paratuberculose. L'objectif à terme est d'avoir un programme de sélection piloté avec l'appui des outils génomiques.

Les conseils techniques relatifs au choix du renouvellement des mâles reproducteurs seront effectués en tenant compte la variabilité génétique de ces derniers. De plus, le génotypage pourra mettre en évidence des signes génétiques de croisement et déterminer le pourcentage d'appartenance à la race de chaque animal (projet APIS GENE RAGEMO).

La finalité de ce projet consiste à mieux connaître la voie mâle, la voie femelle ainsi que le potentiel que représente l'échange de reproducteurs. Cela nous permettra de faciliter la création et la diffusion du progrès génétique via de nouvelles stratégies de renouvellement, une facilité d'échange des reproducteurs, des propositions de plan d'accouplement au niveau de la race et des élevages. Cela permettra également l'optimisation du choix des mères à boucs sur la base de l'ensemble des données des contrôles de performances et des génotypages. Ce projet débutera au cours de la prochaine campagne de production.

Cellule Expérimentation et diffusion des connaissances

Les actions menées par la Cellule Expérimentation & Diffusion des connaissances sont encadrées par des Comités Stratégiques, lorsque les études et recherches sont menées au niveau des plateformes expérimentales d'Altiani et de Migliacciaru, et par des Comités Scientifiques et Techniques, lorsque les études et recherches sont menées au niveau des filières.

Expérimentation

Etudes et recherches encadrées par les comités stratégiques

Station expérimentale d'Altiani

Équation de la capacité d'ingestion de brebis laitières de races méditerranéennes en période de traite exclusive : application à la race ovine Corse

L'équation de prédiction de la capacité d'ingestion (CI) en période de traite exclusive actuellement utilisée pour les brebis laitières de race Corse a été établie sur la base d'essais effectués sur des brebis de fort gabarit. Dans le cadre du développement de l'outil de rationnement INRation®V5 et son interface RUMIN'AL® pour les brebis laitières et compte tenu qu'aucune mesure d'ingestion n'a jamais été faite sur la race Corse en bergerie exclusive, l'ODARC a souhaité évaluer cette équation au sein de sa plateforme expérimentale d'Altiani au cours de 3 années successives (A1, A2, A3).

Chaque année, nous avons constitué deux groupes de 10 brebis adultes, équilibrés sur le poids (PV), la note d'État corporel (NEC), la taille de portée, mais avec des niveaux de production laitière (PL) différents (hauts et bas). Ainsi nous avons obtenus en A1 : 0,39 L et 0,72 L, en A2 : 0,93 L et 1,36 L et en A3 : 1,2 L et 1,6 L. L'expérimentation a été conduite en deux périodes de cinq semaines chacune, avec une période d'adaptation préalable de deux semaines. Les brebis ont été alimentées avec du foin de dactyle et de trèfle violet, distribué à volonté (15 % de refus). Une complémentation constituée d'aliment concentré azoté du commerce et de maïs a été distribuée chaque matin. Les apports de concentrés ont été modifiés à chaque période pour approcher le taux de substitution et ajuster les apports aux besoins. Les quantités distribuées et les refus de foin ont été pesés 4 jours par semaine pour chaque lot et des analyses nutritionnelles ont été réalisées. Les PL individuelles et la composition du



lait de mélange de chacun des lots ont été mesurées chaque semaine durant tout l'essai. Le PV et la NEC ont été mesurés respectivement une fois par semaine et toutes les deux semaines. Nous avons calculé la CI observée à partir de la composition chimique du foin ingéré et l'avons comparée à la CI théorique.

À chaque campagne, nous avons constaté que la PL des brebis chutait après la mise en lot avec maintien en bergerie, alors que le troupeau pâture quotidiennement. Les écarts de PL significatifs au moment de la mise en lot se sont drastiquement réduits au cours de l'expérimentation, jusqu'à devenir quasiment nuls en fin d'expérimentation. Dans ces conditions, les CI « théoriques » moyennes des deux lots, calculées à partir de la PL standard et du poids vif de chaque brebis, étaient très faibles et leur comparaison n'a montré que peu de différences. En revanche, les CI « observées » étaient plus élevées. Ainsi, pour chacune des trois campagnes, nous avons constaté une sous-estimation d'environ 28 à 51 % des valeurs « théoriques » par rapport aux valeurs « observées » selon l'année de mesure. Enfin, les NEC sont restées stables durant les deux phases expérimentales, contrairement aux PV qui s'accroissent de 3,3 kg en moyenne sur les deux lots entre le début et la fin de l'expérimentation.

Ces premiers résultats originaux semblent indiquer que l'équation actuelle n'est pas adaptée à l'estimation de la CI des brebis de race Corse en période de traite exclusive. Toutefois, la forte diminution de la PL, qui survient après la mise en lot, pourrait générer un biais d'interprétation. Il est donc nécessaire de poursuivre cette étude en essayant de réduire ce biais potentiel.

Évaluation de l'effet bélier comme alternative au traitement hormonal pour la synchronisation des chaleurs en vue d'IA chez la brebis Corse

Le schéma de sélection de la race ovine porté par l'OS Pecura Corsa repose sur des accouplements raisonnés entre des brebis, mères à béliers et à agnelles, et des pères à béliers ou à agnelles sélectionnés sur la base de leur index de performances. En Corse, les accouplements raisonnés sont réalisés dans le cadre de la campagne d'insémination

artificielle qui a lieu de début avril à fin mai. Pour des raisons physiologiques et techniques, il est nécessaire de synchroniser l'ovulation des brebis avec la collecte de la semence sur les béliers. Pour cela, on utilise actuellement des éponges vaginales imprégnées d'acétate de fluorogestone associées à une injection d'hormone, l'ECG (Gonadotrophine chorionique équine), 55 h avant l'IA. L'ECG est une hormone naturelle issue du sang de juments gestantes. Sa production est aujourd'hui remise en question pour des considérations éthiques évidentes liées au bien-être animal. Ainsi, la filière ovine s'attend, à court ou moyen terme, à devoir se passer de l'ECG et souhaite engager une transition. Le développement d'alternatives est un enjeu majeur pour maintenir un schéma de sélection efficace en Corse. L'une d'entre elles est « l'effet bélier », qui consiste à introduire des béliers vasectomisés parmi des brebis en anœstrus préalablement isolées des mâles pendant au moins 60 jours. Ceci peut déclencher des ovulations au cours desquels l'IA pourrait être pratiquée. Néanmoins, la maîtrise de ces ovulations est difficile et les données manquent aujourd'hui concernant la race Corse pour envisager l'effet bélier comme une alternative crédible aux traitements hormonaux. L'objectif de l'expérimentation est donc de comparer la synchronicité et la fertilité d'un lot de 50 brebis mené avec un « effet bélier » en utilisant 3 béliers stériles, à un lot témoin de 107 brebis mené selon les standards actuels avec l'utilisation d'un traitement hormonal.

Les résultats obtenus ne sont pas probants. Le lot expérimental n'a permis d'obtenir que 28 % de réussite à l'IA alors que le lot témoin en compte 53 %. Une seconde expérimentation aura lieu en 2024.

Station expérimentale de Migliacciaru

En 2023 a été constitué le Comité Stratégique Fourrages et Céréales (CSFC) de la station de Migliacciaru. Il est co-animé par l'ODARC et le Groupement Régional des Producteurs de Fourrages et Céréales de Corse (GRPFC) et constitué par l'ensemble des structures institutionnelles concernées : ILOCC, Chambres d'Agriculture de Corse, INRAE, Campus AgriCorsica, OEHC. Compte tenu des problèmes récurrents de sécheresse et du coût élevé de l'eau, le CSFC a décidé de mener des essais sur l'irrigation des prairies afin d'obtenir des données techniques et économiques précises. Ceux-ci devraient débuter au printemps 2024. Pour préparer cette expérimentation, des investissements ont été réalisés en 2023 avec, notamment, l'achat de deux canons d'irrigation, d'une station météorologique et de sondes capacitatives connectées.

Etudes et recherches encadrées par les Comités scientifiques et techniques

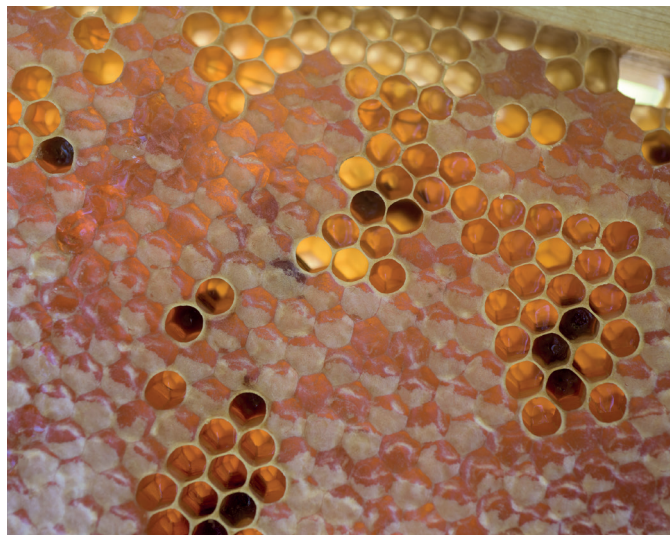
Comité Scientifique et Technique Apicole (CSTA)

Depuis 2012, les rendements diminuent sur l'ensemble de la production de miel de Corse sans que cela ne s'explique, mettant en situation critique les exploitations apicoles du territoire. Dans ce contexte, l'ODARC et le Syndicat AOP Miel de Corse - Mele di Corsica ont mis en place un Comité Scientifique et Technique Apicole (CSTA) auquel participent les partenaires de la filière : INRAE LRDE-SELMET, Université de Corse, OEC (Conservatoire National Botanique de Corse et Observatoire Conservatoire des Invertébrés de Corse) et l'Institut de l'Abeille (ITSAP). Ce groupe s'est donné pour mission de comprendre les causes de la diminution de production de miel en Corse au travers trois thématiques :

- Suivi des floraisons, évolution des miellées et disponibilité des ressources nectarifères et pollinifères.
- Lien entre les productions de miels AOP, les aspects météorologiques et les pratiques apicoles.
- Coexistence de l'apiculture avec les autres filières agricoles et activités humaines.

En 2023, l'ODARC a mené une étude qui s'inscrit dans les thématiques 1 et 2 :

- Contribution à l'étude des activités apicoles en Corse : les connaissances, les savoir-faire et la diversité des pratiques de gestion du cheptel.
- Effets des changements climatiques sur la production de miel en Corse : irrégularités des miellées et adaptations des apiculteurs.
- Étude des potentialités nectarifères et pollinifères de milieux spontanés de Corse : relations avec le rendement en miel et rôle des variations climatiques.



Dans le cadre du développement de la production fromagère fermière régionale l'ODARC et l'Interprofession Laitière Ovine et Caprine de Corse ont mis en place un groupe de travail dont l'objet est de définir et de traiter les problématiques scientifiques et techniques inhérentes à ce secteur. Il s'agit de rapprocher les organisations professionnelles, les acteurs de la recherche et ceux du développement dans le but d'unir leurs compétences et leurs moyens dans un objectif commun de progrès.

Ce Comité Scientifique et Technique dédié à la transformation fromagère, auquel participent l'INRAE LRDE-SELMET, l'Université de Corse, l'Institut de l'Élevage, le Campus AgriCorsica Rizzanesi-Sartè, les chambres d'agriculture, le Syndicat AOP Brocciu, Casgiu Casanu et Casgile, a notamment pour objectif d'explorer les points suivants.

Quatre thématiques de recherche ont été retenues :

- T1 : Composantes susceptibles d'influer sur les caractéristiques des fromages produits en Corse : territoires, races et savoir-faire.
- T2 : Qualité du lait cru et maîtrise des critères technologiques de fabrication de fromages.
- T3 : Qualité des fromages fermiers typiques corses et marqueurs de la typicité.
- T4 : Construction de la typicité des fromages fermiers corses obtenus à partir de lait cru :
 - > Définition et maîtrise des critères de typicité territoriaux.
 - > Orientations souhaitées en termes de développement de la typicité.

Dans ce cadre, le CSTF a décidé d'initier une étude visant à déterminer les critères de typicité du fromage de type *venachese*. Pour ce faire, une enquête

destinée à mieux connaître l'ensemble du processus de fabrication de ce fromage (de l'élevage des animaux à l'affinage des fromages) a été menée à deux périodes de la campagne (fin d'hiver, printemps) auprès de 8 producteurs reconnus pour élaborer un produit typique. Plusieurs analyses chimiques et microbiologiques ont été réalisées sur les laits crus, les fromages frais et les fromages affinés.

Les fromages obtenus ont été dégustés par un jury de terroir pour déterminer leur appartenance au type *venachese*. Une partie d'entre eux présentaient des défauts de type principalement dus à un manque de soins au cours de l'affinage. Néanmoins, les nombreuses données obtenues sont toujours en cours d'analyse. Elles seront complétées par une nouvelle étude qui sera menée en 2024, sur la base d'un protocole simplifié par rapport à celui de 2023. En parallèle, dans le but d'accroître notre compréhension des caractéristiques des fromages, des fabrications de *casgiu venachese* seront réalisées en milieu contrôlé à la fromagerie expérimentale d'Altiani.

Etudes et recherches

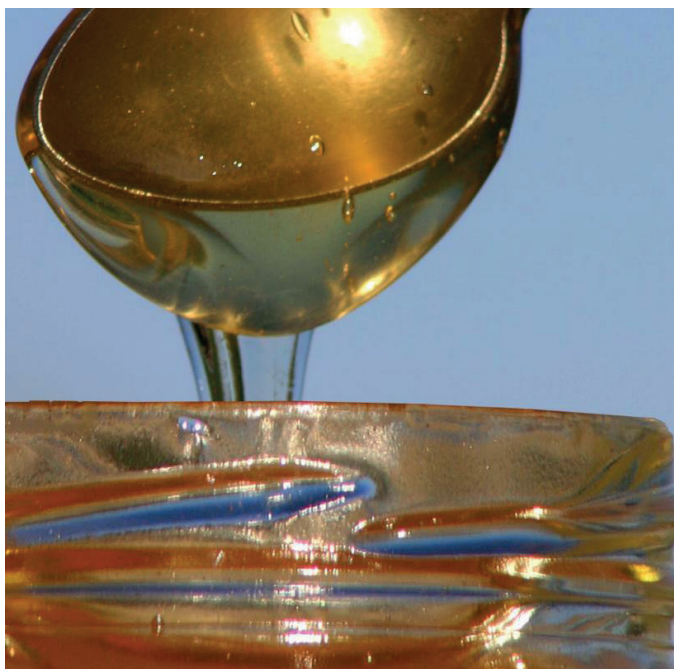
Thèse : Contribution à l'étude de la composition chimique du lait de brebis de race Corse et des facteurs de variation associés

Les résultats obtenus durant les deux campagnes laitières 2020-2021 et 2021-2022 ont fait l'objet d'analyses statistiques réalisées en collaboration avec l'Institut de l'Élevage. Des méthodes complexes de traitement des données ont été mises en œuvre à l'aide du logiciel R. L'objectif de ces analyses était de décrire la composition du lait de brebis Corses et des facteurs d'influence associés. À ce stade, seuls les résultats de la campagne 2020-2021 ont été traités. Les principaux résultats révèlent une influence significative de la ration alimentaire, de la saison et du temps de pâturage sur la variabilité de la composition du lait, notamment sur les composantes de la matière sèche utile (taux butyreux et protéique) et sur le profil en acides gras. L'impact des facteurs individuels tels que le rang de lactation, le niveau de production laitière, la taille de la portée et la date de mise-bas est plus limité, n'expliquant que 15 % de la variabilité de la composition du lait. Ces résultats sont en cours de valorisation à travers la rédaction d'un article scientifique qui sera soumis à une revue spécialisée dans le courant de l'année 2024. Les résultats de la campagne 2021-2022 seront traités courant 2024 avec l'objectif de soumettre une seconde publication à un journal scientifique après l'été. La thèse devrait être présentée fin 2024.



Évaluer les potentialités des miellées printanières de Corse : disponibilité des ressources mellifères et impact des variations climatiques sur le rendement

Au cours de la dernière décennie, la Corse a été témoin d'une diminution persistante de sa production apicole, suscitant une préoccupation majeure. Dans le but de comprendre cette évolution et de proposer des stratégies d'amélioration, une étude préliminaire sur deux ans a été entreprise pour évaluer les ressources mellifères potentielles et analyser l'impact des conditions climatiques sur le rendement des miels printaniers en Corse. Afin d'identifier les facteurs structurants des miellées printanières en Corse, des relevés botaniques ont été menés dans un rayon de 500 mètres autour des ruchers. De plus, dix ruchers ont été équipés de balances connectées à des stations météorologiques pour surveiller en temps réel les facteurs climatiques influençant la production de miel.



Les résultats de cette étude ont permis de déterminer les conditions optimales pour une production réussie de miel printanier en Corse : une plage d'humidité entre 70 et 80 %, une température journalière moyenne à plus de 22 °C et des vents inférieurs à 5 km/h. Les relevés botaniques ont révélé une homogénéité des espèces végétales sur tous les sites étudiés avec une mosaïque d'habitats plus ou moins marquée. L'analyse comparative des données sur les deux années d'étude a mis en évidence des variations substantielles. L'année 2022 a été caractérisée par une faible production de miel et une biodiversité restreinte, attribuables à des conditions marquées de sécheresse. En revanche, l'année 2023 a présenté une production plus importante, en lien avec une biodiversité floristique plus riche.

En fournissant des informations précises sur les conditions climatiques optimales et en mettant en évidence l'impact de la biodiversité floristique sur les rendements, cette étude offre des recommandations pratiques. Ces résultats se posent comme un outil essentiel pour guider les décisions futures dans le secteur apicole insulaire.

Étude des qualités nutritionnelles du cabri de lait de Corse et de ses caractéristiques organoleptiques

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la démarche IGP Cabri de Corse - Caprettu di Corsica. Elle doit contribuer à mieux connaître les qualités nutritionnelles de ce produit. Il s'agit notamment de décrire les acides gras des tissus adipeux interne et externe des carcasses et de déterminer le taux de lipides intramusculaires du muscle longissimus dorsi.

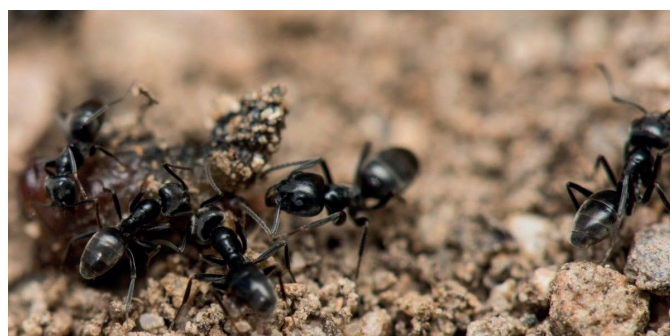
Biocontrôle des insectes ravageurs

Élaboration d'une formulation insecticide innovante contre la fourmi *Tapinoma magnum*

Tapinoma magnum est une espèce de plus en plus préoccupante tant au niveau local que national. Elle est même, depuis peu, considérée comme une menace pour la biodiversité sur le continent européen. Le dérèglement climatique et l'accroissement de l'activité humaine facilitent son implantation et sa prolifération sous des latitudes de plus en plus élevées. Au niveau agricole, elle occasionne des dégâts croissants sur les cultures maraîchères et les arbres fruitiers. Il est donc urgent d'élaborer des solutions pour permettre son contrôle à l'aide de procédés les plus sélectifs possibles et les plus respectueux de l'environnement.

Dans ce contexte, l'ODARC et l'équipe chimie du Laboratoire SPE de l'Université de Corse collaborent sur un projet de recherche spécifiquement dédié à cette problématique et dont les ambitions sont :

- L'élaboration d'une solution insecticide efficace contre la fourmi issue de la biomasse insulaire ;
- La mise au point d'un mélange phéromonal de synthèse capable de brouiller la communication chimique de *T. magnum*.



Au total, nous avons testé les activités insecticides de 67 échantillons issus de 32 espèces végétales différentes. Soit 47 huiles essentielles/hydrolats et 20 extraits hydroalcooliques. Parmi eux, seulement 12 huiles essentielles et 2 extraits ont présenté des résultats positifs selon nos critères, soit une mortalité de 90 % en 24h à une concentration maximum de 1 mg/ml. Nous avons identifié 4 huiles essentielles à très fort potentiel susceptibles de servir de base aux travaux menés. Ces dernières permettent de décimer les populations de fourmis entre 30 et 45 mn, tout comme le ferait une formulation insecticide du commerce. Ces résultats intéressants feront l'objet d'une demande d'invention.

Dans la littérature, la composition des phéromones de *T. magnum* a déjà fait l'objet de deux publications décrivant leur structure chimique. Il n'existe aucune description du rôle spécifique de ces molécules dans la communication phéromonale de l'insecte. En accord avec ces articles, nous avons retrouvé un total de 8 molécules majoritaires. Il s'agit de cétones linéaires (tridécan-2-one, sulcatone, heptan-4-one et 4-méthylhexan-2-one) et de molécules de la famille des iridoïdes, dont majoritairement deux isomères de l'iridodial (l'actinidine et l'iridomyrmécine). À ce jour, nous connaissons parfaitement les proportions de chacune des molécules au sein du mélange phéromonal et nous avons déjà entamé une série de tests visant à déterminer la réponse de chacune d'entre elles sur la fourmi et leur possible interaction en mélange. Ces tests sont néanmoins encore réalisés sur des fractions de mélanges naturels extraites des insectes, ce qui limite nos possibilités du fait des très petites quantités disponibles. Pour pallier ce problème, nous nous sommes procuré les molécules qui étaient disponibles chez nos fournisseurs, les autres étant synthétisées en laboratoire. Une fois toutes les molécules à notre disposition, nous pourrions passer à la phase de formulation.

Élaboration d'une extractothèque

Depuis 2021, nous avons réuni 186 extraits issus de 60 espèces végétales différentes, dont 126 huiles essentielles, 26 hydrolats et 34 extraits hydroalcooliques.



Le choix des plantes étudiées a été effectué en fonction de leur potentiel insecticide ou de motifs moléculaires particuliers décrits dans la littérature. Cette banque d'extraits constitue le socle qui doit permettre de réaliser des criblages à grande échelle afin d'apporter des solutions naturelles aux contrôles de la prolifération d'insectes ravageurs.

PPAM : Plantes à parfum,
aromatiques et médicinales

L'ODARC accompagne l'Association des Producteurs d'Huiles Essentielles de Corse (APROHEC) dans le cadre de sa démarche de certification IGP de l'huile essentielle (HE) d'immortelle de Corse. En 2023, notre intervention s'est matérialisée, d'une part, par une participation aux assemblées générales, conseils d'administration et groupes techniques organisés par l'APROHEC et d'autre part, par une contribution à la réalisation du cahier des charges de production IGP, notamment au niveau des caractéristiques chimiques et physico-chimiques de l'HE. Dans ce cadre, une étude de la composition chimique d'HE d'immortelles commerciales produites en Corse a été initiée en 2022 en collaboration avec l'équipe Chimie du Laboratoire SPE de l'Université de Corse. Elle a conduit à l'analyse de 35 échantillons d'HE fournis par différents producteurs engagés dans la démarche. Cette étude s'est poursuivie en 2023 avec 25 échantillons supplémentaires d'HE analysés. L'objectif était de déterminer leur composition chimique ainsi que leurs principales caractéristiques physico-chimiques (densité, indice de réfraction, pouvoir rotatoire). Nous avons observé que les HE étudiées étaient homogènes et présentaient un profil chimique en accord avec la description qui en a été faite dans la littérature, notamment un fort taux d'acétate de néryle et une teneur élevée en italidiones. Les indices de réfraction et les densités des huiles essentielles ne présentent aucune différence significative. Seuls les pouvoirs rotatoires ont présenté quelques fluctuations. Ces paramètres devront néanmoins faire l'objet de plus amples investigations.

En parallèle, nous nous sommes procurés 61 HE d'immortelle concurrentes de différentes origines disponibles sur le marché international et les avons analysées dans les mêmes conditions que les HE corses. Nous avons constaté que la grande majorité des échantillons présentaient des compositions chimiques apparentées à des huiles essentielles produites dans la région des Balkans. Elles se caractérisent par un fort taux d' α -pinène, un faible taux d'acétate de néryle et d'italidiones ainsi que par la présence particulière

de trois molécules : l' α et le β -sélinène et le δ -cadinène, non présentes dans les échantillons corses. En revanche, les HE produites dans le sud de la France, notamment en Provence, présentent une composition chimique similaire à celles produites en Corse. Cela est rendu possible par l'utilisation de plants d'immortelle provenant de l'île.

Sur la base des résultats obtenus, les producteurs réunis au sein de l'APROHEC ont défini les caractéristiques que devait présenter une HE d'immortelle certifiée IGP :

- Acétate de néryle : 30 % min. (tolérance : 27 %)
- Itolidiones I, II et III : 6 % min. (tolérance : 5,4 %)
- Somme acétate de néryle + itolidiones I, II et III : 40 % minimum (tolérance : 36 %)
- α -pinène : 5% max. (tolérance : 5,5 %)
- Marqueur par présence : isoitalicène
- Marqueurs par absence (tolérance : teneur \leq 0,5 %) : α -sélinène, β -sélinène, (E)- β -caryophyllène, δ -cadinène, α -copaène, bisabolène.

À la demande de l'APROHEC, nous avons également sollicité un laboratoire spécialisé pour effectuer le dosage du cuivre dans les HE d'immortelle produites à partir de dispositifs d'hydrodistillation entièrement ou partiellement constitués de cuivre. Il s'agissait de s'assurer que les teneurs en cuivre ne dépassaient pas les seuils réglementaires. Les résultats se sont avérés conformes.

L'APROHEC devrait déposer la demande de certification IGP de l'HE d'immortelle de Corse à l'INAO début 2024. En outre, d'autres études devraient être menées courant 2024, notamment une enquête auprès des producteurs pour améliorer nos connaissances de l'ensemble du processus de production : pratiques de cueillette, de culture, de transport et de stockage de l'immortelle, paramètres d'hydrodistillation, stockage de l'huile essentielle, etc.

Stages et alternances

En 2023, quatre étudiants ont été accueillis au sein de la plateforme expérimentale d'Altiani pour contribuer à la réalisation des études menées dans le cadre des différents CST et autres expérimentations menées par l'ODARC. Ils étaient issus de :

- L'Université de Corse avec trois alternants respectivement impliqués dans :
 - > La recherche de molécules organiques naturelles ayant une activité biocide sur *Tapinoma magnum*,
 - > L'accompagnement des producteurs d'huile essentielle d'immortelle de Corse dans leur démarche d'IGP,
 - > La recherche des critères de typicité du *casgiu venachese*.
- L'Université d'Aix-Marseille avec un stagiaire de master qui a participé à :
 - > L'étude de l'influence du dérèglement climatique sur les ressources mellifères.

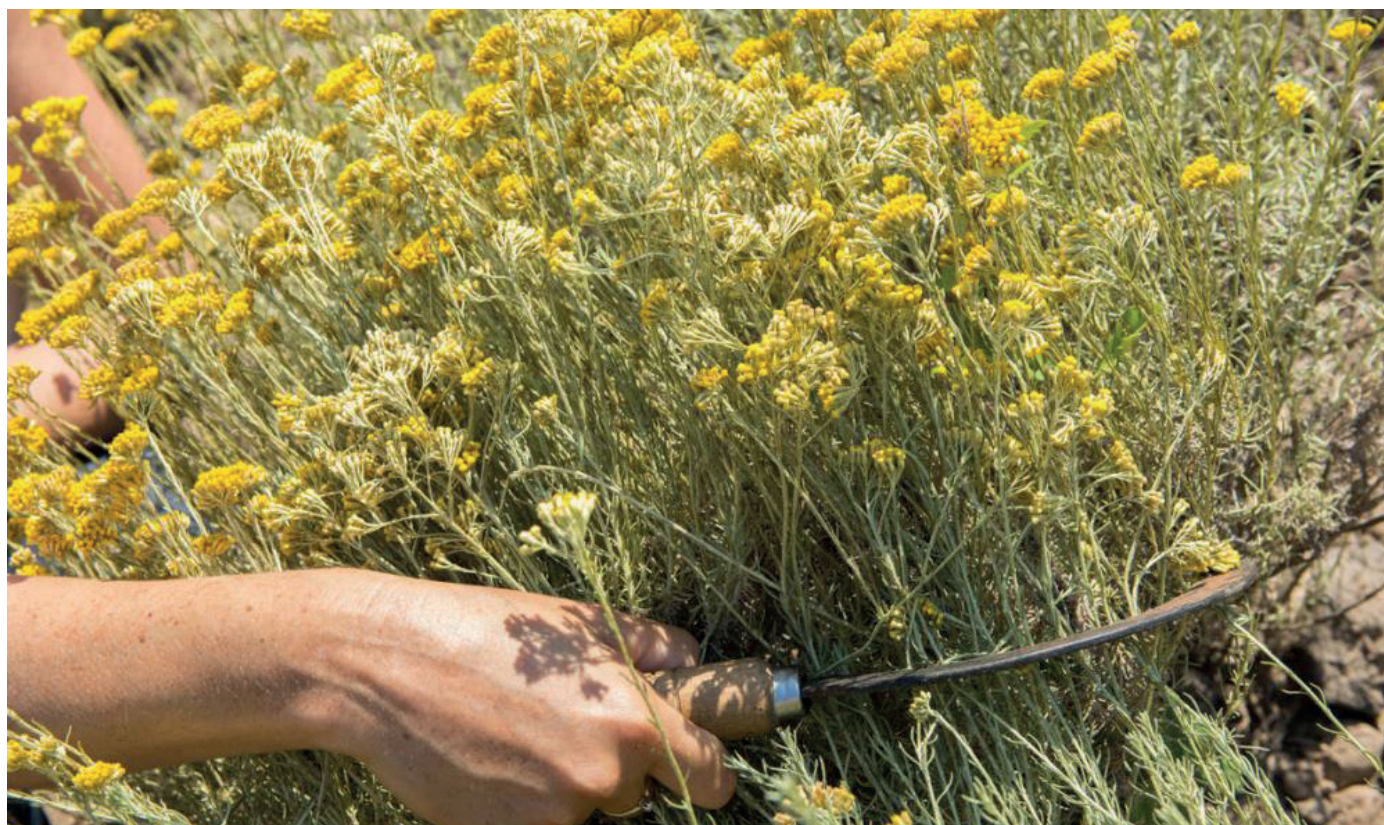




Photo Jean-Christophe Attard

Agro-environnement

Depuis le 1er septembre 2021, l'intégralité des 14 agents de cette division a été transférée de l'OEC à l'ODARC et avec eux l'ensemble des missions.

Elle est structurée autour de 2 thématiques principales en direction de la protection et de la valorisation des territoires ruraux :

- L'agro-pastoralisme et plus globalement l'agro-environnement (5 agents, chef de division compris)
- L'animation au débroussaillage réglementaire dans le cadre de la protection des espaces habités contre l'incendie (7 agents)

Une assistante assure le suivi administratif et financier du service, ainsi que le suivi des dossiers de demande d'aide relatifs à la défense contre les incendies (1 agent).

Projets agro-environnementaux

MAEC pour 2023-2027

Dans le cadre de la programmation 2023 - 2027, une réflexion portant sur de nouvelles Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) a été menée. Cette réflexion s'est appuyée sur un bilan technique de l'ancienne programmation, 2014 - 2020 et sur l'expérience acquise par les chargés de mission « agro-environnement » depuis 2008.

Dans un premier temps cette réflexion s'est menée en interne afin de répondre:

- à l'un des 3 objectifs généraux de l'UE, « renforcer la protection de l'environnement et l'action pour le climat »,
- plus précisément à 2 des 9 objectifs spécifiques de l'UE, l'objectif E : « favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles tels que l'eau, les sols et l'air » et l'objectif F : « contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages »,
- aux objectifs identifiés pour la Corse, « lutter contre les incendies et restaurer la mosaïque des paysages » et « accompagner les pratiques agricoles utilisant efficacement et durablement les ressources ».

Par la suite, durant le premier semestre 2022, cette réflexion a été largement partagée avec les différents partenaires institutionnels, socio-professionnels et associatifs, DDT, DRAAF, OEC, Chambres d'agriculture, GRPFC, ILOCC, CEN.... Ainsi, des nombreux échanges et des nombreuses réunions de concertation ont eu lieu avec les dits partenaires.

Pour cette programmation 2023 - 2027, 4 interventions ont été retenues et intégrées au Plan Stratégique National (PSN) :

- 70.22 : « Restauration de la mosaïque du paysage agro-sylvo-pastoral et prévention des incendies »,
- 70.23 : « Préservation et régénération de corridors écologiques favorables à la biodiversité sur les parcelles agricoles »,
- 70.24 : « Revitalisation et protections des sols »,
- 70.25 : « Protection de la ressource en eau – Lutte intégrée ».

Chaque intervention vise à accompagner un certain nombre de projets qui se déclinent en « option ».



La division s'est attachée, après approbation du PSN, à définir une méthode technique et objective de priorisation des demandes des exploitants agricoles pour l'obtention d'un contrat MAEC en vue de la campagne 2023 et suivantes. Cette méthode est basée sur l'intérêt agro-sylvo-environnemental des zones d'implantation des exploitations agricoles. Elle permet de déterminer le « poids agro-sylvo-environnemental » de chaque exploitation agricole. Ainsi, un classement sera établi et utilisé afin de prioriser la réalisation de diagnostics agro-écologique.

La division s'est appliquée aussi, à la rédaction d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) qui vise à recenser les exploitants intéressés par un MAEC surfacique pour la programmation 2023 – 2027. L'arrêté n° 22/1004CE de la CDC a validé cet AMI. Par la suite, l'AMI, visant à identifier les pré-candidatures, a été lancé en janvier 2023 sur le site de l'ODARC et une information par voie de presse a également été diffusée.

Compte tenu du nombre de demandeurs et de l'enveloppe budgétaire, les critères de sélection ont été proposés et présentés à l'ensemble des acteurs agricoles lors d'une Commission consultative du CA de l'ODARC (CoMAEC) en février 2023. Cette commission mise en place par délibération du CA de l'ODARC comprend, outre les membres du Bureau de l'ODARC, l'ensemble des représentants professionnels agricoles et les organismes régionaux, associatifs impliqués dans les problématiques agro-environnementales.

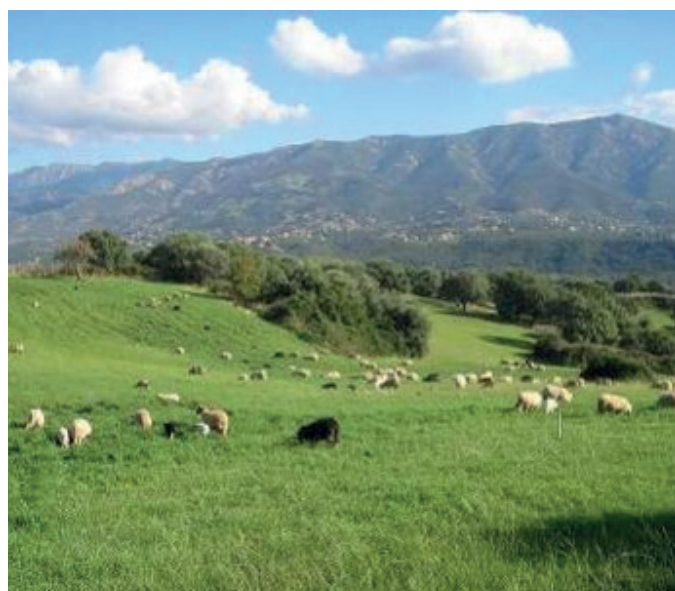
Dispositions pour la programmation 2023 – MAEC surfaciques

Pour cette première année d'engagement un nombre restreint de diagnostics ont été réalisés dans la mesure où le PSN a débuté au 1er janvier. Il a donc été proposé, à la CoMAEC, pour la campagne 2023 qui s'achevait le 15 mai :

- Les exploitants à titre secondaire (ATS) soient non priorités pour 2023
- Les bénéficiaires de MAET / MAEC des anciennes programmations ne soient pas retenus et ce, pour permettre à de nouveaux exploitants de bénéficier de cet accompagnement.

Ces propositions ont reçu un avis favorable de la CoMAEC organisée par l'ODARC.

Pour la programmation 2023, le croisement entre les



critères agro-environnementaux, les critères de biodiversité et les déclarations de surfaces PAC 2022, conduit à l'attribution d'une « note » agro-environnementale pour chaque demandeur et donc au classement des exploitants qui ont fait part de leur intention de souscrire un contrat MAEC. Ainsi, les exploitations en tête du classement sont celles qui, par principe, sont prioritaires pour l'élaboration d'un diagnostic d'exploitation qui est un préalable indispensable à la souscription d'un contrat MAEC.

La programmation 2023 s'est soldée par l'engagement de près de 577.390 euros :

Nombre d'éleveurs contactés	Contrats finalisés (bénéficiaires)	Surface engagée (ha)	Linéaire engagé (ml)	Montants sur 5 ans en €	Montant moyen / contrat en €
23	12	330	1 320	577.390	9 623

Le chiffrage définitif sera obtenu après instruction des demandes par les DDT et l'ODARC. Cette instruction permettra, en effet, de déterminer les surfaces exactes engagées en MAEC et donc le montant exact du contrat sur 5 ans.

Des échanges ont eu lieu tout au long du 1er semestre de l'année 2023 avec l'Agence des Services de Paiement (ASP) sur les points suivants :

- La codification des cultures sur les surfaces engagées dans le dispositif. Ces codes cultures détermineront l'éligibilité à l'aide.
- L'établissement d'un référentiel portant sur les points de contrôles des mesures ainsi que leurs modalités d'application.

L'année 2023 a également été marquée par l'élaboration, le développement et le lancement d'une nouvelle Mesure Agro-Environnementale et Climatique dite « forfaitaire », la MAEC 70.25. Il s'agit d'un dispositif ciblant l'intégralité de l'exploitation et visant à accompagner les exploitations agricoles dans des démarches de changements de pratiques nécessaires à une meilleure gestion de la ressource en eau dans un contexte de dérèglement climatique.

Le dispositif possède quatre types de Forfaits mobilisables pour une durée de 5 années :

- Le Forfait 1 qui est un complément obligatoire et exclusif de la MAEC surfacique 70.24 pour les bénéficiaires des options 1, 2, 2b et 3. Ce forfait prévoit une analyse de sol en début de contrat (année n) et un bilan de fin de contrat (année n+4) ce qui devrait permettre d'acquérir des références pour mieux comprendre la dynamique de fertilité des sols et éventuellement, la dynamique de la physiologie des espèces cultivées.
- Le Forfait 2 : « Gestion quantitative » porte sur la gestion ainsi que la rationalisation de l'irrigation sur l'ensemble de l'exploitation.



- Les Forfaits 3 et 4 « Gestion qualitative » portent sur la substitution de méthodes alternatives aux produits phytosanitaires (lutte biologique, piégeage massif, confusion sexuelle...) et sur l'amélioration de la qualité de l'eau consécutive à la mise en place d'une alternative à l'utilisation d'engrais chimiques.

Un travail important, tant en termes de réflexion que d'analyse, a été nécessaire au cours de l'année pour élaborer un outil de diagnostic permettant la mise en place de ce dispositif. Une phase de test a ensuite été réalisée auprès d'exploitations volontaires avant le lancement officiel du dispositif en septembre 2023 avec une trentaine de demandes de diagnostic déposée.

La fin de l'année 2023 s'est conclue avec la réalisation de 8 diagnostics (dont 4 engagements). Parallèlement, une analyse a été menée sur les grandes lignes d'une future formation destinée aux bénéficiaires des Forfaits 2, 3 et 4.

Agro-pastoralisme

Les chargés de mission « agro-environnement » mènent au quotidien des actions diverses en faveur des éleveurs pour une gestion des pratiques et des ressources plus respectueuses de l'environnement et pour la prévention des incendies par la reconquête des espaces agro-pastoraux.

Accompagnement technique

Cela passe par un accompagnement technique et administratif auprès des exploitants agricoles dans leurs secteurs respectifs. Les interventions techniques peuvent concerner des domaines très divers tels que le matériel végétal à utiliser, la fertilisation, l'irrigation, la conduite des parcelles par le pâturage...

En 2023, dans le cadre de l'Appel A Projet « Cultures fourragères pérennes à légumineuses », la division Agro-Environnement a été sollicitée pour émettre un avis technique lors de l'instruction des demandes relevant de cet AAP. En ce sens, nous avons proposé une fiche technique préalable dans laquelle est annexé un tableau contenant un certain nombre de champs à renseigner. Les informations recueillies doivent nous permettre de faire une analyse de la demande pour aboutir à l'avis technique demandé et formuler, si nécessaire, des recommandations et un conseil technique approprié. Au total, sur l'année 2023, 97 avis techniques ont été formulés par les chargés de mission agro-environnement sur l'ensemble de la région.

Le test du logiciel « DEVAUTOP » relève de la même logique. Mis en forme dans le cadre du projet Cap Proteines, DEVAUTOP est un logiciel de conseil pour aider les éleveurs à mieux visualiser l'autonomie protéique de leur exploitation. Il s'agit d'un outil multi-filière, principalement dédié aux conseillers, qui calcule le niveau d'autonomie protéique relatif aux besoins des animaux et le positionne par rapport à des référentiels établis pour des systèmes comparables. L'outil nous a été présenté par son concepteur et nous l'avons testé sur 6 exploitations. A l'issue de ce test nous émettons un certain nombre de réserve quant à l'intérêt de cet outil pour les exploitants insulaires.

Un appui administratif conséquent est également apporté en particulier pour les déclarations des surfaces à la PAC (essentiellement pour ceux bénéficiant d'un contrat MAEC) et pour la déclaration des primes animales. La division a réalisé 178 déclarations de surfaces dans le cadre de la PAC 2023 sur l'ensemble de la région corse (80 en 2A et 98 en 2B), en tant qu'organisme de service reconnu pour cette mission par les services de l'Etat (DDT). Cette prestation a été, comme chaque année, facturée à chaque exploitant pour un montant de 150 € TTC ce qui a généré pour l'établissement, une recette de 26 700 € sur l'exercice 2023.



Semis direct

La vulgarisation de la technique du semis direct se poursuit grâce aux 2 semoirs directs appartenant à l'ODARC (1 en Haute-Corse et 1 en Corse du Sud) et qui sont



mis gracieusement à disposition des éleveurs demandeurs. L'intérêt de cette technique culturale simplifiée réside dans la préservation des sols et donc la diminution du risque d'érosion, dans la diminution du temps de travail, dans la réduction du carburant... 31 ha ont été semés en 2023 avec les semoirs directs de l'ODARC sur l'ensemble de la région (26 ha en 2A, dont 4 ha sur Zone d'Appui à la Lutte et 5 ha en 2B) et concernent au total 7 exploitants (5 en 2A et 2 en 2B).

Il faut souligner qu'aujourd'hui, grâce à notre action, de plus en plus d'éleveurs s'équipent en semoir direct, tant la technique est satisfaisante surtout en conditions assez difficiles de sol et de pente.

Expérimentation

Les chargés de mission agro-environnement ont vocation à mener des expérimentations à visée fourragères chez des éleveurs et agriculteurs volontaires. Ces expérimentations sont destinées à améliorer la qualité fourragère des prairies mais aussi elles doivent nous permettre de disposer d'un matériel végétal résistant à la sécheresse pour tenter d'anticiper les effets du changement climatique (espèces fourragères d'origine méditerranéennes et adaptées aux conditions pédo-climatiques de la Corse).

La mise en place d'enherbement permanent et d'engrais vert en viticulture et en arboriculture, la mise en place d'engrais vert en maraîchage et en céréaliculture a progressé au cours de ces dernières années mais sa complexité nécessite d'approfondir et de préciser les itinéraires techniques cultureux pour atteindre les objectifs recherchés, fertilité des sols, limitation de la fertilisation minérale, réduction des phénomènes d'érosion, de ruissellement...

Afin de répondre aux attentes des agriculteurs en matière de conseils, notamment dans le cadre de la mise en place des MAEC, la division a initié, depuis 2022, des expérimentations sur les engrais verts et les enherbements permanents en viticulture et en arboriculture. Les premières observations montrent que les enherbements permanents s'implantent difficilement, en revanche les engrais verts s'implantent relativement facilement et présentent une bonne pousse au printemps. En 2023 un nouveau protocole a permis de tester de nouveaux mélanges d'enherbements permanents et d'engrais verts seuls mais également d'associer des espèces pérennes avec des espèces utilisées pour des engrais verts. Les premiers résultats sont encourageants et demandent à être approfondis.



Animation du GIEE

La création du GIEE (Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental) « Semis direct, la clef de nos champs » en Corse du Sud, et celle de l'association « SUMINAVVENE », qui en est la structure porteuse, ont été impulsées par un chargé de mission de la division il y a quelques années. Ce projet regroupe 5 exploitations agricoles utilisatrices du semis direct dans les régions d'Ajaccio et de Sartène et vise à favoriser les échanges d'expériences, les expertises et les formations sur cette thématique, ainsi que l'obtention de références pratiques diffusables ensuite au niveau régional. En 2023 le suivi du Groupement s'est poursuivi avec notamment :

- Des prélèvements de sols pour analyse de la matière organique et la biomasse microbienne, 3 ans après les 1ers prélèvements,
- La compilation des résultats et des discussions avec les exploitants,
- La préparation des éléments pour le compte-rendu final.



Animation Groupement Pastoral du Nebbiu

Depuis 2013, nous suivons le Groupement Pastoral de l'Alturaghja, dont nous sommes à l'origine, avec pour objectif la restauration des estives de San Gavinu di Tenda, Santu Petru di Tenda et Urtaca.

L'incendie de l'été 2022 qui a parcouru une grande partie de l'estive a mis un frein aux travaux du groupement.

Assistance technique

Les compétences techniques des agents agro-environnement en matière de « production fourragère » et « gestion des espaces agro-pastoraux » sont reconnues par l'ensemble des institutionnels (DDTM, DREAL, CDL...) et par des organisations professionnelles (ILOCC,...). Ils sont régulièrement sollicités par ces différents organismes à titre d'expert ainsi que par l'enseignement et la formation agricole (lycées agricoles, CFPPA, CPS,...).

Encadrement d'un stagiaire

Il s'agit d'un stagiaire de licence professionnelle « Gestion agricole des espaces naturels ruraux (GENA) de FLORAC, pour une étude de 4 mois sur le thème de « l'estimation des besoins en eau agricole dans la moyenne vallée du Taravo »

Agroforesterie

L'agroforesterie semble prendre son essor dans l'île notamment grâce au « Plan de relance pour la haie » initiée par le Ministère. Nous avons assuré le soutien technique en venant en appui des chambres d'agriculture afin, de conseiller, en terme d'essences et de types d'aménagement, les exploitants agricoles qui souhaitent planter des haies, et de procéder à la récolte de graines d'arbres champêtres qui sont confiées à un pépiniériste pour une mise en culture en vue de pourvoir aux besoins du plan de relance.

Ce sont ainsi 22 bénéficiaires qui ont été accompagnés pour un programme de plantation de plus de 13 km de haies.

Nous les retrouvons dans toutes les spéculations : 41% en arboriculture, 18% en élevage, 23% en viticulture, le reste étant des exploitations mixtes maraichage/arboriculture/viticulture. Le programme « Plantons des haies » étant clos, les agriculteurs espèrent que des mesures de soutien aux investissements agroforestiers (haies, arbres fourragers) viendront prendre le relais dans le cadre de la nouvelle programmation.

Les agents agro-environnement s'intéressent également à la sélection et à la multiplication d'espèces ligneuses de provenance locale et indemnes de maladies qui présenteraient l'avantage d'une bonne adaptation au dérèglement climatique. Ainsi, tous les ans nous récoltons des graines sur différentes micro-régions de l'île (de caroubiers, sorbiers, mûriers, filaires...) qui sont ensuite confiées à un pépiniériste pour une mise en culture.



Actions incendies et DFCI

Les actions principales dans ce domaine sont notamment articulées autour de :

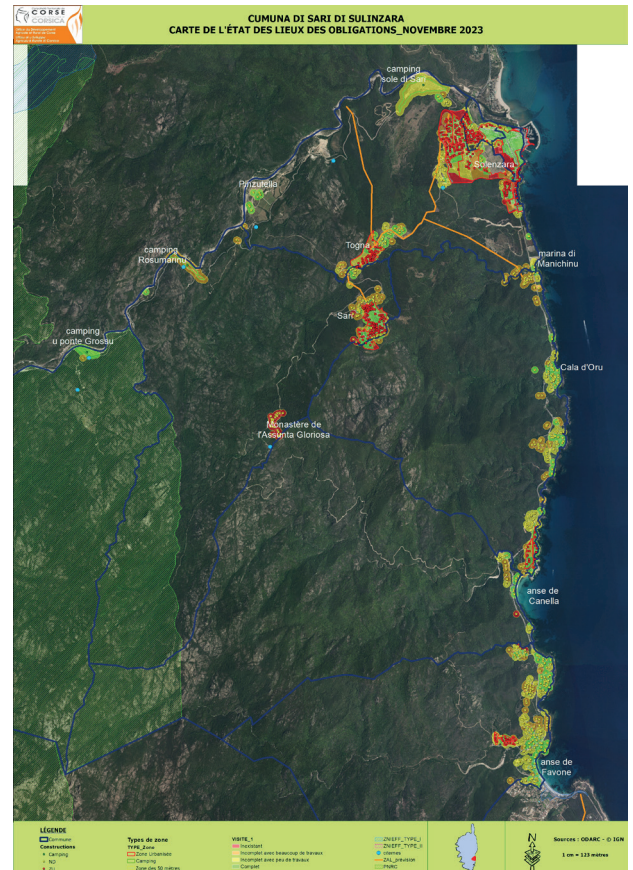
- La connaissance des incendies avec une participation relative au relevé annuel des feux à l'échelle de la région Corse (contribution à la base nationale BDIFF, anciennement Prométhée) et une analyse des principales causes et des principaux impacts sur l'environnement,
- La participation aux différents groupes de travail permanents mis en place par les services de l'Etat à l'échelle départementale (GTP) et régionale (GTI) et destinés à définir la politique à mener en matière de prévention et de prévision des incendies avec l'ensemble des organismes concernés par cette problématique.
- La participation aux différents ateliers dans le cadre de l'élaboration du PPFENI 2024 / 2033, agriculture et DFCI, ouvrages DFCI, sylviculture, biodiversité, Obligations Légales de Débroussailler

Débroussaillage légal

Le respect du débroussaillage réglementaire autour des espaces habités est le seul moyen efficace aujourd'hui de protéger les personnes et leurs biens du risque incendie, qui, comme chacun le sait, est présent partout en Corse de par la grande combustibilité du couvert végétal même en hiver en cas de sécheresse marquée.



Depuis quelques années, les différents acteurs qui travaillent sur les Obligations Légales de Débroussaillage - OLD (DDT, DRAAF et ODARC) désiraient faire évoluer leur action et trouver un cadre où les maires seraient plus au centre de l'action. C'est ainsi, qu'à partir de 2021, ils ont décidé de mettre en place les Plans Communaux de Débroussaillage (PCD).



Le PCD permet au Maire, s'il le souhaite, avec l'appui des membres du Groupe de Travail Permanent (GTP) de :

- Définir une « stratégie » propre à la commune pour faire appliquer au mieux la réglementation,
- Déployer tous les « outils » possibles pour mettre en œuvre la stratégie définie,
- Suivre et évaluer dans le temps la pertinence de la stratégie mise en œuvre,
- Redéfinir si besoin certains axes de la stratégie au cours du temps.

Le Plan Communal de Débroussaillage (PCD) est un document comprenant cinq parties, dont certaines seront communes à tous les PCD et d'autres ciblées sur la situation particulière de chaque commune :

1ère PARTIE : Expliquer précisément la réglementation applicable à la commune en rappelant les objectifs des OLD, la réglementation qui s'applique dans la commune en fonction de son document d'urbanisme (PLU ou non) et les règles du débroussaillage.

Mettre à disposition du Maire les arrêtés préfectoraux sur le débroussaillage légal et l'emploi du feu.

2ème PARTIE : Faire un état des lieux en élaborant :

- La carte générale des OLD (V0),
- La cartographie « état des lieux » initiale après une campagne de visites sur le terrain sans contact avec les obligataires, pour faire une estimation de l'état du débroussaillage (complet, incomplet, inexistant),
- La cartographie précise des obligations de chacun (découpage des obligations),
- La liste la liste des propriétaires concernés par l'obligation de débroussailler.

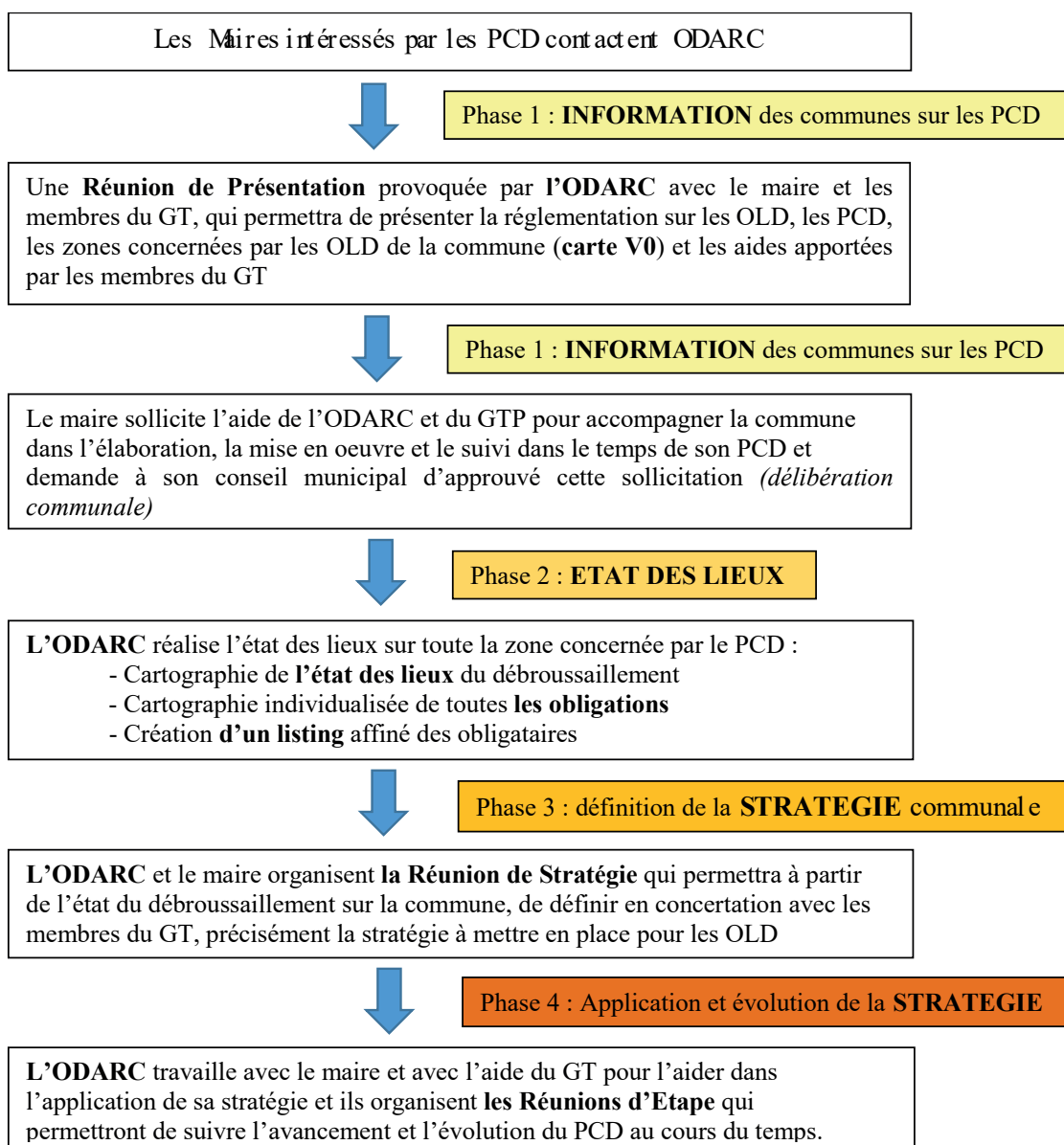
3ème PARTIE : Connaître tous les outils réglementaires disponibles (Boîte à outils réglementaire)) permettant d'aider à la réalisation des OLD (courriers simples, visites de sensibilisation auprès des citoyens, mise en demeure avec RAR, débroussaillage d'office, création d'Association Syndicale Autorisée (ASA), mise en application de l'article 131 -14, mutualisation des moyens, actions de formation du personnel, contrôles, verbalisation, amendes etc. ...)

4ème PARTIE : Elaborer la stratégie communale en collaboration avec les groupes de travail DFCI (CDC, DRAAF, DDT, ODARC, ONF et SIS) en définissant des zones prioritaires ou non et en proposant les actions à mettre en place en mobilisant les dispositifs prévus dans la boîte à outils réglementaire.

5ème PARTIE : Suivre et accompagner annuellement l'état d'avancement et l'évolution de la stratégie avec chaque année les réactualisations nécessaires de l'ensemble ou de certaines cartographies si besoin.

Le schéma du déroulement de l'élaboration des PCD par les Maires avec l'aide de l'ODARC a été finalisé avec la DDT 2B lors d'une réunion à Altiani le 22 novembre 2021 et après consultation de la DRAAF et de la DDT 2A. Les différentes phases de l'action globale sont présentées dans un schéma synthétique ci-après.

Au cours de l'année 2023, les animateurs du débroussaillage ont initié ou poursuivi leur travail de sensibilisation relatif à la réglementation sur le débroussaillage légal dans plusieurs communes, 22 en Corse du Sud et 34 en Haute-Corse.



Les tableaux ci-après présentent les communes sensibilisées depuis 2021, un état d'avancement de l'action et des données chiffrées relatives aux nombres d'obligations et aux surfaces concernées par ces obligation

Communes Corse du Sud	Phase 1			Etat des lieux	Phase 2		Phase 3	Phase 4
	Elements carto.	Réunion de presentation	Délibération		Nb Total obligations	Surface OLD (ha)	Réunion stratégie	Réunion Etape 1
ARBELLARA/Arbiddali	V0	OUI	15/09/23	OUI	276	35	NON	NON
ARGIUSTA MORICCIO/Arghjusta é Moriccio	V0	OUI	30/07/22	OUI	178	33	OUI	NON
CALCATOGGIO/Calcatoghju	V0	OUI	24/06/23	OUI	899	250	NON	NON
CARBUCCIA/Carbuccia	V0	OUI	23/11/21	OUI	516	82	OUI	NON
CARGESE/Carghjese	V0	OUI	25/02/23	OUI	1210	395	OUI	NON
CASAGLIONE/Casaglione	V0	OUI	15/04/22	OUI	714	156	OUI	OUI
COGGIA/Coghja	V0	OUI	29/06/23	OUI	1075	174	OUI	NON
EVISA/Evisa	V0	OUI	02/08/23	OUI	407	57	NON	NON
FOZZANO/Fozzà	V0	OUI	13/04/23	OUI	167	54	NON	NON
GIUNCHETO / Ghjunchetu	V0	OUI	25/03/22	OUI	91	33	OUI	OUI
GRANACE/Granaccia	V0	OUI	29/08/22	OUI	100	32	OUI	NON
GROSSA/ A Grossa	V0	OUI	15/12/23	OUI	102	34	NON	NON
OLMICCIA/Ulimiccia	V0	OUI	08/07/22	OUI	120	46	OUI	NON
PIANA/A Piana	V0	OUI	24/06/23	OUI	566	119	OUI	NON
PIANOTTOLI CALDARELLO/ Pianottuli è Caldareddu	V0	OUI	29/11/21	OUI	303	219	OUI	NON
SAINTE LUCIE DE TALLANO / Santa Lucia di Tallà	V0	OUI	03/09/21	OUI	431	99	OUI	NON
SAN GAVINO DI CARBINI/San Gavinu di Carbini	V0	OUI	12/09/22	OUI	830	81	OUI	NON
SARI SOLENZARA/Sari di Sulinzara	V0	OUI	23/11/21	OUI	1271	377	NON	NON
SOCCIA/A Soccia	V0	OUI	08/07/23	OUI	264	30	NON	NON
UCCIANI/Aucciani	V0	OUI	08/07/22	OUI	475	131	OUI	NON
ZICAVO/ Zicavu	V0	OUI	26/11/21	OUI	293	40	OUI	NON
ZIGLIARA/Ziddara	V0	OUI	en attente	OUI	171	25	NON	NON
TOTAL					10 459	2 501,97		
Début de l'action en 2023								
Début de l'action en 2022								
Début de l'action en 2021								

Communes Haute Corse	Phase 1			Etat des lieux	Phase 2		Phase 3	Phase 4
	Elements carto.	Réunion de presentation	Délibération		Nb Total obligations	Surface OLD (ha)	Réunion stratégie	Réunion Etape 1
BARRETTALI/Barrettali	V0	OUI	29/01/22	OUI	803	49	OUI	OUI
BELGODERE/ Belgudè	V0	OUI	28/01/22	OUI	787	179	OUI	NON
BIGUGLIA/Biguglia	V0	OUI	16/05/22	OUI	2131	579	OUI	NON
BISINCHI/Bisinchi	V0	OUI	05/02/22	OUI	261	47	NON	NON
CAMPI/Campi	V0	OUI	12/04/22	OUI	40	8	OUI	NON
CAMPILE/Campile	V0	OUI	12/02/22	OUI	297	61	NON	NON
CANARI/Canari	V0	OUI	29/10/22	OUI	952	75	NON	NON
CASANOVA/A Casanova	V0	OUI	01/12/22	OUI	207	52	NON	NON
CASTELLO DI ROSTINO/Castellu di Rustinu	V0	OUI	10/11/21	OUI	417	120	OUI	NON
CATERI/Catari	V0	OUI	15/04/22	OUI	211	38	OUI	NON
COSTA/A Costa	V0	OUI	28/01/22	OUI	57	13	OUI	NON
FELICETO/U Filicetu	V0	OUI	29/03/23	OUI	165	58	OUI	NON
LAMA/Lama	V0	OUI	15/12/23	OUI	720	75	NON	NON
LUMIO/Lumiù	V0	OUI	09/06/22	OUI	3095	350	OUI	NON
LURI/Luri	V0	OUI	02/11/21	OUI	1524	149	OUI	NON
MERIA/Meria	V0	OUI	16/12/21	OUI	692	34	OUI	NON
MURO/Muru	V0	OUI	en attente	OUI	190	43	OUI	NON
NESSA/Nesce	V0	OUI	24/02/23	OUI	134	25	OUI	NON
NOVELLA/Nuvella	V0	OUI	14/11/23	OUI	150	28	OUI	NON
OCCHIATANA/Ochjatana	V0	OUI	08/12/21	OUI	250	95	OUI	NON
OGLIASTRO/Ogliastru	V0	OUI	09/05/22	OUI	101	17	OUI	NON
PALASCA/Palasca	V0	OUI	27/05/22	OUI	372	86	OUI	NON
PIETRALBA/Petralba	V0	OUI	en attente	OUI	1090	120	NON	NON
PINO/Pinu	V0	OUI	en attente	OUI	250	38	ABANDON	Sans objet
SAN LORENZO/ San Lorenzu	V0	OUI	23/12/22	OUI	176	48	NON	NON
SERRA DI FIUMORBO/ Serra di Fiumorbu	V0	OUI	22/03/23	OUI	352	122	NON	NON
SPELONCATO/U Spiluncatu	V0	OUI	15/06/23	OUI	246	69	OUI	NON
STA REPARATA DI MORIANI/ Santa Riparata di Moriani	V0	OUI	15/07/22	OUI	87	12	OUI	NON
TALLONE/Tallone	V0	OUI	15/01/22	OUI	267	123	OUI	NON
URTACA/Urtaca	V0	OUI	13/04/23	OUI	442	34	OUI	NON
VALLE DI ROSTINO/Valle di Rustinu	V0	OUI	04/06/22	OUI	169	46	OUI	NON
VILLE DE PIETRABUGNO/E Ville di Petrabugnu	V0	OUI	27/09/22	OUI	1756	138	OUI	NON
VILLE DI PARASO/ E Ville di Parasu	V0	OUI	23/12/21	OUI	200	73	OUI	NON
VIVARIO/ Vivariu	V0	sans objet	14/04/23	OUI	322	82	NON	NON
TOTAL					18913	3 085,31		
Début de l'action en 2023								
Début de l'action en 2022								
Début de l'action en 2021								

Participations diverses

Les agents ont participé, courant 2023, à des actions diverses :

◇ Participations à des groupes de travail, réunions, visites....:

- groupe de travail « Défrichement », réunissant tous les partenaires concernés par ce sujet,
- groupe de travail « sylvo-pastoralisme »
- comité de ressources en eau
- GT élevage du RMT agroforesterie
- conseil d'exploitation du Lycée Agricole de Sartène,
- journée « Sylvo-Pasto » au campus agri Corsica de SARTENE
- comités de pilotage des sites Natura 2000, Fango, Réginu, Tartagine, Renoso, Tavignano, San Petrone, Porto-Vecchio /Sotta.....
- visites de terrains, à la demande du Conservatoire du Littoral, pour analyse du potentiel agro-pastoral sur certains sites leur appartenant à l'échelle de la Région Corse. Ces visites sont un préalable à l'élaboration de conventions pluriannuelles de pâturage au profit des agriculteurs
- atelier IGN sur le LIDAR
- organisation et participation à un reportage de FR3-Corse pour le « Corsica Sera » sur le rôle des éleveurs dans prévention des incendies, chez Jean-Michel MARCHI à AMBIEGNA.
- visites de terrains sur la mesure « plantons des haies »
- participation au Conseil d'Administration de l'AFAC
- intervention dans le cadre du stage 21 heures : présentation du portail TéléPac et présentation des dispositifs MAEC surfaciques et forfaitaire

◇ Participations à des études :

- participation à la mise à jour de la PRMF Bavella, à la révision du PLPI Balagne
- contribution à l'élaboration des DOCOBAS du Canale de l'Ostriconi et de Santa Reparata di Balagna
- participation aux groupes de travail dans le cadre du programme pour la Forêt et le bois de Corse (PFBC) 2021-2030
- participation au Projet Alimentaire Territorial (PAT) initié par la Communauté de communes Fiumorbu Castellu

- participation au suivi des mesures mises en place entre la CDC et des agriculteurs dans le cadre du dossier de dérogation « espèces protégées » du projet d'aménagement routier donnant accès à l'aéroport de Figari qui vise à valoriser la fonction de préservation de la population de tortues d'Hermann et de son habitat sur la base d'une valorisation économique et de la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles appropriées.

◇ des colloques, congrès et séminaires :

- participation à différents ateliers organisés dans le cadre des Assises de la Forêt et du bois
- projet GOLIAT, participation à 3 journées dédiées à la sensibilisation au risque incendie et l'aménagement du territoire, à l'historique des feux et à la restitution du projet GOLIAT
- participation et intervention dans le cadre de séminaires organisés par la Fédération Nationale des Communes Forestières (FN COFOR) sur les thématiques liées à la prévention des incendies et aux OLD
- participation au séminaire annuel de l'AFAC
- participation à la journée « Croisons les regards » qui réunit les spécialistes français autour des nouveautés en matière d'agroforesterie.





Organisme payeur



Division Engagements et valorisation des aides publiques

Cette Division a pour mission d'engager comptablement et juridiquement les dossiers d'aide publique, financés par les bailleurs de fonds institutionnels dans le cadre national et/ou européen des programmes. Elle réalise le contrôle de la conformité des plans de financements prévus à l'instruction avant et après programmation, procède à la vérification réglementaire et administrative des engagements, à la création des dossiers dans les différentes bases informatiques dédiées, à la vérification de la disponibilité des crédits. Elle échange si nécessaire avec la cellule pilotage des crédits extérieurs en matière de disponibilité d'enveloppe, procède à l'édition et à la transmission des actes d'engage-

ment aux bénéficiaires.

Elle participe par ailleurs aux réponses des contrôles diligents sur les dossiers d'aide pour ce qui concerne leur engagement juridique ; elle s'assure de l'adéquation des trames d'instruction des aides publiques au regard des engagements relatifs à la convention et au dispositif d'aide.

La Division veille en appui à l'instruction, à la bonne mise en œuvre du cadre de performance lié aux indicateurs annuels définis pour le FEADER pour chacun des dispositifs ; et produit des statistiques visant à consolider et suivre l'évolution des données concernant l'ensemble des dossiers d'aides.

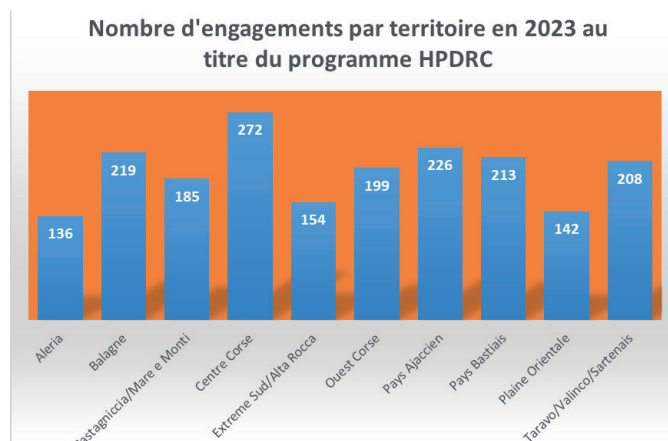
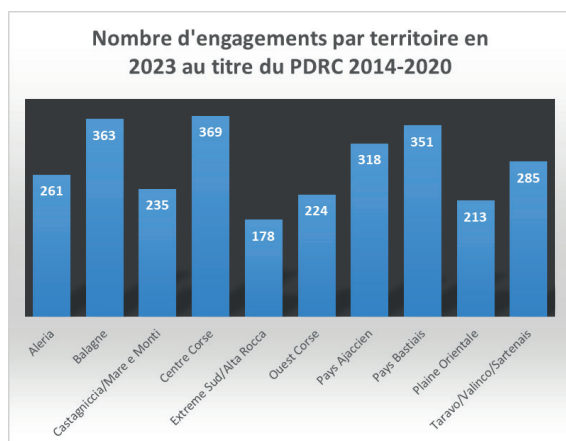
Nombre d'engagements juridiques en 2023 par territoire et par mesure hors PDRC

	Aleria	Balagne	Castagniccia Mare e Monti	Centre Corse	Extreme Sud/Alta Rocca	Ouest Corse	Pays Ajaccien	Pays Bastiais	Plaine Orientale	Taravo/ Valinco/ Sartenais	Total général
HPDRC	136	219	185	272	154	199	226	213	142	208	1954
149				2			3	3	1	3	12
DIVERS	51	46	51	38	44	56	78	62	61	46	533
dont AAPC				1		1	1	1			4
dont AIDCONSEIL			3								3
dont AIDEVITI								2			2
dont AITA							1	2			3
dont AS/INVAGRI	1	4		1		1	3	3	3	4	20
dont CCPA	1	1	12	3	1		1	3	1		23
dont CREAVERGER		2		1			1				4
dont IAA			2				1				3
dont INVAGRI	32	22	22	25	28	32	42	34	30	20	287
dont MISEENVAL	16	14	12	7	11	19	21	14	25	19	158
dont SA40417	1	3			3	2	5	3		3	20
dont TEMPFAB19						1	1				2
dont TEMPOCT21									2		2
dont VITIFAMJA					1		1				2
FONCIER								1		1	2
FORET	1			3	1		2		1		8
OS-01				1				2			3
OS-02								1			1
OS-03	80	170	111	221	109	143	134	130	76	158	1332
OS-08								2			2
OS-09								1			1
OS-10								2			2
OS-12	1		1								2
OS-14								1			1
OS-19							1	1			2
PAM 21-25	3	3	22	7			8	7	3		53
TOTAL HPDRC	136	219	185	272	154	199	226	213	142	208	1954

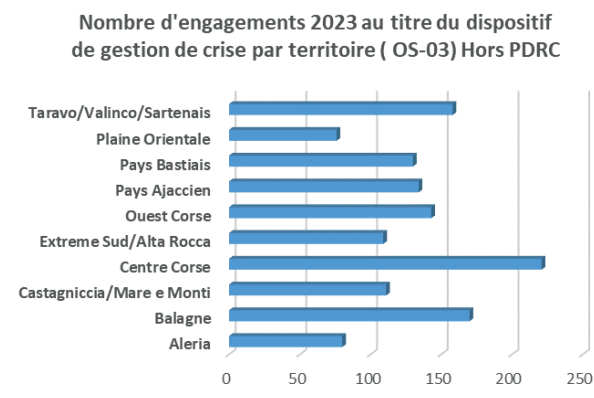
Nombre d'engagements juridiques en 2023 par territoire et par mesure PDRC

Mesures	Aleria	Balagne	Castagniccia Mare e Monti	Centre Corse	Extreme Sud/Alta Rocca	Ouest Corse	Pays Ajaccien	Pays Bastiais	Plaine Orientale	Taravo/Valinco/Sartenaïs	Total général
1			3								3
4	32	35	20	18	25	29	48	37	25	25	294
5				1			2				3
6	4	12	4	13	5	6	6	13	2	15	80
7	1	9	5	2	4	1	6	3			31
8	2	2	4	2	5		12	1	4	2	34
10	2	5		2	3	2	11	3	4	3	35
11	16	10	8	7	6	5	10	18	10	6	96
13	197	274	184	324	128	181	219	272	167	233	2179
19	7	16	7		2		2	3	1	1	39
20							2	1			3
TOT.PDRC	261	363	235	369	178	224	318	351	213	285	2797

Le nombre d'engagements en 2023 au titre du PDRC s'établit à 2 797 opérations, contre 1 954 opérations d'engagement sur le programme Hors PDRC, soit un total de 4 751 engagements répartis par territoire comme suit :

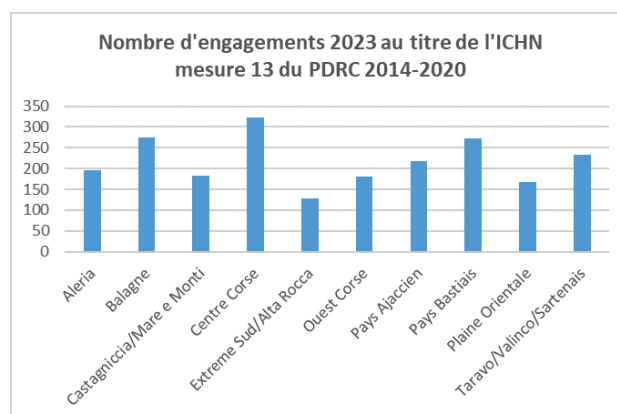


On remarquera que la mesure OS-03 correspondant au dispositif de gestion de crise CdC, enregistre 1 332 engagements (impact de l'aide Ukraine), soit un taux de 47,6 % du total des engagements du programme Hors PDRC. Ce sont les territoires du Centre Corse (641), de la Balagne (582) et du Pays Bastiais (564) qui concentrent le plus engagements d'aides au titre de 2023 pour les deux programmes concernés.



Au titre du dispositif de gestion crise le Centre Corse ressort en tête avec 221 engagements, contre la Balagne avec 170 engagements, et le Taravu/Valincu/Sartinesu avec 158 engagements en 2023.

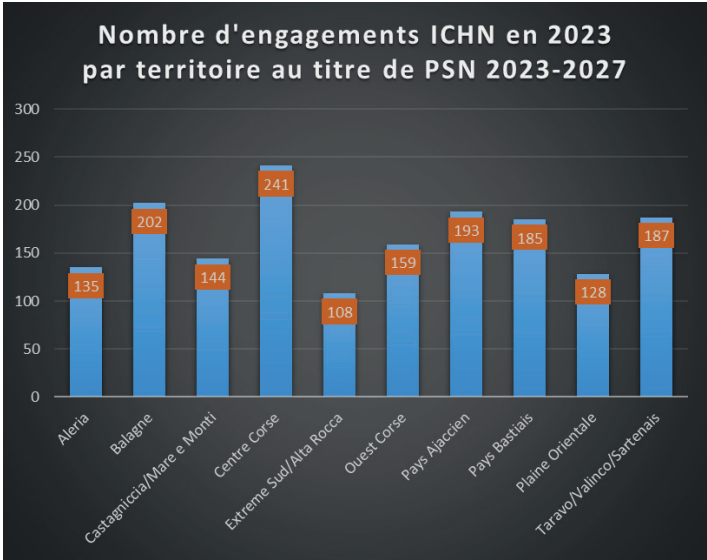
Au titre du PDRC 2014-2020, la mesure n°13 ICHN avec 2 179 engagements représente environ 46 % du total des engagements 2023 enregistrés sur le programme, et se répartit par territoire selon le tableau ci-contre.



Nombre d'engagements juridiques en 2023 par territoire et par mesure PSN

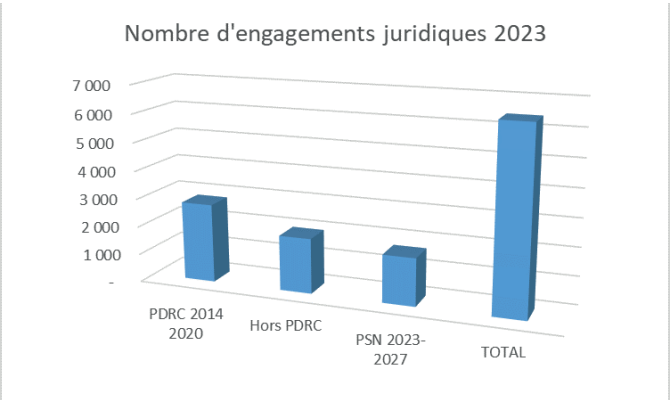
Les engagements enregistrés en 2023 ne concernent que la mesure ICHN au titre du PSN 2023-2027. Ils s'établissent à 1 682 opérations, répartis par territoire dans le tableau suivant :

Étiquettes de lignes	Aleria	Balagne	Castagniccia/Mare e Monti	Centre Corse	Extrême Sud/Alta Rocca	Ouest Corse	Pays Ajaccien	Pays Bastiais	Plaine Orientale	Taravo/Valinco/Sartenais	Total général
71.04	88	193	82	225	108	158	173	148	98	187	1460
71.05	13	9	43	6		1	20	30	27		149
71.06	34		19	10				7	3		73
Total général	135	202	144	241	108	159	193	185	128	187	1682



En synthèse, le nombre d'engagements juridiques tous programmes confondus en 2023 s'établit à 6 438 opérations, à savoir en moyenne 30 engagements relatifs aux aides par jour travaillé.

Eléments	Nombre d'engagements juridiques 2023
PDRC 2014 2020	2 797
Hors PDRC	1 954
PSN 2023-2027	1 687
TOTAL	6 438
Nombre jours travaillés 2023	214
Nombre d'engagements moyen/jour	30

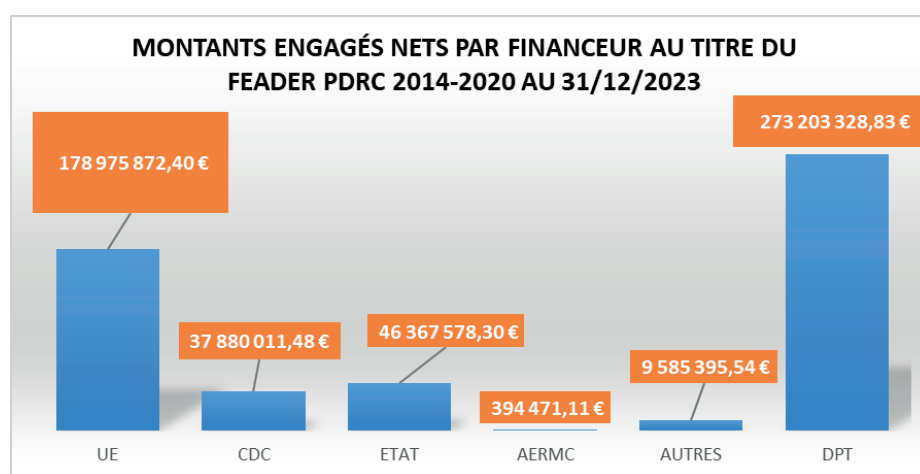


Montants des engagements nets cumulés au 31/12/2023 au titre du FEADER PDRC 2014-2020

Montants des engagements nets cumulés au titre du FEADER cofinancé 2014-2020

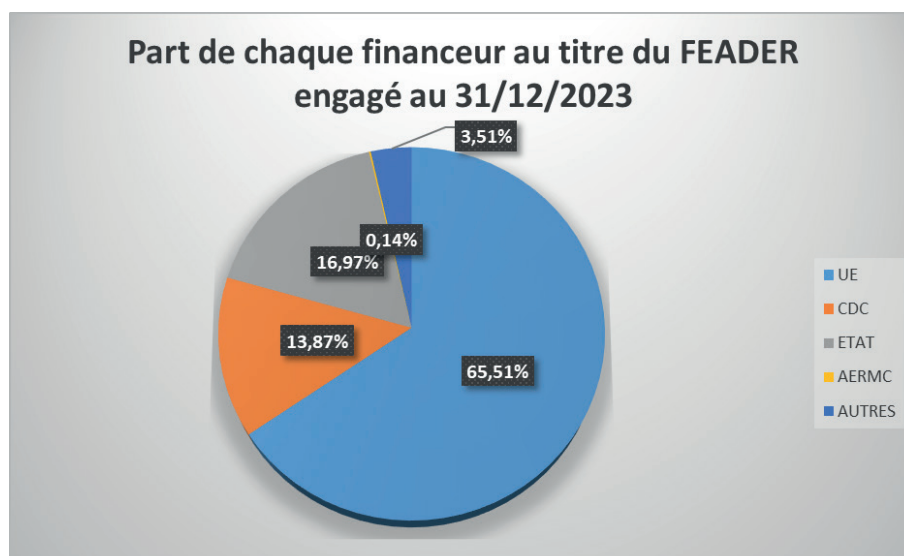
Conformément au rapport annuel de mise en œuvre des crédits d'intervention au titre du FEADER PDRC 2014-2020 (2ème pilier de la PAC) au 31/12/2023, les montants nets cumulés engagés* tous financeurs confondus, s'établissent à environ 273 M€. L'acronyme FEADER concerne les crédits d'intervention agricole, rurale et forestière européens FEADER, appelant obligatoirement une contrepartie nationale à travers les opérations financées.

L'histogramme décliné infra, permet de visualiser cette situation au regard des contributeurs publics dédiés au programme.



*Les montants nets cumulés engagés intègrent les engagements bruts et les désengagements effectués.

Les crédits UE FEADER représentent 66 % environ de l'ensemble des crédits d'intervention au titre du programme FEADER engagés par l'office au 31/12/2023, Les contreparties nationales s'établissant tous financeurs confondus à hauteur d'environ 34 %.

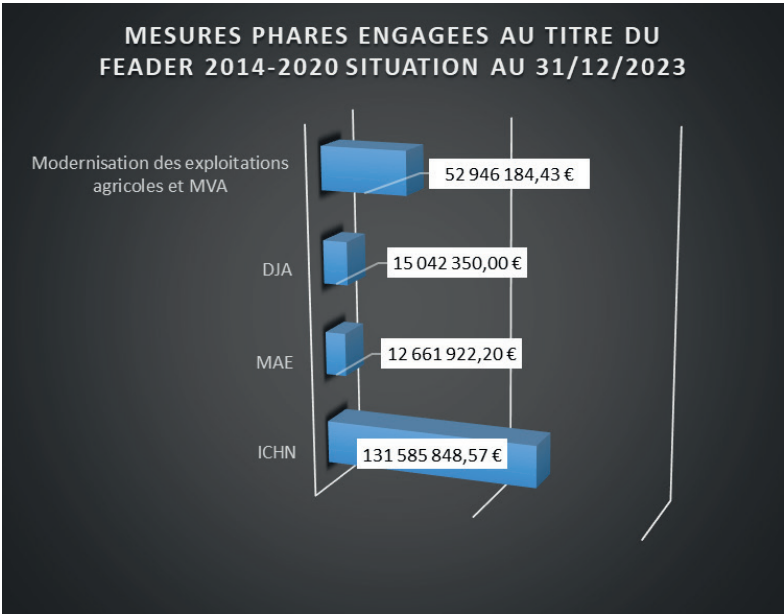


Engagements nets cumulés au 31/12/2023

Les montants engagés nets cumulés au 31/12/2023 en euros, par mesure du FEADER 2014-2020, et par financeur, se déclinent dans le tableau ci-dessous :

Sous Mesure	Opération	Intitulé	Priorité	Domaine prioritaire	S/Priorité	FEADER UE	FEADER CdC	FEADER ETAT	FEADER AEMRC	FEADER CPN AUTRES (Paiement dissocié et autofinancement)	Dépenses publiques totales
1.1	0	1.1 - Formation professionnelle	P2	A	P2A	133 508,62	33 378,01	-	-	-	166 886,63
1.1	0	1.1 - Formation professionnelle	P3	A	P3A	-	-	-	-	-	-
1.1	0	1.1 - Formation professionnelle	P4	B	P4B	-	-	-	-	-	-
1.1	0	1.1 - Formation professionnelle	P5	E	P5E	-	-	-	-	-	-
1.3	1	1.3.1 - Stages d'acquisition de compétences	P2	A	P2A	-	-	-	-	-	-
1.3	1	1.3.1 - Stages d'acquisition de compétences	P5	E	P5E	-	-	-	-	-	-
1.3	2	1.3.2 - Echange	P2	A	P2A	202 691,13	50 672,83	-	-	-	253 363,96
1.3	2	1.3.2 - Echange	P3	A	P3A	-	-	-	-	-	-
1.3	2	1.3.2 - Echange	P4	B	P4B	-	-	-	-	-	-
1.3	2	1.3.2 - Echange	P5	E	P5E	-	-	-	-	-	-
2.1	0	2.1 - Conseil installation	P2	B	P2B	-	-	-	-	-	-
3.1	0	3.1 - Participation des agriculteurs aux régimes de qualité alimentaire	P3	A	P3A	-	-	-	-	-	-
3.2	0	3.2 - Promotion des produits sous signes officiels de qualité	P3	A	P3A	-	-	-	-	-	-
4.1	1	4.1.1 - Mise en valeur	P2	A	P2A	4 072 902,66	4 072 906,95	-	-	-	8 145 809,61
4.1	2	4.1.2 - Exploitations agricoles Amélioration des infrastructures et des équipements des exploitations agricoles	P2	A	P2A	20 771 538,59	14 346 347,46	6 282 763,90	-	-	41 400 649,95
4.1	2 P1	4.1.2 - Exploitations agricoles Amélioration des infrastructures et des équipements des exploitations agricoles P1	P2	A	P2A	2 729 369,48	-	-	-	-	2 729 369,48
4.1	3 P1	4.1.3 - Pasto arbo JA				165 789,55	165 789,55	-	-	-	331 579,10
4.1	3 P1	4.1.3 - Pasto arbo JA P1	P4	A	P4A	338 776,29	-	-	-	-	338 776,29
4.2	1	4.2.1 - IAA	P3	A	P3A	1 295 707,57	1 295 707,64	-	-	-	2 591 415,21
4.3	1	4.3.1 - Aménagement agricole et pastoral	P2	A	P2A	611 668,01	756 913,90	-	-	-	1 368 581,91
4.3	2	4.3.2 - Infrastructures forestières	P5	E	P5E	428 258,78	341 107,13	87 151,66	-	-	856 517,57
4.3	3	4.3.3 - Aménagement hydraulique	P5	A	P5A	-	-	-	-	-	-
4.4	1	4.4.1 - Equipements liés à l'environnement	P4	A	P4A	-	-	-	-	-	-
5.2	0	5.2 - Reconstitution des châtaigneraies	P3	B	P3B	257 597,70	257 597,80	-	-	-	515 195,50
6.1	0	6.1 - DJA - Dotation d'installation en faveur de jeunes agriculteurs.	P2	B	P2B	10 326 050,00	1 748 050,00	2 968 250,00	-	-	15 042 350,00
6.3	0	6.3 - Aide au démarrage de petites exploitations	P2	B	P2B	-	-	-	-	-	-
6.4	1	6.4.1 - Diversification vers des activités non-agricoles	P6	A	P6A	777 222,79	777 222,84	-	-	-	1 554 445,63
6.4	2	6.4.2 - Développement des entreprises en milieu rural	P5	E	P5E	716 932,48	535 669,68	181 662,89	-	-	1 434 265,05
6.4	2	6.4.2 - Développement des entreprises en milieu rural	P6	A	P6A	972 736,65	980 377,11	-	-	-	1 953 113,76
7.1	1	7.1.1 - Planification et regroupement du foncier	P6	B	P6B	253 660,67	253 660,69	-	-	-	507 321,36
7.1	2	7.1.2 - DOCOB	P4	A	P4A	24 940,00	12 470,00	-	-	12 470,00	49 880,00
7.2	0	7.2 - Raccordement des agriculteurs au réseau électrique	P2	A	P2A	941 725,40	912 381,86	-	-	29 343,54	1 883 450,80
7.4	0	7.4 - Investissements dans la mise en place, l'amélioration ou le développement des services de base à la population	P6	B	P6B	4 312 307,13	2 171 098,46	-	-	1 864 159,63	8 347 565,22
7.5	0	7.5 - Investissements à usage public favorisant les activités touristiques et l'accueil du public en montagne	P6	B	P6B	-	-	-	-	-	-
7.6	1	7.6.1 - Investissements publics dans les zones naturelles, les sites Natura 2000 et les zones à haute valeur naturelle	P4	A	P4A	690 880,07	409 925,19	-	-	280 954,88	1 381 760,14
7.6	2	7.6.2 - Patrimoine culturel matériel et immatériel	P6	B	P6B	22 500,00	13 500,00	-	-	9 000,00	45 000,00
7.6	3	7.6.3 - Circuits de découvertes patrimoniaux	P6	B	P6B	1 992 361,10	1 195 416,24	-	-	796 944,86	3 984 722,20
7.6	4	7.6.4 - Animation et sensibilisation dans les zones rurales en vue de leur protection, de la préservation et de l'amélioration de la qualité environnementale et paysagère	P4	A	P4A	1 402 956,15	-	-	-	1 402 956,15	2 805 912,30
8.3	0	8.3 - Investissements de Défense Forestière Contre l'Incendie (DFCI) et actions de prévention.	P4	A	P4A	1 677 506,78	-	-	-	1 677 506,78	3 355 013,56
8.5	0	8.5 - Opérations sylvicoles améliorant la résilience des forêts et renforçant leur caractère d'utilité publique	P5	E	P5E	279 763,35	157 608,69	122 154,69	-	-	559 526,73
8.6	0	8.6 - Investissements visant à l'amélioration des pratiques d'exploitation forestière et de transformation des produits forestiers	P5	E	P5E	1 308 474,21	1 243 076,66	66 102,13	-	-	2 617 653,00
10.1	0	10.1 - engagements agroenvironnementaux et climatiques	P4	A/B/C	P4A/B/C	5 928 753,76	3 125 404,18	2 604 264,69	193 293,87	-	11 851 716,50
10.1	41	10.1.4.1 - Races menacées	P4	A	P4A	160 585,00	160 585,00	-	-	-	321 170,00
10.1	42	10.1.4.2 - Amélioration du pouvoir pollinisateur de l'abeille	P4	A	P4A	244 517,85	244 517,85	-	-	-	489 035,70
11.1	0	11.1 - Conversion à l'Agriculture Biologique	P4	B	P4B	5 089 810,81	604 573,25	977 821,19	201 177,24	-	6 873 382,49
11.2	0	11.2 - Maintien de l'Agriculture Biologique	P4	B	P4B	1 256 715,83	235 353,34	181 118,94	-	-	1 673 188,11
13.1	0	13.1 - Paiement d'indemnités en faveur des zones de montagne	P4	A	P4A	76 330 311,36	-	25 602 898,41	-	-	101 933 209,77
13.1	0 P1	13.1 - Paiement d'indemnités en faveur des zones de montagne P	P4	A	P4A	16 430 978,26	-	5 317 804,86	-	-	21 748 783,12
13.2	0	13.2 - Paiement d'indemnités en faveur d'autres zones soumises à des contraintes spécifiques	P4	A	P4A	4 225 573,78	-	1 408 016,09	-	-	5 633 589,87
13.2	0 P1	13.2 - Paiement d'indemnités en faveur d'autres zones soumises à des contraintes spécifiques				727 519,07	-	242 507,40	-	-	970 026,47
13.3	0	13.3 - Paiement d'indemnités en faveur d'autres zones soumises à des contraintes spécifiques	P4	A	P4A	975 177,89	-	325 061,45	-	-	1 300 239,34
16.1	0	16.1 - Projet de coopération dans le cadre du Partenariat Européen de l'Innovation (PEI)	P2	A	P2A	-	-	-	-	-	-
16.1	0	16.1 - Projet de coopération dans le cadre du Partenariat Européen de l'Innovation (PEI)	P5	E	P5E	-	-	-	-	-	-
16.2	0	16.2 - Projets pilotes et collectifs visant à l'innovation technologique ou organisationnelle	P2	A	P2A	-	-	-	-	-	-
16.2	0	16.2 - Projets pilotes et collectifs visant à l'innovation technologique ou organisationnelle	P5	E	P5E	-	-	-	-	-	-
19.1	0	19.1 - Soutien Préparatoire aux stratégies de développement local (SDL)	P6	B	P6B	79 614,59	19 903,64	-	-	-	99 518,23
19.2	0	19.2 - Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement (S.L.D)	P6	B	P6B	6 214 039,57	1 553 509,65	-	-	116 534,76	7 884 083,98
19.3	0	19.3 - Préparation et mise en œuvre des activités de coopération des GAL	P6	B	P6B	21 025,34	5 256,34	-	-	6 521,64	32 803,32
19.4	0	19.4 - Fonctionnement et Animation des GAL	P6	B	P6B	1 600 235,70	200 029,54	-	-	405 814,88	2 206 080,12
20.	0	20 - AT	HP		HP	2 983 188,43	-	-	-	2 983 188,43	5 966 376,86
TOTAUX						178 975 872,40	37 880 011,48	46 367 578,30	394 471,11	9 585 395,54	273 203 328,83

Les quatre mesures ou groupe de mesures phares en termes d’engagement sont : l’Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels (ICHN), la modernisation des exploitations et les mises en valeur agricole, la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) et les Mesures Agroenvironnementales (MAE), qui représentent à elles seules 78% des engagements du programme au 31/12/2023.



Montants des engagements nets cumulés au titre du FEADER EURI 2014-2020

Suite à la pandémie de COVID-19, le 18 novembre 2020, le Parlement et le Conseil Européen concluaient les négociations visant à encourager la relance et à préparer une relance verte, numérique et résiliente de l’économie européenne (REACT-EU).

A ce titre, pour le FEADER EURI, l’enveloppe supplémentaire engagée est venue soutenir la compétitivité et l’adaptation des exploitations agricoles, l’amélioration de la gestion des ressources pastorales et traditionnelles, la prévention des incendies, et les industries agro-alimentaires. Il s’agit de mesures qui ont été financées à 100 % par de crédits UE FEADER.

Au 31/12/2023, la mesure « Amélioration de la gestion des ressources pastorales et traditionnelles, et prévention des incendies » atteint un niveau d’engagement supplémentaire par rapport au FEADER de base de 4 M€, et la mesure « Industries agro-alimentaires » culmine à 3,6 M€.

Mesure	Opération	Intitulé	Priorité	Domaine prioritaire	S/Priorité	FEADER EURI UE	FEADER CdC	FEADER ETAT	FEADER AERMC	FEADER CPN paiement dissocié	Dépenses publiques totales
4.1	1	4.1.2 Exploitations agricoles Amélioration des infrastructures et des équipements des exploitations agricoles	P2	A	P2A	124 514,24	-	-	-	-	124 514,24
4.1	2	4.1.2 Exploitations agricoles Amélioration des infrastructures et des équipements des exploitations agricoles	P2	A	P2A	138 789,37	-	-	-	-	138 789,37
4.1	3	4.1.3 Pâture arboré	P2	A	P4A	4 004 586,25	-	-	-	-	4 004 586,25
4.2	1	4.2.1 IAA				3 600 000,00	-	-	-	-	3 600 000,00
TOTALUX						7 867 889,86	-	-	-	-	7 867 889,86

Le programme FEADER consolidé (FEADER cofinancé + FEADER EURI mono-financé par l’UE) atteint donc au 31/12/2023, en termes d’engagements tous financeurs confondus le montant de 281 071 218,69 €, soit un taux d’engagement global (hors autofinancement des structures publiques et paiements dissociés) sur crédits notifiés d’environ 90 %.

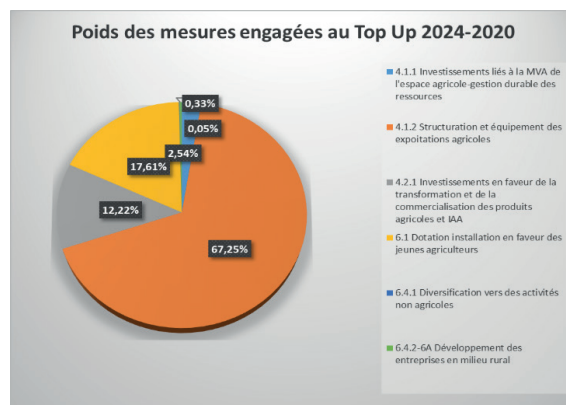
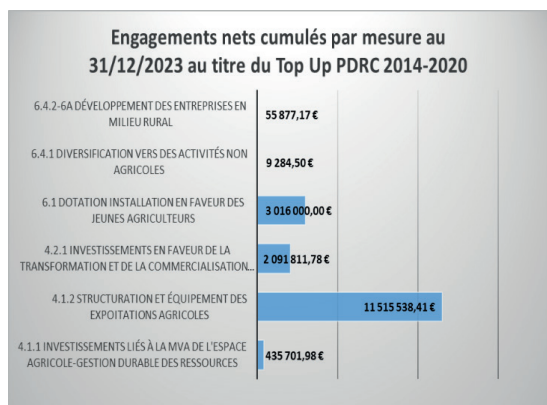
Montants des Engagements nets cumulés au titre du programme Top Up PDRC 2014-2020

Les crédits d'intervention additionnels au programme FEADER (Top Up) enregistrent un montant d'engagement net au 31/12/2023 de 17 124 213,84 €, à savoir 16 203 905,78 € au titre de la CdC, et 920 308,06 € au titre de l'Etat.

Sous-programme	Mesure	Sous-mesure	Opération	UE	Autres	CdC	Etat	Total
TOPUP	1	3 2-2A				-		-
	4	1	1			435 701,98		435 701,98
			2			11 226 480,35	289 058,06	11 515 538,41
		2	1			2 091 811,78		2 091 811,78
	6	1	0			2 384 750,00	631 250,00	3 016 000,00
		4	1			9 284,50		9 284,50
			2-6A			55 877,17		55 877,17
Total TOPUP						16 203 905,78	920 308,06	17 124 213,84

La mesure 4.1.2 « structuration et équipement des exploitations agricoles » du Top Up occupe une part prépondérante au niveau des engagements opérés, à savoir 11,5 M€ sur les 17,1 M€ engagés en cumul, soit environ 67 % du total engagé sur le programme.

La mesure 6.1 « Dotation à l'installation en faveur des jeunes agriculteurs » enregistre quant à elle, un niveau d'engagement d'environ 3 M€, et la mesure 4.2.1 « investissements en faveur de la transformation et de la commercialisation » un montant légèrement supérieur à 2 M€.



Montants des engagements nets cumulés au titre du programme Hors PDRC 2014-2020

Les engagements nets au 31/12/2023 au titre du programme Hors PDRC 2014-2020, se fixent à hauteur de 101 960 704,55 €, soit 73 322 991,73 € au titre du programme Hors Feader et Top Up (HFTUP), et 28 637 712,82 € au titre du programme Opérations Spécifiques (OS), tels que déclinés ci-après.

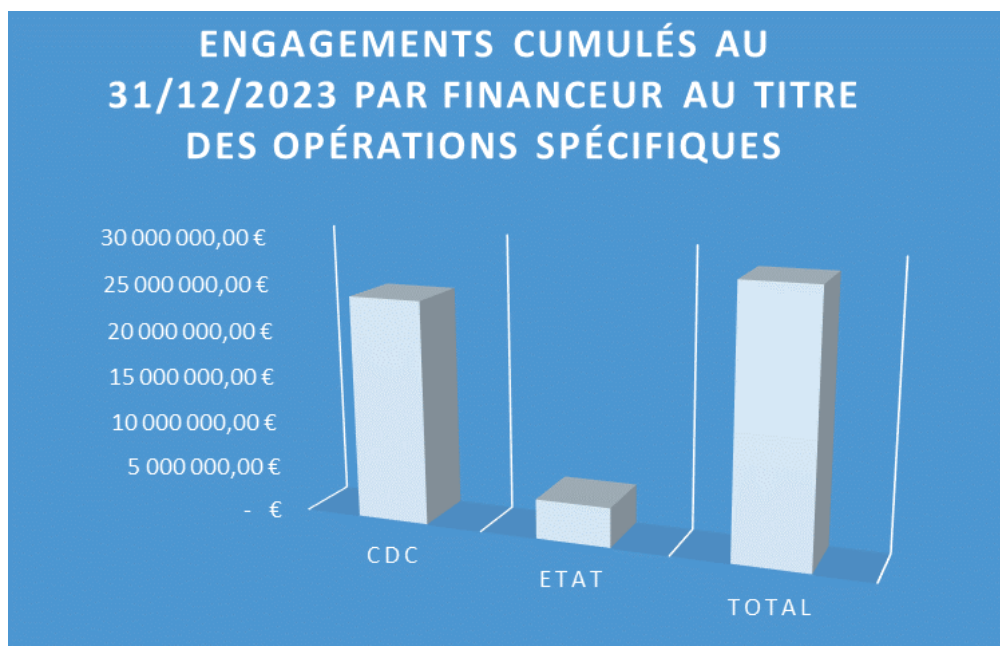
La Collectivité de Corse (CdC) représente quasiment 100 % des crédits engagés sur le programme Hors Feader et Top Up.

Mesure	CdC	Etat	Total Général
HFTUP	73 263 789,02	59 202,71	73 322 991,73
DIVERS	39 759 039,42	59 202,71	39 818 242,13
413	38 955,74		38 955,74
421	44 490,00		44 490,00
AAPC	1 408 623,07		1 408 623,07
AIDCONSEIL	621 339,33		621 339,33
AIDEVITI	652 366,58		652 366,58
AIDINSTAJA	340 000,00		340 000,00
AITA	63 803,00	59 202,71	123 005,71
AS/INVAGRI	2 921 693,65		2 921 693,65
CCPA	1 037 962,82		1 037 962,82
CHATAIGNER	78 624,65		78 624,65
CREAVERGER	417 704,88		417 704,88
ECORURALE	119 174,53		119 174,53
IAA	871 357,28		871 357,28
INVAGRI	17 220 500,15		17 220 500,15
INVCOLLPMA	40 322,96		40 322,96
MISEENVAL	7 945 028,49		7 945 028,49
PLANINVCOL	370 627,62		370 627,62
SA40417	4 137 430,24		4 137 430,24
TEMPFAB19	258 779,27		258 779,27
TEMPOCT21	23 450,90		23 450,90
VITIFAMJA	1 146 804,26		1 146 804,26
Foncier	196 370,28		196 370,28
1	196 370,28		196 370,28
Foret	1 582 342,76		1 582 342,76
1	1 392 537,16		1 392 537,16
DE MINIMIS	176 178,00		176 178,00
SA 41595	13 627,60		13 627,60
PAM 21-25	11 408 208,96		11 408 208,96
1	8 172 570,45		8 172 570,45
2	3 235 638,51		3 235 638,51
PDA 15-18	20 317 827,60		20 317 827,60
1	14 205 209,75		14 205 209,75
2	6 112 617,85		6 112 617,85

Mesure	CdC	Etat	Total Général
OS	24 389 745,48	4 247 967,34	28 637 712,82
149		3 208 395,12	3 208 395,12
13		133 474,65	133 474,65
21		23 452,00	23 452,00
22		1 600,00	1 600,00
23		1 695 574,71	1 695 574,71
24		877 671,89	877 671,89
26		476 621,87	476 621,87
154		1 039 572,22	1 039 572,22
13		629 802,46	629 802,46
14		409 769,76	409 769,76
OS-01	2 561 761,86		2 561 761,86
SAFER	2 561 761,86		2 561 761,86
OS-02	3 383 907,63		3 383 907,63
PROMOTION	3 383 907,63		3 383 907,63
OS-03	9 079 089,08		9 079 089,08
GEST CRISE	9 079 089,08		9 079 089,08
OS-04	29 923,69		29 923,69
DESENDET02	29 923,69		29 923,69
OS-05	21 925,75		21 925,75
CERTIF CT	21 925,75		21 925,75
OS-06	76 500,00		76 500,00
TRANSF BOI	76 500,00		76 500,00
OS-08	925 617,69		925 617,69
CAMP CTRL	925 617,69		925 617,69
OS-09	178 733,16		178 733,16
GAR BANCIA	178 733,16		178 733,16
OS-10	2 022 941,50		2 022 941,50
FRAIS FDS DE FI	362 083,00		362 083,00
PRET HONNE	1 660 858,50		1 660 858,50
OS-11	900 000,00		900 000,00
GAR BANCIA	900 000,00		900 000,00
OS-12	1 300 000,00		1 300 000,00
FI AIN AFP	1 300 000,00		1 300 000,00
OS-14	3 298 246,61		3 298 246,61
SIA	3 298 246,61		3 298 246,61
OS-16	57 236,20		57 236,20
CERTBOIS C	57 236,20		57 236,20
OS-19	553 862,31		553 862,31
LABO ANALY	553 862,31		553 862,31

Au titre du programme Opérations Spécifiques, la CdC occupe encore une place prépondérante dans les crédits engagés au titre des interventions, elle affiche un montant d'engagement toutes mesures confondues de 24 389 745,48 € contre 4 247 967,34 € pour l'Etat.

Le taux global d'engagement sur crédits notifiés est de l'ordre de 91 % au 31/12/2023 pour le programme Hors PDRC.



Montants des engagements nets cumulés concernant le Feader-PSN 2023-2027

Le total engagé concernant le nouveau programme Feader-PSN 2023-2027 s'établit au 31/12/2023 à 9 556 616,47 €, au titre de l'ICHN 2023 (mesures 71.04, 71.05, 71.06), en année 1 de la programmation 2023-2027, au taux de cofinancement 65%/35% (UE/ETAT).

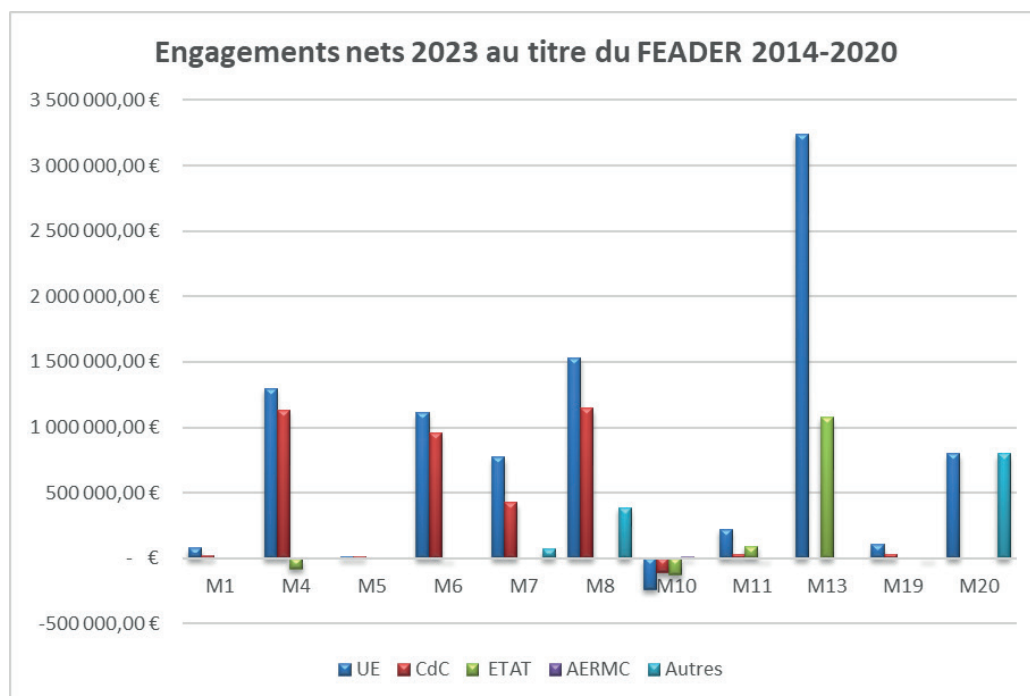
Programme	Mesure	Sous-mesure	Opération	UE	CdC	Etat	Total
-----------	--------	-------------	-----------	----	-----	------	-------

Somme de MONTANT_ENGAGEMENT							
SOUS_PROGRAMME	MESURE	SOUS_MESURE	OPERATION	UE	CDC	ETAT	Total général
FEADER	70.03		0	0	-	-	-
	70.22		0	0	-	-	-
	70.23		0	0	-	-	-
	70.24		0	0	-	-	-
	70.25		0	0	-	-	-
	70.29		0	0	-	-	-
	70.30		0	0	-	-	-
	71.04		0	5 803 813,91		3 125 139,75	8 928 953,66
	71.05		0	263 230,12		141 740,24	404 970,36
	71.06		0	144 749,76		77 942,69	222 692,45
	73.09		0	0	-	-	-
		(vide)	(vide)		-	-	-
	73.10		0	0	-	-	-
	73.11	A IAA		0	-	-	-
		B FORET		0	-	-	-
	73.12	A SERV_BASE		0	-	-	-
		B INFRA_HYDRO_ELEC		0	-	-	-
		C INFRA_FORET		0	-	-	-
		D DFCI		0	-	-	-
	73.13	A NATURA 2000		0	-	-	-
		B SYLVICULTURE		0	-	-	-
	75.03		0	0	-	-	-
	77.05		0	0	-	-	-
	AT.ET		0	0	-	-	-
Total FEADER PSN 2023-2027				6 211 793,79	-	3 344 822,68	9 556 616,47

Montants des engagements nets sur l'exercice 2023 concernant le Feader PDRC 2014-2020

Mesures	intitulés	UE	CdC	ETAT	AERMC	Autres	DPT
M1	Transfert de connaissance et action d'information	77 306,43 €	19 326,61 €				96 633,04 €
M4	Investissements physiques	1 295 325,12 €	1 130 313,91 €	- 83 885,35 €			2 341 753,68 €
M5	Reconstitution du potentiel de production agricole	14 636,58 €	14 636,58 €				29 273,16 €
M6	Développement des exploitations et des entreprises	1 109 948,01 €	959 038,21 €	- 8 500,00 €			2 060 486,22 €
M7	Service de base en zone rurale	770 189,45 €	424 116,96 €			69 023,45 €	1 263 329,86 €
M8	Investissements dans le développement des zones forestières	1 533 488,30 €	1 147 081,94 €			387 110,93 €	3 067 681,17 €
M10	Mesure 10- Agroenvironnement et climat	- 238 774,41 €	- 113 868,24 €	- 130 765,83 €	57,77 €		- 483 350,71 €
M11	Agriculture Biologique	223 469,56 €	29 483,25 €	91 963,99 €	- 3 641,37 €		341 275,43 €
M13	Paieement en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou spécifiques	3 242 894,08 €		1 080 641,79 €			4 323 535,87 €
M19	Leader	104 839,16 €	31 965,92 €			- 5 755,99 €	131 049,09 €
M20	Asistance technique	800 241,97 €				800 241,97 €	1 600 483,94 €
TOTAUX		8 933 564,25 €	3 642 095,14 €	949 454,60 €	- 3 583,60 €	1 250 620,36 €	14 772 150,75 €

Les montants négatifs correspondent à des montants de désengagement supérieurs aux montant bruts engagés sur l'exercice 2023 ou à des désengagements simples sur la mesure concernée.



Les engagements nets 2023 au titre du Feader 2014-2020, en dépenses publiques totales, s'établissent tous financements confondus à 14,7 M€ dont 4,3 M€ au titre de l'ICHN, 3 M€ pour les investissements dans le développement des zones forestières, 2,3 M€ au bénéfice des investissements physiques, et 2 M€ concernant le développement des exploitations et des entreprises ; ce groupe de mesures représentant environ 80 % du total des engagements Feader.

Engagements nets sur l'exercice 2023 concernant le Top Up PDRC 2014-2020

MESURE	S/MESURE	OPERAT.	S/PROGRAMME	FINANCEUR	LIBELLE	Cumul engagé 2023	Cumul engagé 2022	engagements nets 2023
4	1	1	TOPUP	CDC	MISE EN VALEUR	435 701,98 €	467 102,19 €	- 31 400,21 €
4	1	2	TOPUP	CDC	MODERNISATION	11 226 480,35 €	11 831 307,80 €	- 604 827,45 €
4	1	2	TOPUP	ETAT	MODERNISATION	289 058,06 €	290 150,06 €	- 1 092,00 €
4	2	1	TOPUP	CDC	IAA	2 091 811,78 €	2 091 811,78 €	- €
6	1	0	TOPUP	CDC	DJA	2 384 750,00 €	1 976 250,00 €	408 500,00 €
6	1	0	TOPUP	ETAT	DJA	631 250,00 €	631 250,00 €	- €
6	4	1	TOPUP	CDC	DIVERSIFICATION	9 284,50 €	9 284,50 €	- €
6	4	2-6A	TOPUP	CDC	ENTREPRISE RURALE P6A	55 877,17 €	55 877,17 €	- €
TOTAUX						17 124 213,84 €	17 353 033,50 €	- 228 819,66 €

Le programme Top Up 2014-2020 a permis de soutenir la mesure DJA à travers des financements en provenance de la CdC à hauteur de 408 500 € d'engagements.

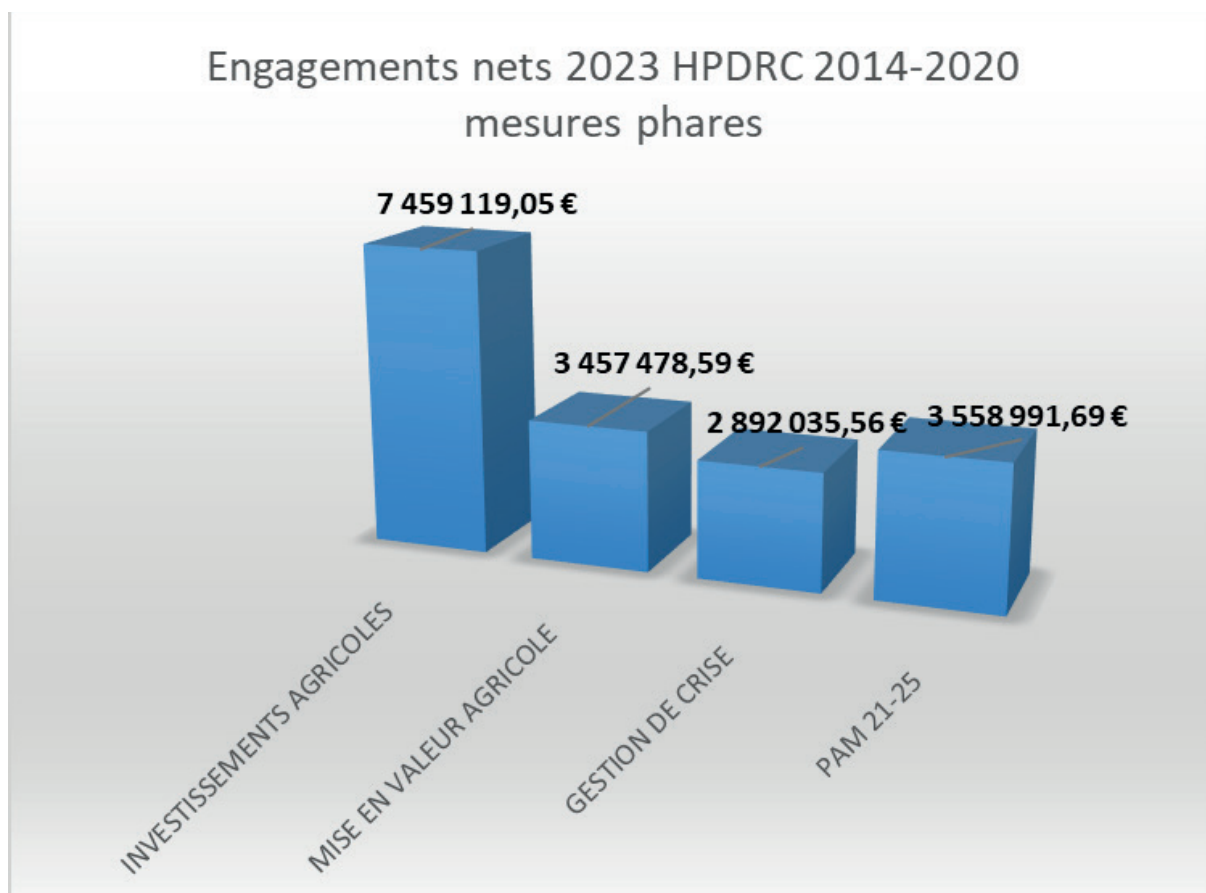
Il enregistre par ailleurs des désengagements sur les mesures « mise en valeur » et « modernisation des exploitations »

Engagements nets sur l'exercice 2023 concernant le Hors PDRC 2014-2020

MESURE	S/MESURE	OPERATION	S/PROGRAMME	FINANCEUR	Engagements cumulés 2023	Engagements cumulés 2022	Engagements nets 2023
149	13	31	OS	ETAT	5 668,15 €	5 668,15 €	- €
149	13	32	OS	ETAT	127 806,50 €	127 806,50 €	- €
149	21	2	OS	ETAT	23 452,00 €	23 452,00 €	- €
149	22	4	OS	ETAT	1 600,00 €	800,00 €	800,00 €
149	23	3	OS	ETAT	1 695 574,71 €	1 491 067,53 €	204 507,18 €
149	24	9	OS	ETAT	91 740,28 €		91 740,28 €
149	24	11	OS	ETAT	785 931,61 €	725 496,12 €	60 435,49 €
149	26	12	OS	ETAT	476 621,87 €	436 621,87 €	40 000,00 €
154	13	2	OS	ETAT	3 780,00 €	3 780,00 €	- €
154	13	3	OS	ETAT	53 400,00 €	53 400,00 €	- €
154	13	7	OS	ETAT	572 622,46 €	572 622,46 €	- €
154	14	11	OS	ETAT	409 769,76 €	399 096,76 €	10 673,00 €
DIVERS	413	1	HFTUP	CDC	38 955,74 €	38 955,74 €	- €
DIVERS	421	1	HFTUP	CDC	44 490,00 €	44 490,00 €	- €
DIVERS	AAPC	1	HFTUP	CDC	1 408 623,07 €	1 420 576,21 €	- 11 953,14 €
DIVERS	AIDCONSEIL	SA.40833	HFTUP	CDC	621 339,33 €	413 159,18 €	208 180,15 €
DIVERS	AIDEVITI	1	HFTUP	CDC	652 366,58 €	671 157,32 €	- 18 790,74 €
DIVERS	AIDINSTAJA	1	HFTUP	CDC	340 000,00 €	340 000,00 €	- €
DIVERS	AITA	1	HFTUP	CDC	63 803,00 €	42 681,44 €	21 121,56 €
DIVERS	AITA	1	HFTUP	ETAT	59 202,71 €	- €	59 202,71 €
DIVERS	AS/INVAGRI	1	HFTUP	CDC	2 921 693,65 €	2 922 038,25 €	- 344,60 €
DIVERS	CCPA		HFTUP	CDC	1 037 962,82 €	876 415,94 €	161 546,88 €
DIVERS	CHATAIGNERAIES	1	HFTUP	CDC	78 624,65 €	78 624,65 €	- €
DIVERS	CREATION VERGERS	1	HFTUP	CDC	417 704,88 €	86 910,00 €	330 794,88 €
DIVERS	ECORURALE	1	HFTUP	CDC	119 174,53 €	119 174,53 €	- €
DIVERS	IAA	1	HFTUP	CDC	871 357,28 €		871 357,28 €
DIVERS	INVESTISSEMENTS AGRICOLES	1	HFTUP	CDC	17 220 500,15 €	9 761 381,10 €	7 459 119,05 €
DIVERS	INVCOLLPMA	1	HFTUP	CDC	40 322,96 €	40 322,96 €	- €
DIVERS	MISE EN VALEUR AGRICOLE	1	HFTUP	CDC	7 945 028,49 €	4 487 549,90 €	3 457 478,59 €
DIVERS	PLANINVCOL	1	HFTUP	CDC	370 627,62 €	372 915,54 €	- 2 287,92 €
DIVERS	SA40417	1	HFTUP	CDC	4 137 430,24 €	3 451 386,28 €	686 043,96 €
DIVERS	TEMPFAB19	1	HFTUP	CDC	258 779,27 €	274 762,92 €	- 15 983,65 €
DIVERS	TEMPOCT21	1	HFTUP	CDC	23 450,90 €	- €	23 450,90 €
DIVERS	VITIFAMJA	1	HFTUP	CDC	1 146 804,26 €	1 146 804,26 €	- €
Foncier	1	0	HFTUP	CDC	196 370,28 €	168 244,48 €	28 125,80 €
Foret	1	0	HFTUP	CDC	1 392 537,16 €	1 155 859,80 €	236 677,36 €
Foret	DE MINIMIS	1	HFTUP	CDC	176 178,00 €	176 178,00 €	- €
Foret	SA 41595	1	HFTUP	CDC	13 627,60 €	13 627,60 €	- €
OS-01	SAFER	1	OS	CDC	2 561 761,86 €	1 907 761,86 €	654 000,00 €
OS-02	PROMOTION	1	OS	CDC	3 383 907,63 €	2 459 219,15 €	924 688,48 €
OS-03	GESTION DE CRISE	1	OS	CDC	9 079 089,08 €	6 187 053,52 €	2 892 035,56 €
OS-04	DESENDET02	1	OS	CDC	29 923,69 €	29 923,69 €	- €
OS-05	CERTIF CT	1	OS	CDC	21 925,75 €	21 925,75 €	- €
OS-06	TRANSFORMATION BOIS	1	OS	CDC	76 500,00 €	76 500,00 €	- €
OS-08	CAMPAGNE CONTRÔLE SIGC	1	OS	CDC	925 617,69 €	969 737,67 €	- 44 119,98 €
OS-09	GARANTIE BANCAIRE JA	FONCT	OS	CDC	178 733,16 €	107 933,16 €	70 800,00 €
OS-10	PRET HONNEUR	FONCT	OS	CDC	160 858,50 €	79 258,50 €	81 600,00 €
OS-10	PRET HONNEUR	PRET	OS	CDC	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	- €
OS-10	FRAIS FDS DE FINANCEMENT	FRAIS FDS DE FI	OS	CDC	362 083,00 €	- €	362 083,00 €
OS-11	GAR BANCJA	PRET	OS	CDC	900 000,00 €	900 000,00 €	- €
OS-12	FDS FINANCEMENT AINES + AFP	1	OS	CDC	1 300 000,00 €	1 700 000,00 €	- 400 000,00 €
OS-14	SIA	1	OS	CDC	3 298 246,61 €	2 748 246,61 €	550 000,00 €
OS-16	CERTBOIS C	1	OS	CDC	57 236,20 €	57 236,20 €	- €
OS-19	LABO ANALYSES	1	OS	CDC	553 862,31 €	381 075,66 €	172 786,65 €
PAM 21-25	1	1	HFTUP	CDC	8 172 570,45 €	5 613 817,87 €	2 558 752,58 €
PAM 21-25	2	1	HFTUP	CDC	3 235 638,51 €	2 235 399,40 €	1 000 239,11 €
PDA 15-18	1	1	HFTUP	CDC	14 205 209,75 €	14 205 209,75 €	- €
PDA 15-18	2	1	HFTUP	CDC	6 112 617,85 €	6 112 617,85 €	- €
TOTAUX					101 960 704,55 €	79 235 944,13 €	22 724 760,42 €

Le montant total net engagé en 2023 au titre du programme Hors PDRC s'établit à hauteur de 22 724 760,42 € dont 22 316 604,47 € au titre du financeur CdC et 408 155,95 € au titre de l'Etat.

Les mesures phares au titre du programme se déclinent dans l'histogramme infra :





Division Liquidation des Aides

La division liquidation des aides, c'est 9 personnes dédiées au paiement des aides aux agriculteurs et au monde rural (8 ETP en activité sur l'exercice avec deux agents en lettre de mission).

L'activité de la Division pour l'année 2023, s'est maintenue avec la mise en paiement des mesures ouvertes du Programme de Développement Rural de la Corse et du Plan Stratégique National.

Les missions, toujours aussi diversifiées, continuent de faire de la Division Liquidation des Aides un interlocuteur privilégié auprès des différents acteurs du PDRC et du PSN.

Le bilan de l'activité 2023, comme pour les autres années, s'analyse tant en volume financier qu'en nombre de certificats de paiements émis.

Il convient cependant de distinguer les mesures SIGC (dites « surfaciques ») des autres mesures Hors SIGC. Pour ces dernières, dans un souci de cohérence, l'activité des structures, filières, actions des Groupes d'Actions Locales (GAL) et autres mesures spécifiques seront isolées.

Bilan global

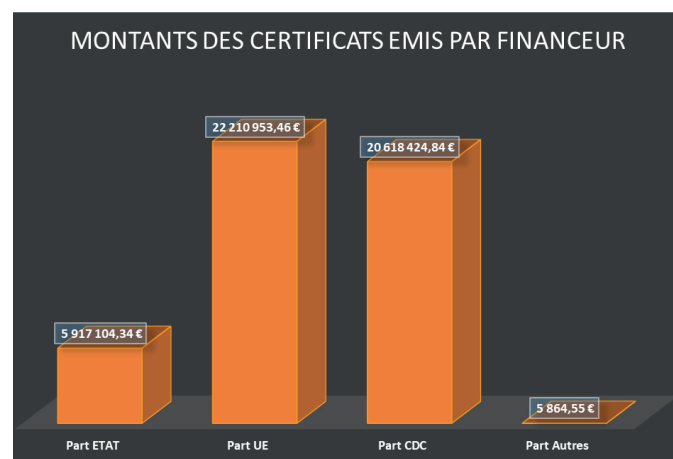
Concernant l'aspect financier, nous constatons une augmentation du nombre de certificats émis (7509 pour 6151 l'an passé), avec une progression en terme de volume financier : 48 752 347 € en 2023 contre 46 738 647 € en 2022. Ce chiffre de 2023 s'inscrit bien dans la continuité des montants émis sur les certificats des deux années antérieures.

Pour mémoire, l'activité en paiements pour les précédentes années du PDRC 2014 – 2020 était la suivante :

Année	Montant
2014	43 884 210 €
2015	26 181 556 €
2016	14 618 144 €
2017	44 728 809 €
2018	46 407 434 €
2019	45 771 571 €
2020	40 804 935 €
2021	44 047 556 €
2022	46 738 647 €

Activité par financeur pour l'année 2023:

Financeurs	Montants	Taux de participation
ETAT	5 917 104,34 €	12.14 %
UE	22 210 953,46 €	45.56 %
CDC	20 618 424,84 €	42.29 %
AUTRE	5 864,55 €	0,01 %
Total	48 752 347,19 €	100,00%



Répartition des aides par mesures

Le détail des certificats de paiements effectués par la Division Liquidation des Aides répartis par mesure au cours de l'année 2023 figure dans le tableau de la page suivante.

Ce bilan fait apparaître 7 509 certificats de paiement émis pour un total 48 752 347,19 €. Les mesures surfaciques « SIGC » représentent 32 % du volume financier utilisé avec 29 % pour la seule mesure ICHN.

Activité par financeur et par territoire pour l'année 2023 relevant des mesures dites « hors surfaces » - HSiGC

Cette activité est mesurée par territoire et par financeur. Pour des raisons de cohérence, l'activité des structures, filières, actions des Groupes d'Actions Locales (GAL) et autres mesures spécifiques ont été exclues et analysées par ailleurs.

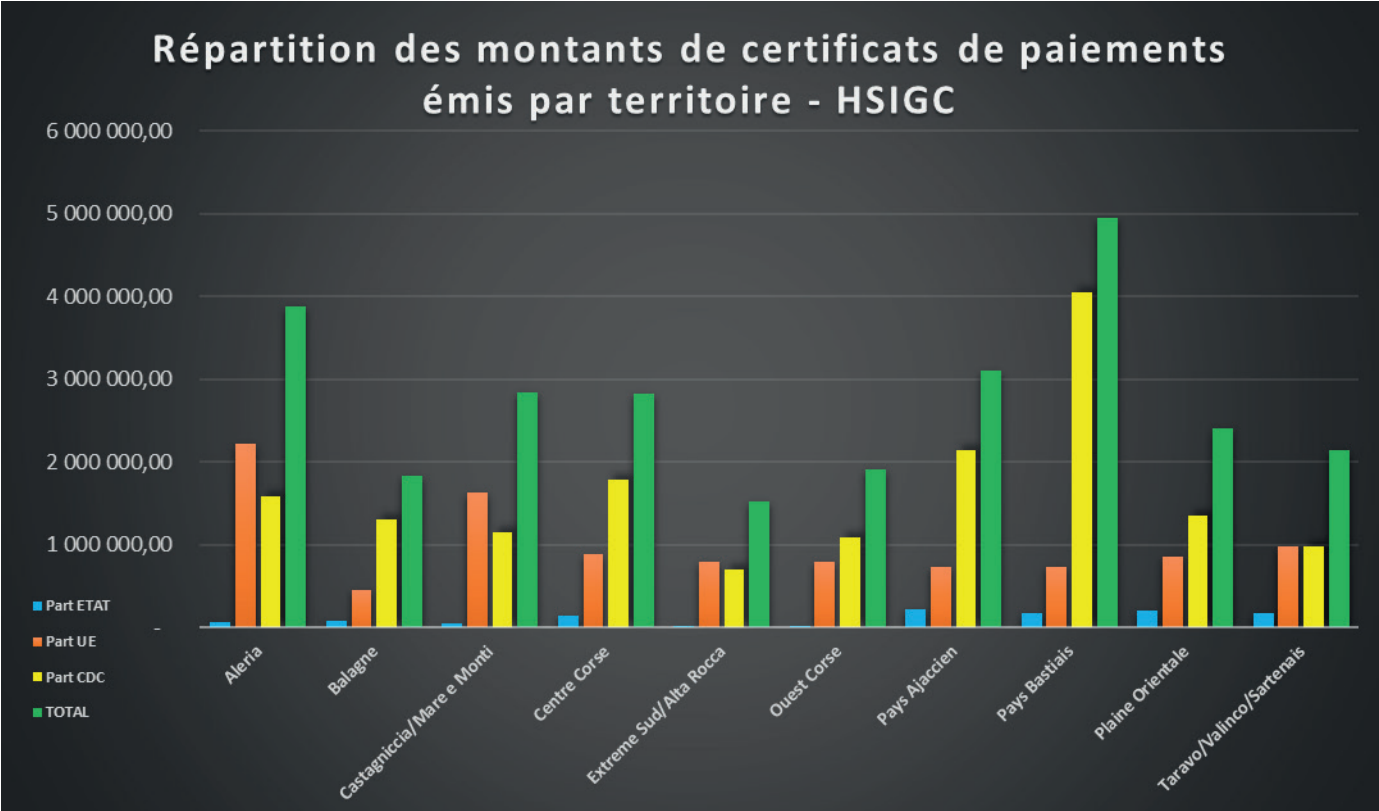
Ce sont donc plus de 27 millions d'euros qui ont été mobilisés et répartis sur les différents territoires sur ces différentes mesures dites « Hors surfaces » - HSiGC

Nombre de certificats de paiement par mesures

Mesures	Certificats émis	Part ETAT	Part UE	Part CDC	Part Autres	TOTAL
L 1 - Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences	6	0,00	30 677,51	22 570,63	0,00	53 248,14
LO 1 - Paiements au titre d'engagements agrienviromementaux et climatiques	451	139 892,61	330 347,00	196 166,39	-3 681,52	662 724,48
LO 1.1 - Paiements pour la conversion aux pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	371	86 795,68	368 102,88	26 357,60	9 546,07	490 802,23
LO 2 - Paiements pour le maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	124	-6 613,34	36 991,67	18 944,09	0,00	49 322,42
L3 - ICHN - PDRC	2403	1 245 021,96	3 740 536,52	0,00	0,00	4 985 558,48
L 3.1.1 - Mise en valeur agricole	207	0,00	443 959,31	2 064 487,88	0,00	2 508 447,19
L 3.1.2 - Aide aux investissements dans les exploitations agricoles	565	400 713,92	2 239 424,64	7 193 651,12	0,00	9 833 789,68
L 3.1.3 - Amélioration de la gestion des ressources pastorales et traditionnelles, et prévention des incendies	84	0,00	2 743 534,62	99 584,55	0,00	2 843 119,17
L 3.2 - IAA	14	0,00	2 953 038,20	764 059,66	0,00	3 717 097,86
L 3.3.1 - Aménagement agricole et pastoral	2	0,00	43 190,00	43 190,00	0,00	86 380,00
L 3.3.2 - Infrastructures Forestières	2	46 758,50	185 281,20	138 522,70	0,00	370 562,40
L 3.2 - Restauration des chataigneraies	2	0,00	17 678,50	17 678,50	0,00	35 357,00
L 3.1 - Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs	59	272 306,18	986 175,00	161 663,75	0,00	1 420 144,93
L 4.1 - Diversification : Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles	7	0,00	114 060,39	114 060,42	0,00	228 120,81
L 4.2 - Entreprises rurales : Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles	23	0,00	125 524,70	189 424,77	0,00	314 949,47
L 5.1.1 - Plans de développement lié à la mobilisation du foncier	6	0,00	30 845,22	30 845,22	0,00	61 690,44
L 6.1 - Zones naturelles	2	0,00	20 873,48	12 524,10	0,00	33 397,58
L7 - ICHN - PSN	1575	3 271 137,41	6 074 957,90	0,00	0,00	9 346 095,31
L 3.3 - Aide à la prévention des dommages causés aux forêts par des incendies de forêt, des catastrophes naturelles et des événements catastrophiques (DECI)	2	0,00	148 333,50	0,00	0,00	148 333,50
L 5 - Opérations sylvicoles	4	0,00	20 434,07	20 434,07	0,00	40 868,14
L 6 - Exploitations forestières	2	6 407,46	15 241,60	8 834,14	0,00	30 483,20
Actions GAL	36	0,00	1 141 745,55	251 386,95	0,00	1 393 132,50
Aide au démarrage de l'AFP	8	70 630,26	0,00	0,00	0,00	70 630,26
Aide Viti	1	0,00	0,00	32 000,00	0,00	32 000,00
ATA	8	32 053,23	0,00	36 653,50	0,00	68 706,73
Assistance technique	1	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
CCPA	31	0,00	0,00	128 435,86	0,00	128 435,86
Complément FAM	10	0,00	0,00	275 092,46	0,00	275 092,46
Forêt	19	114 704,79	0,00	133 310,77	0,00	248 015,56
Séction de crise	1358	0,00	0,00	2 676 210,12	0,00	2 676 210,12
Opérations spécifiques	24	237 295,68	0,00	1 988 886,59	0,00	2 226 182,27
FAM 21 - 25	98	0,00	0,00	3 834 283,60	0,00	3 834 283,60
Plan d'investissement collectif exceptionnel	2	0,00	0,00	115 714,50	0,00	115 714,50
TEMPETE OCTOBRE	2	0,00	0,00	23 450,90	0,00	23 450,90
Total général	7509	5 917 104,34	22 210 953,46	20 618 424,84	5 864,55	48 752 347,19

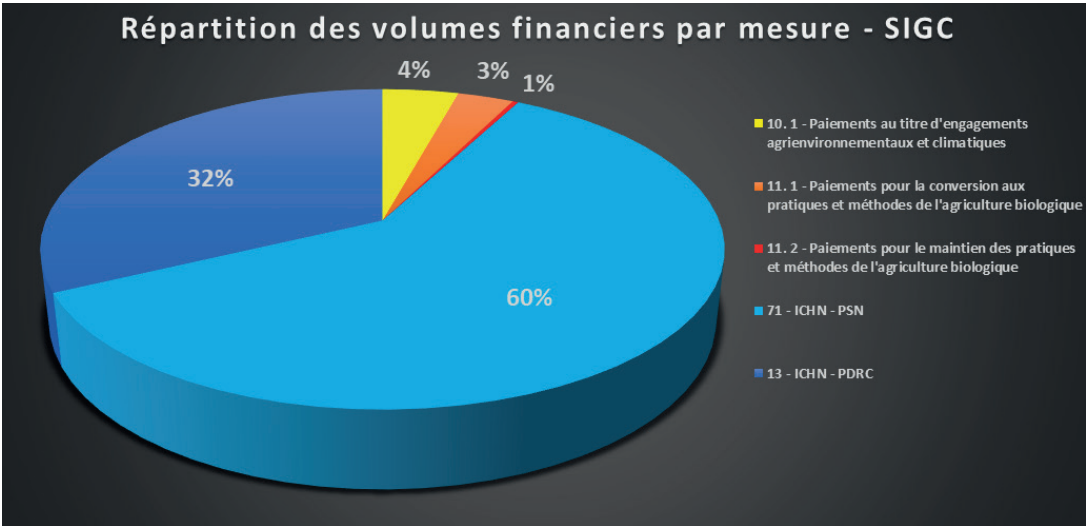
Répartition des montants des certificats de paiements émis par territoire – HSIGC -

TERRITOIRES	Part ETAT	Part UE	Part CDC	TOTAL
Aleria	68 003,23	2 225 508,73	1 584 105,06	3 877 617,02
Balagne	83 723,14	448 631,61	1 300 769,19	1 833 123,94
Castagniccia/Mare e Monti	53 646,60	1 635 226,14	1 147 640,12	2 836 512,86
Centre Corse	143 569,85	886 554,64	1 791 980,12	2 822 104,61
Extrême Sud/Alta Rocca	16 427,00	796 720,23	706 093,37	1 519 240,60
Ouest Corse	28 295,49	792 619,74	1 083 098,33	1 904 013,56
Pays Ajaccien	216 223,71	741 375,87	2 147 112,54	3 104 712,12
Pays Bastiais	178 710,06	731 527,17	4 043 510,09	4 953 747,32
Plaine Orientale	209 310,56	853 657,69	1 350 318,69	2 413 286,94
Taravo/Valinco/Sartensis	182 960,38	975 772,61	985 652,21	2 144 385,20
Total général	1 180 870,02	10 087 594,43	16 140 279,72	27 408 744,17



Activité par financeur et par mesure pour l'année 2023 des mesures relevant du SIGC dites « surfaces » :

Mesure	Part UE	Part ETAT	Part CDC	Part Autres	TOTAL
10. 1 - Paiements au titre d'engagements agrienviromementaux et climatiques	330 347,00	139 892,61	196 166,39	- 3 681,52	662 724,48
11. 1 - Paiements pour la conversion aux pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	368 102,88	86 795,68	26 357,60	9 546,07	490 802,23
11. 2 - Paiements pour le maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	36 991,67	- 6 613,34	18 944,09	-	49 322,42
71 - ICHN - PSN	6 074 957,90	3 271 137,41	-	-	9 346 095,31
13 - ICHN - PDRC	3 740 536,52	1 245 021,96	-	-	4 985 558,48
Total général	10 550 935,97	4 736 234,32	241 468,08	5 864,55	15 534 502,92



Les aides aux structures, filières, actions GAL et autres mesures spécifiques :

Un focus sur les aides versées aux structures et filières paraît approprié.

Dans ce récapitulatif, afin de compléter le rapport d'activité de la Division, il a aussi été décidé d'ajouter les actions GAL et autres mesures exceptionnelles.

Une analyse par territoire n'étant pas pertinente pour ces secteurs d'activité, nous avons privilégié une analyse des aides versées par mesure et par financeur se répartissant comme suit :

Mesures	Part ETAT	Part UE	Part CDC	TOTAL
L 1 - Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences	0,00	30 677,51	22 570,63	53 248,14
Actions GAL	0,00	1 141 745,55	251 386,95	1 393 132,50
Assistance technique	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
CCPA	0,00	0,00	128 435,86	128 435,86
PAM 21 - 25	0,00	0,00	3 834 283,60	3 834 283,60
Total général	0,00	1 572 423,06	4 236 677,04	5 809 100,10



Division des finances et du budget

La division des finances et du budget a pour mission la gestion budgétaire, comptable et financière de l'Office. Elle s'organise en trois pôles distincts interagissant de manière permanente et transversale.

Faits marquants de l'année 2023 :

- Une formation « Les fondamentaux des marchés publics » a été réalisée en février 2023. Cette formation servait d'une part comme initiation pour les agents non encore formés aux marchés publics et d'autre part, comme mise à jour pour ceux qui traitent quotidiennement les marchés publics.
- Une formation de mise à niveau au progiciel « e.sedit Gestion Financière » sur la gestion courante des immobilisations, des marchés et de l'exécution en Autorisation de Programme (AP) a été réalisée en mars 2023.
- La participation significative du pôle pilotage des crédits extérieurs et relations financières institutionnelles à la configuration du module gestion financière, ainsi que de la division à l'amélioration en particulier du volet finance du MVAWeb, nouvel outil de gestion des dossiers de demandes d'aide déployé au deuxième trimestre 2023.
- La mise en place de la saisie déconcentrée du budget suivie par une formation des administrateurs et des utilisateurs (services gestionnaires) en juin 2023. Cette nouvelle procédure facilite, améliore et sécurise la transmission des données budgétaires des services gestionnaires à la cellule budgétaire pendant la phase de préparation budgétaire. Le déploiement de cette nouvelle procédure est prévu pour le Budget Primitif 2024.

Le pôle budget et contrôle de gestion

- Le pôle budget et du contrôle de gestion a pour mission d'assurer la gestion et le suivi budgétaire ainsi que l'élaboration des documents budgétaires et des tableaux de bords inhérents. Ce pôle réalise également des études d'impact budgétaire.
- Le Débat d'Orientations Budgétaires 2023 de l'Office a eu lieu le 13 mars 2023.
- Le Budget Primitif 2023 du Budget Principal et du Budget Annexe FEADER de l'Office a été voté en équilibre le 3 avril 2023. Les crédits cumulés du Budget Principal et du Budget Annexe FEADER en dépenses et en recettes se fixent de part et d'autre à 71 867 247 €, dont respectivement 46 295 827 € au Budget Principal et 25 571 420 € au Budget Annexe.

- Le BS 2023 du Budget Principal de l'Office a été voté en suréquilibre, tandis que celui du Budget Annexe FEADER a été voté en équilibre le 27 novembre 2023. Les crédits cumulés du Budget Principal et du Budget Annexe FEADER en dépenses se fixent à 81 919 861,90 € dont 55 658 594,90 € au Budget Principal et 26 261 267 € au Budget Annexe, tandis que les crédits cumulés en recettes se fixent à 88 382 335,73 € dont 62 121 068,73 € au Budget Principal et 26 261 267 € au Budget Annexe.
- Deux exercices de toilettage de la CdC sur les Autorisations de Programme et les Autorisations d'Engagement de l'Office ont été réalisés en avril et en septembre 2023.
- La préparation budgétaire relative au Budget Supplémentaire 2023 de la CdC a démarré par une première phase de recensement des besoins de l'Office en avril 2023 suivie d'une deuxième phase de demande de crédits définitive en septembre 2023. La restitution de l'ensemble des documents budgétaires de l'Office a été transmise à la CdC en septembre 2023.
- La préparation budgétaire relative au Débat d'Orientations Budgétaires 2024 ainsi qu'au Budget Primitif 2024 de la CdC a démarré fin octobre 2023. La restitution de l'ensemble des documents budgétaires de l'Office a été transmise à la CdC fin décembre 2023.

Le pôle comptabilité administrative

Le pôle comptabilité administrative a pour mission d'assurer la gestion des opérations de fonctionnement courant, l'élaboration des documents d'exécution budgétaire et l'établissement des déclarations fiscales et comptables inhérents. Son activité l'amène à être l'interface privilégiée avec le Payeur Régional de Corse, comptable public de l'Office.

- En 2023, 14 678 mandats de dépenses, dont 9 769 au Budget Principal et 4 909 au Budget Annexe et 1 632 titres de recettes, dont 1 049 au Budget Principal et 583 au Budget Annexe, ont été effectués.
- Durant l'exercice, en moyenne, 69 mandats de dépenses et 8 titres de recettes ont été effectués par jour travaillé.
- Le montant total des mandats de dépenses se fixe à 75 003 965,26 €, dont 51 731 400 € au Budget Principal et 23 272 565,26 € au Budget Annexe, et celui des titres de recettes se fixe à 74 336 663,02 €, dont 51 064 097,76 € au Budget Principal et 23 272 565,26 € au Budget Annexe.

- Les comptes de l'exercice 2022 du Budget Principal et du Budget Annexe ont été clôturés le 31 janvier 2023.
- Les Comptes Administratifs ainsi que les Comptes de Gestion de l'exercice 2022 du Budget Principal et du Budget Annexe ont été votés le 20 juin 2023.

Le pôle pilotage des crédits extérieurs et relations financières institutionnelles

Le pôle pilotage des crédits extérieurs et relations financières institutionnelles a pour mission d'assurer la gestion de l'ensemble des crédits extérieurs en provenance des différents bailleurs de fonds publics ainsi que l'élaboration des tableaux de bord et des déclarations trimestrielles et annuelles dans le cadre

des missions d'Organisme Payeur des aides de l'Office aux diverses instances. Ce pôle assure également une fonction de veille en matière financière et réglementaire en lien avec la mission de coordination des fonds agricoles. Il apporte sa contribution lors des audits relatifs aux tests de conformité et de validation de la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (CCCOP).

En 2023, un total de 6376 dossiers a été payé. Le montant total du mandatement des aides et des fonds de financement à destination du secteur agricole, rural et forestier s'établit à 49 524 937,70 €, dont 26 834 650,21 € au Budget Principal et 22 690 287,49 € au Budget Annexe.

Durant l'exercice 2023, un total de 119 demandes d'acomptes et appels de fonds a été effectué auprès des financeurs. Le montant total des demandes d'acomptes et d'appels de fonds s'élève à 46 310 025,35 €.

Plan	Programme	Nombre de dossiers payés 2023	Montant total payé 2023
Hors PDRC	Hors FEADER Top Up	467	11 326 561,56
	Opérations Spécifiques	1 390	5 113 400,44
	Total	1 857	16 439 962,00
PDRC	EURI	82	5 332 383,36
	FEADER 2014-2020	2 796	16 773 895,79
	Top Up 2014-2020	65	1 632 601,23
	Total	2 943	23 738 880,38
PSN	PSN 2023-2027	1 576	9 346 095,32
	Total	1 576	9 346 095,32
Total		6 376	49 524 937,70



Financier	CdC		ASP		AERMC		MAAF		TOTAUX	
Pro-gramme	Nombre d'acomptes demandés 2023	Montant total d'acomptes demandés 2023	Nombre d'appels de fonds 2023	Montant total d'appels de fonds 2023	Nombre d'appels de fonds 2023	Montant total d'appels de fonds 2023	Nombre d'appels de fonds 2023	Montant total d'appels de fonds 2023	Total nombre de demandes 2023	Montant total de demandes 2023
EURI			28	3 037 000					28	3 037 000,00
FEADER 2014-2020	7	4 423 235,31	44	11 650 000	1	56 626,16	3	870 000	55	16 999 861,47
PSN 2023-2027			1	6 660 000			1	3 570 000	2	10 230 000,00
Hors FEADER Top Up	10	9 154 155,96							10	9 154 155,96
Investissement ODARC structure	5	1 863 696,26							5	1 863 696,26
Opérations Spécifiques	8	3 355 174,92					3	285 000	11	3 640 174,92
Top Up 2014-2020	8	1 385 136,74							8	1 385 136,74
	38	20 181 399,19	73	21 347 000	1	56 626,16	7	4 725 000	119	46 310 025,35

Données budgétaires et exécution financière 2023

Dépenses d'exploitation du Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budget 2023	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12/2023	Crédits annulés
011	Charges à caractère général	4 654 757,15	3 177 698,22	849 962,20	627 096,73
012	Charges de personnel et frais assimilés	11 176 958,00	10 894 056,77	0,00	282 901,23
65	Autres charges de gestion courante (*)	30 525 052,67	29 280 956,94	33 364,12	1 210 731,61
67	Charges exceptionnelles	840 131,00	730 601,02	0,00	109 529,98
68	Dotations aux provisions et dépréciations	50,00	50,00		0,00
022	Dépenses imprévues	6 500,00			6 500,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 244 128,00	1 999 357,84	0,00	244 770,16
TOTAL		49 447 576,82	46 082 720,79	883 326,32	2 481 529,71

(*) Poste concernant essentiellement les aides versées aux bénéficiaires.

Recettes d'exploitation du Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budget 2023	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12/2023	Crédits annulés
13	Atténuations de charges	300 000,00	322 380,40	0,00	- 22 380,40
70	Ventes de produits fabriqués, prestations...	168 500,00	186 747,21	0,00	- 18 247,21
74	Subventions d'exploitation	14 831 945,00	14 519 011,63	0,00	312 933,37
75	Autres produits de gestion courante (*)	28 191 550,00	29 159 222,08	0,00	- 967 672,08
76	Produits financiers	17 718,00	17 217,86	0,00	500,14
77	Produits exceptionnels	478 501,00	434 506,46	0,00	43 994,54
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations	111,00	110,85		0,15
42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 767 451,00	1 514 938,61		252 512,39
TOTAL		45 755 776,00	46 154 135,10	0,00	- 398 359,10
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		5 140 541,10			

(*) Poste concernant essentiellement les versements des financeurs nationaux permettant de couvrir les aides versées, déclinées au chapitre 65.

Commentaires concernant la section d'exploitation du budget principal

- Le résultat de la section d'exploitation au 31/12/2023 s'élève à 71 414,31 €, portant ainsi le résultat cumulé de la section d'exploitation à 5 211 955,41 €.
- Les dépenses d'exploitation ont été réalisées à 93,2 % des prévisions budgétaires. Ce taux de réalisation est porté à 95 % en incluant les restes à réaliser au 31/12/2023.
- Au titre des charges à caractère général, ces dépenses ont été réalisées à 68,3 % des prévisions budgétaires. Ce taux de réalisation est porté à 86,5 % en incluant les restes à réaliser au 31/12/2023.
- Au titre des charges de personnel et frais assimilés, ces dépenses ont été réalisées à 97,5 % des prévisions budgétaires. Les effectifs budgétaires relevant du personnel titulaire se fixent à 141 postes en 2023.
- Au titre des interventions, ces dépenses ont été réalisées à 95,2 % des prévisions budgétaires.
- La modernisation des exploitations a mobilisé 9,7 M€ de subventions, soit 36,1 % des aides versées.
- L'indemnité compensatoire aux handicaps naturels a mobilisé 4,6 M€ de subventions, soit 17 % des aides versées.
- Les projets collectifs de filières ont mobilisé 3,1 M€ de subventions, soit 11,7 % des aides versées.
- Le dispositif de gestion de crise a mobilisé 2,7 M€ de subventions, soit 10 % des aides versées.
- Les actions de promotion ont mobilisé 1,4 M€ de subventions, soit 5,1 % des aides versées.
- Les produits sous signes de qualité officiels ont mobilisé 1 M€ de subventions, soit 3,9 % des aides versées.
- La dotation aux jeunes agriculteurs et formation a mobilisé 0,8 M€ de subventions, soit 2,9 % des aides versées.
- Les industries agro-alimentaires ont mobilisé 0,8 M€ de subventions, soit 2,9 % des aides versées.

Les mesures phares de l'exercice se déclinent comme suit :

L'ensemble de ces mesures représente 89,4 % des interventions mandatées en 2023.

Au titre des charges exceptionnelles, ces dépenses ont été réalisées à 87 % des prévisions budgétaires. Elles se composent principalement de remboursement de subventions aux différents financeurs suite à des ordres de reversement émis envers des bénéficiaires d'aides ainsi que d'annulation et de réduction de titres sur ordres de reversement émis. Les recettes d'exploitation ont été réalisées à 100,9 % des prévisions budgétaires.

Dépenses d'investissement du Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budget 2023	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12/2023	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles	222 232,50	28 126,90	70 484,54	123 621,06
21	Immobilisations corporelles	2 602 856,49	1 553 729,95	618 041,94	431 084,60
23	Immobilisations en cours	1 492 878,09	755 684,90	110 331,49	626 861,70
26	Participation et créances rattachées	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 767 451,00	1 514 938,61		252 512,39
041	Opérations patrimoniales	25 600,00	14 014,56		11 585,44
TOTAL		6 211 018,08	3 966 494,92	798 857,97	1 445 665,19

Recettes d'investissement du Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budget 2023	Titre émis	Restes à réaliser au 31/12/2023	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	3 815 913,64	1 863 696,26	932 894,00	1 019 323,38
26	Participation et créances rattachées	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 244 128,00	1 999 357,84		244 770,16
041	Opérations patrimoniales	25 600,00	14 014,56		11 585,44
TOTAL		6 185 641,64	3 977 068,66	932 894,00	1 275 678,98
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		5 039 109,99			



Le solde d'exécution de la section d'investissement au 31/12/2023 s'élève à 10 573,74 €, portant ainsi le résultat cumulé de la section d'investissement à 5 049 683,73 €.

Les dépenses d'investissement ont été réalisées à 63,9 % des prévisions budgétaires. Ce taux de réalisation est porté à 76,7 % en incluant les restes à réaliser au 31/12/2023.

Faits marquants de l'exercice 2023 :

- Le projet de rénovation du siège social, démarré au dernier trimestre 2018, ainsi que le projet d'extension du siège social, démarré au troisième trimestre 2020, ont été terminés en 2023.
- Le projet d'agrandissement de la fromagerie sur le site expérimental d'Altiani, démarré au troisième trimestre 2022 et géré en Autorisation de Programme/Crédits de Paiement (AP/CP), a été terminé en 2023. Le taux de réalisation de ce projet en AP/CP s'établit à 99,46 %.
- Des acquisitions de matériels d'analyse ont été réalisées afin d'équiper le laboratoire situé sur le site de la station expérimentale d'Altiani dans le cadre du programme de recherche et de développement dans les filières ovine, caprine, bovine, porcine, apicole et plante à parfum aromatiques et médicinales (PPAM) de Corse.
- Des compléments d'investissements relatifs à la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 9 territoires insulaires dédiés ont été poursuivis.

- Des opérations de démaquillage et de clôtures ainsi que des travaux d'aménagement sur le site de la station expérimentale d'Altiani ont été poursuivies.
- Des compléments d'investissements relatifs au renouvellement du parc informatique (postes informatiques, imprimantes et matériels divers), à la sécurisation du système informatique, ainsi qu'à l'acquisition de matériels de visioconférence pour le siège social ont été réalisés.
- Des travaux afférents à la construction d'un bâtiment de stockage pour le cheptel caprin ainsi qu'à la création d'un nouvel espace bergerie y compris un hangar de fourrage et matériels sur le site de la station expérimentale d'Altiani ont été poursuivis.
- Des travaux afférents à la création d'un bâtiment technico administratif (constitué d'un espace d'accueil dédié aux bureaux, d'une salle de réunion et d'un laboratoire) permettant de regrouper sur le site l'ensemble des personnels techniques, la permanence de l'Office et de ses partenaires, ainsi qu'à la construction d'un hangar de stockage de matériels avec photovoltaïque sur le site de la station expérimentale de Migliacciaro ont été poursuivis.

Les recettes d'investissement ont été réalisées à 64,3 % des prévisions budgétaires. Ce taux de réalisation est porté à 79 % en incluant les restes à réaliser au 31/12/2023.

Dépenses d'exploitation du Budget Annexe FEADER en euros

Chap.	Libellé	Budget 2023	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12/2023	Crédits annulés
65	Autres charges de gestion courante (*)	25 501 047,00	22 732 895,06	0,00	2 768 151,94
67	Charges exceptionnelles	760 220,00	539 670,20	0,00	220 549,80
TOTAL		26 261 267,00	23 272 565,26	0,00	2 988 701,74

(*) Poste concernant essentiellement les aides européennes FEADER versées aux bénéficiaires

Recettes d'exploitation du Budget Annexe FEADER en euros

Chap.	Libellé	Budget 2023	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12/2023	Crédits annulés
75	Autres produits de gestion courante (*)	25 457 700,00	22 690 287,49	0,00	2 767 412,51
76	Produits financiers	500,00	0,00	0,00	500,00
77	Produits exceptionnels	803 067,00	582 277,77	0,00	220 789,23
TOTAL		26 261 267,00	23 272 565,26	0,00	2 988 701,74

(*) Poste concernant essentiellement les versements du financeur permettant de couvrir les aides versées, déclinées au chapitre 65.

Commentaires sur le Budget Annexe FEADER

Les dépenses d'exploitation du Budget Annexe FEADER ont été réalisées à 88,6 % des prévisions budgétaires.

Au titre des interventions, ces dépenses ont été réalisées à 89,1 % des prévisions budgétaires. Les mesures phares de l'exercice se déclinent comme suit :

- L'indemnité compensatoire aux handicaps naturels a mobilisé 9,9M€ de subventions, soit 43,8 % des aides versées.
- Les industries agro-alimentaires ont mobilisé 3M€ de subventions, soit 13 % des aides versées.
- Le pastoralisme arboriculture relance jeunes agriculteurs et aîné ainsi que le pastoralisme arboriculture transfert jeunes agriculteurs 1er pilier ont mobilisé 2,7M€ de subventions, soit 12,1% des aides versées.
- La modernisation des exploitations a mobilisé 2,7M€ de subventions, soit 12,1 % des aides versées.
- La dotation aux jeunes agriculteurs a mobilisé 1M€ de subventions, soit 4,3 % des aides versées.
- La conversion à l'agriculture biologique et le maintien à l'agriculture biologique ont mobilisé 0,6M€ de subventions, soit 2,8 % des aides versées.

L'ensemble de ces mesures représente 88 % des interventions mandatées en 2023.

Au titre des dépenses exceptionnelles, ces dépenses recouvrent essentiellement le remboursement de subventions au financeur suite à des ordres de reversement émis envers des bénéficiaires d'aides, en annulations ainsi qu'en réductions d'ordres de reversement émis. Ces dépenses ont été réalisées à 71 % des prévisions budgétaires.

Les recettes d'exploitation du Budget Annexe FEADER ont été réalisées également à 88,6 % des prévisions budgétaires. Les subventions en provenance de

l'UE, finançant les interventions, ont été réalisées à l'instar de ces dernières à 89,1% des prévisions budgétaires. Les produits exceptionnels composés principalement d'ordres de reversement émis, d'annulations ainsi que de réductions d'ordres de reversement émis ont été réalisées à 72,5 % des prévisions budgétaires.

Aucune opération en dépenses et en recettes n'est imputée à la section d'investissement du Budget Annexe FEADER.

La trésorerie

Au titre du Budget Principal, le solde de trésorerie au 31/12/2023 s'établit à 7,3 M€, correspondant à 60 jours de dépenses réelles en 2023.

Au titre du Budget Annexe FEADER, le solde de trésorerie au 31/12/2023 s'établit à 1,7 M€, correspondant à 22 jours de dépenses réelles en 2023.





Service Audit

Le règlement délégué (UE) n° 2022/127 de la commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro (Annexe 1, 4.B) prévoit que pour être agréé tout organisme payeur des fonds communautaires doit disposer d'un service d'audit interne.

Ce service relevant directement de l'autorité du Directeur, vérifie que les procédures adoptées par l'organisme soient suffisantes pour contrôler le respect des règles communautaires et garantir que les comptes soient exacts, complets et établis en temps opportun. Le travail se réalise sur la base d'un plan d'audit quinquennal où tous les domaines significatifs sont pris en compte. La mission du service audit se réalise dans le cadre de normes internationales et se matérialise par la production de rapports d'audit et de recommandations.

La mission d'audit interne consiste à étudier la fiabilité des opérations et des procédures exécutées dans le cadre de la gestion Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027 de la France V1.2 adopté le 31 août 2022 pour les mesures FEADER intéressant la Corse :

- 70.03 - Aide à la conversion à l'agriculture biologique (CAB) - Corse
- 70.22 - Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques : « Restauration de la mosaïque du paysage agro-sylvo-pastoral et prévention des incendies » - Corse
- 70.23 - Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques : « Préservation et régénération de corridors écologiques favorables à la biodiversité sur les parcelles agricoles » - Corse
- 70.24 - Paiements au titre d'engagements agroenvironnementaux et climatiques : « Revitalisation et protection des sols » - Corse
- 70.25 - MAEC forfaitaire : « Protection de la ressource en eau - Lutte intégrée » - Corse
- 70.29 - MAEC API (Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles) - multi-régional
- 70.30 - MAEC PRM (Protection des Races Menacées) - multi-régional
- 71.04 - ICHN Corse - Montagne
- 71.05 - ICHN Corse - Zones soumises à des contraintes naturelles

- 71.06 - Paiements pour les zones soumises à des contraintes spécifiques - ICHN ZSCS - Corse
- 73.09 - Investissements productifs on farm - Corse : soutien à la production primaire agricole ainsi qu'aux projets portés par les agriculteurs ou leurs groupements
- 73.10 - Investissements agricoles non productifs - Corse
- 73.11 Soutien aux activités économiques des entreprises rurales en Corse (agroalimentaires et filière forêt-bois)
- 73.12 Amélioration des services de base et des infrastructures rurales, forestières et de protection incendie - Corse
- 73.13 - Préservation et restauration du patrimoine naturel et forestier - Corse
- 75.03 - Aides à l'installation en agriculture - Corse
- 77.05 - LEADER - multi-régional

Au travers des plans d'audit, le service d'audit interne assure une expertise ex-post de la gestion des crédits du FEADER par l'ensemble des partenaires pour la Corse. Il assure également une mission de conseil auprès de tous les intervenants. Durant toute la programmation il assure le suivi de l'exécution des recommandations qu'il émet.

La PAC 23-27

- Le SAI participe à l'ensemble des réunions de mise en oeuvre de la PAC au niveau national pour le compte de l'organisme payeur, notamment sur les thèmes de l'évolution des systèmes d'information et de la normalisation des données réglementaires au titre des apurements financier et performance, tels que prévus par la réglementation parue et à venir. Comité de pilotage Inter OP Performance : 2 ; Groupe Technique Performance : 4 ; Comité Opérationnel Performance Inter OP : 8
- Le SAI participe aux réunions nationales pour la rédaction des textes réglementaires, il assure la mise à jour du corpus documentaire de l'établissement dans ce domaine ;
- Compte tenu de l'organisation française pour la PAC, le service audit est en contact étroit avec les autres organismes payeurs français (ASP, FranceAgriMer, ODEADOM) ainsi que la Mission de Coordination des Fonds Agricoles (MCFA).

- En raison des missions exercées par le service audit, notamment en matière d'avis et de conseil, le service a participé à de nombreuses réunions à l'invitation de l'OP comme de l'AG, tant au niveau régional que national et européen. Le service a ainsi apporté des éclairages juridiques, réglementaires et procéduraux en participant à l'analyse des problématiques rencontrées dans la mise en œuvre du programme.
- Il a également assuré une mission de conseil pour l'ensemble des partenaires dans la détermination de l'organisation et des procédures à mettre en œuvre pour une bonne gestion du programme incluant le respect des règles communautaires, la prise en compte des risques potentiels, ainsi que la bonne « vérifiabilité et contrôlabilité » des dispositifs financés.

La fraude

- ◇ Participation aux réunions des organismes payeurs sur la lutte contre la fraude, rencontres avec le Parquet européen EPPO (European Public Prosecutor's Office), la Mission interministérielle de coordination anti-fraude MICAF, TracFin,... Ces réunions permettent aux partenaires de maintenir un haut niveau de prévention, de contrôle et de sanction appropriée, par l'échange d'expérience tant sur la typologie des fraudes que sur leur traitement administratif et judiciaire. Réunions OPs-MCFA : 2 ; Groupe Technique - Fraude - Conflits d'intérêts : 7.
- ◇ Comme chaque année le SAI a mis en place une formation ouverte à tous les agents gestionnaires du FEADER dont le titre était :

Sensibilisation à la lutte anti fraude FEADER PDRC & PSN 2014 – 2027

à destination de :

Autorité de gestion, services instructeurs, organisme payeur

Avec comme sommaire :

1. Rappels réglementaires
 - L'importance de la conformité des pièces
 - Définition de la fraude et de l'irrégularité
 - Le SIRET INSEE, point de vérité
2. Les logiciels GRAND PUBLIC
 - Les identités, les statuts des bénéficiaires
 - Le BODACC
 - Les coordonnées bancaires
3. Les API du SERVICE PUBLIC
 - API INSEE

- API ENTREPRISE
 - Les avis d'imposition sur le revenu
 - VisuDGFIP Cadastre
4. Les logiciels interconnectés
 - RCIPAC une base commune à tous, AG et OP
 - MVA Web l'outil corse de la PAC
 - SYNAPSE l'outil national de gestion et suivi de la PAC
 5. Echanges, questions, réponses

Etaient présentes 25 personnes sur les 34 concernées, dont 12 de l'OP, 12 des Services instructeurs et 1 de l'Autorité de Gestion.

Les rapports d'audit

Afin de respecter les diverses orientations données par la Commission, et les corps d'audit le SAI a fait le choix de présenter un plan d'audit qui court au-delà de la période de la programmation (2023), en tenant compte des possibilités de progression d'exécution des mesures du PDRC. Pour 2023, le SAI a publié trois rapports :

Audit de la mesure 8.5 et de la mesure 8.6

Dans le cadre du PDRC 2014-2020 les mesures 8.5 (Opérations sylvicoles) et la mesure 8.6 (aide aux investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers).

La Corse est la région la plus boisée de France. Les 400 000 ha de peuplements considérés comme productifs se répartissent entre les propriétaires privés et les forêts publiques communales (12%) ou territoriales (8%).

La mission porte sur les aides versées au titre de la Mesure 8.5 « Opérations sylvicoles » et de la Mesure 8.6 « Aide aux investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers ».

Dans le cadre du PDRC, l'analyse du SAI portera sur l'ensemble de la piste d'audit et sera orienté principalement sur les risques identifiés.

Nature des dépenses subventionnées concernant la mesure 8.5 opérations sylvicoles :

- Les travaux sylvicoles, en dehors d'entretiens courants (Travaux liés à la reconstitution des peuplements et à leur amélioration ou leur régénération, travaux connexes indispensables : fossés, protection contre les animaux, desserte interne au chantier et son raccordement sur une voirie opérationnelle)

- Les investissements d'accueil du public en forêt (L'aménagement d'aire d'accueil et ses équipements, à destination d'un public touristique, y compris la mise en sécurité du site ; la création d'itinéraires thématiques et de randonnée (randonnées équestres, pédestres, voies vertes, vélo-routes ...) ; les équipements didactiques, d'information et de signalétique, les infrastructures d'accès aux sites ; les dépenses de communication afférentes (conception de guides...) dans la limite de 10% de l'opération.)
- Les frais généraux liés à l'opération dans la limite de 12% des dépenses totales éligibles de l'opération.



Nature des dépenses subventionnées concernant la mesure 8.6 aide aux investissements dans les techniques forestières et dans la transformation, la mobilisation et la commercialisation des produits forestiers :

- Les investissements matériels tels que certains matériels d'exploitation, des équipements et des infrastructures des entreprises de première transformation du bois d'œuvre et des unités de transformations du liège.
- L'achat de foncier nécessaire à la mise en œuvre du projet d'infrastructure dans la limite de 10% de l'assiette de l'opération.

L'analyse du SAI a porté sur l'ensemble de la piste d'audit et est orientée principalement sur les risques identifiés et inscrits au PDRC au titre de la vérifiabilité contrôlabilité, à savoir :

R1 : « Vérifier pour les formes juridiques sociétaires ou associatives, conformité des statuts et actes, mise à jour effective et conforme ». Vérifier la qualité de propriétaire forestier des partenaires ».

R10 : « Exécuter un contrôle croisé des aides aux bénéficiaires de l'opération avec celles des bénéficiaires secondaires dans le cas notamment des structures de regroupement ».

R11 : Le taux d'aide.

Dans le cadre de cet audit relatif à la mesure 8.5 et 8.6 du PDRC, sur les 13 dossiers examinés tous présentent des non-conformités.

L'audit a conclu à 5 recommandations concernant la 8.6 et 8 recommandations sur la 8.5. Elles sont relatives principalement à l'amélioration des outils d'instruction des dossiers et à la qualité du travail des agents.

AUDIT Mesure 4.2 dans le cadre du PDRC 2014-2020

La mesure 4.2 s'intitule «Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles».

Ce type d'opération vise à soutenir les projets d'investissements, de stockage, de transformation, de conditionnement et de commercialisation des matières premières agricoles relevant de l'annexe I du TFUE.

L'objectif est d'améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements et des organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles.

La mission porte sur les aides versées au titre de la Mesure 4.2 « Investissements en faveur de la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles ».

Nature des dépenses subventionnées :

◇ Les investissements matériels :

o Construction, acquisition, rénovation et aménagement de biens immeubles, pour ce qui concerne :

- la réalisation d'ateliers de transformation et d'affinage, y compris la partie concernant les locaux administratifs à conditions que ces derniers soient liés à ces ateliers.
- le stockage des produits transformés et leur commercialisation,
- l'achat de terrain non bâti, dans la limite de 10% des dépenses totales éligibles de l'opération.
- la réalisation de plateformes logistiques.

o Acquisition et installation de matériels et d'équipements neufs :

- le matériel de transformation,
- les équipements de manutention et de conditionnement,
- les équipements et agencement mobilier des locaux de commercialisation,
- le matériel relatif à la mise en place de systèmes de pilotage, de gestion de la qualité, de sécurité sanitaire...

- ◇ Les investissements immatériels :
 - Logiciels de traçabilité, de gestion commerciale,
 - Acquisition de brevets et de licences, dépôt de marques
- ◇ Les frais généraux relatifs au projet (dans la limite de 10% des dépenses totales éligibles de l'opération)
 - Etudes de faisabilité induites par le projet d'investissement. Celles-ci demeurent des dépenses admissibles même lorsque compte tenu de leurs résultats aucune dépense relevant d'un investissement n'est engagée. :
 - Etudes préalable liées à un projet, notamment : étude de marché, étude pour la mise en œuvre de démarche qualité certifiée et de traçabilité, études marketing.
 - Honoraires et frais d'expertise.

Dans le cadre du PDRC, l'analyse du SAI portera sur l'ensemble de la piste d'audit et sera orientée principalement sur les risques identifiés à savoir :

R1 : « VERIFIER Pour les formes juridiques sociétaires ou associatives, conformité des statuts et actes, mise à jour effective et conforme ».

R10 : « EXECUTER UN CONTROLE CROISE des aides aux bénéficiaires de l'opération avec les autres aides dont ils ont bénéficié ou dont ils bénéficient, et avec celles des bénéficiaires secondaires (cas des coopératives) ».

R2 : « FORMALISER en l'absence de recours à des coûts relevant de l'article 62.2 du R/UE 1305/2013, la mise en place d'un protocole d'évaluation à partir de 3 devis et/ou avis authentique du comité technique en charge de la sélection des opérations garantissant le caractère raisonnable de la dépense ».

R7 : « FORMALISER dès la demande d'aide et les études préalables au projet, une vérification des risques sur la qualité d'agriculteur des pétitionnaires ou sociétaires ».

Compte tenu de l'ouverture du logiciel de gestion MVA Web, le SAI s'attachera à une vérification des dossiers non seulement sur la piste d'audit papier déclarée, mais également sur la piste d'audit électronique.

Dans le cadre de cet audit relatif à la mesure 4.2 du PDRC, sur les 13 dossiers examinés tous présentent des non-conformités.

L'audit a conclu à 6 recommandations elles sont relatives principalement à l'amélioration des outils d'instruction des dossiers et à la vigilance des agents sur les pièces fournis, le caractère raisonnable des coûts et l'éligibilité de la dépense.

Suivi des recommandations

Le SAI se charge de recueillir auprès des services qu'il a audités, les informations relatives à la mise en place des actions correctrices. Il assure un suivi et une expertise des réponses apportées par les entités concernées. En fonction des actions correctrices proposées, le SAI maintient ou lève la recommandation. Concernant les recommandations maintenues, elles font l'objet d'une analyse à chaque revue. A noter que seul le Directeur est en charge de la bonne mise en œuvre du plan d'action, le SAI n'ayant pas le pouvoir hiérarchique nécessaire.

Le SAI a émis 32 recommandations sur les trois derniers rapports, 3 ont été levées et 7 sont en passe de l'être.

Mission d'expertise et de conseil

À travers les missions d'audit précédemment évoquées ou via les saisines des services partenaires du PDRC, le SAI a poursuivi ses travaux d'expertise et de conseil.

Conformément aux dispositions de la Charte de l'Audit Interne (révision Comité d'audit du 16 octobre 2020), le SAI a été saisi par les services instructeurs des mesures du PDRC de questions de conformité réglementaire.

Tout en s'attachant à ne pas prendre position, le SAI a émis des recommandations relatives à l'amélioration des procédures ainsi que des avis réglementaires.

À noter également, que pour répondre à la volonté de certains partenaires, le SAI est associé en tant que membre observateur à divers groupes de travail (SSI, Contrôles, Débiteurs...).



Division Contrôle et instruction des mesures surfaciques

La Division Contrôle et Instruction des mesures surfaciques (DCIMS) est constituée de deux cellules dont les missions s'inscrivent dans 5 thèmes étroitement liés :

1. Le contrôle interne
2. Les contrôles réglementaires
3. Le suivi des audits externes et la coordination de l'OP
4. L'instruction des mesures surfaciques
5. Participation à la gestion des créances
6. Traitement des dossiers contentieux

Le contrôle interne

Cartographie des risques

Conformément à notre Charte de contrôle interne, nous avons procédé, pour chacun des processus de l'OP, suite à une analyse transversale de l'ensemble des activités d'instruction, de contrôle, de décision, de paiement, à l'identification des risques puis à leur évaluation, en estimant leur occurrence et leur gravité.

A partir de cette cartographie des risques, la sélection des risques à surveiller et à auditer régulièrement est basée sur l'estimation des moyens et compétences mobilisés et des méthodes appliquées pour la réalisation des activités.

Cette cartographie des risques est utilisée lors des actions de contrôle interne ; à la suite de quoi elle est revue si besoin, en fonction des évolutions du processus et des résultats du contrôle.

Contrôle de la délégation

Dans le cadre du contrôle de la délégation les contrôles SIGC au titre de l'exercice 2023, 6 dossiers ont été sélectionnés afin de vérifier la conformité des contrôles réalisés par l'ASP.

Contrôle des mesures

Une mesure a été sélectionnée afin de vérifier la conformité de l'instruction de la mesure, en l'occurrence la mesure 6. Développement des exploitations et des entreprises rurales, sous mesure 6.4. Entreprises rurales. Les dossiers ayant répondu aux appels à projets dans la catégorie gîtes ruraux ont été retenus, soit 6 dossiers. L'intégralité du contrôle de

de l'instruction a été réalisée après paiement afin de vérifier la conformité de l'aide versée au bénéficiaire.

Outils de contrôle interne

Désormais, conformément à la revue de direction de mai 2021, les actions de contrôle interne intègrent d'avantage le contrôle interne par un travail de « re-performance » des dossiers d'instruction des aides et des paiements.

Outils de paiements

La liasse « paiement », la liasse « constat de service fait » et la navette paiement sont les principaux outils de paiements développés. Ils font l'objet d'adaptations permanentes, qui prennent en considération les « remontées terrains » des agents chargés de l'instruction des demandes de paiements. Ces outils font également l'objet d'adaptations spécifiques à certaines mesures et suite aux demandes des Services instructeurs externes à l'ODARC. Ces outils ont fait l'objet, comme toutes les procédures, de mise à jour par rapport à la nouvelle programmation et d'évaluation de leur mise en application et de leur efficacité.

Dans le cadre de notre démarche d'amélioration continue de nos méthodes, les liasses « paiements » et « constat de service fait » sont attachées au logiciel MVAweb pour chaque dossier de paiements. Cette action permet, entre autre, un suivi plus pertinent de l'application de nos procédures.

Alertes-délais de l'OP

La procédure d'Alertes-délais est établie pour assurer la maîtrise des non-conformités dans les délais d'instruction, d'engagement et de paiement des dossiers.

Il est procédé de façon périodique à :

- La revue des non-conformités des délais et la détermination de leurs causes ;
- L'évaluation du besoin d'entreprendre des actions pour que les non-conformités ne se reproduisent pas ;
- La détermination, la mise en œuvre et l'enregistrement des résultats de ces actions ;
- La revue des actions mises en œuvre sur la période précédente.

Pour les activités de l'OP les alerteurs délais sont un test bimensuel de la principale exigence des bénéficiaires des aides : le respect des délais de paiements.

Cet outil de management, qui est en même temps un support de travail et d'information, répertorie l'ensemble des documents clés utilisés et des procédures validées de l'ODARC. La documentation est mise à jour et consultable sur le serveur de partage informatique de l'ODARC. Il facilite l'accès de tous les agents aux principaux documents clés relatifs à nos activités. Il comporte quatre parties :

- Références réglementaires : circulaires, procédures et règlements externes
- Procédures de l'OP ODARC : procédures propres à chaque processus interne
- 4D
- Outils de paiements

Une mise à jour exhaustive de cette base de données documentaire est régulièrement effectuée.



Les contrôles réglementaires

Contrôle sur place HSIGC :

Par application du règlement n°1306/2013 et au vu de l'organisation générale des services de l'ODARC, la division contrôle est chargée d'effectuer les contrôles des mesures hors surfaces selon deux modes :

- Les contrôles sur place « avant paiement final » qui couvrent au moins 5 % des dépenses qui sont déclarées chaque année civile à l'organisme payeur. 30 à 40% des montants à contrôler sont sélectionnés de façon aléatoire.
- Les contrôles sur place « ex-post » qui couvrent au moins 1 % des dépenses qui concernent les opérations d'investissement soldées qui sont encore subordonnées à des engagements. Seuls les contrôles effectués durant l'année civile en question sont pris en considération. 20 à 25% des montants à contrôler sont sélectionnés de façon aléatoire.

Les contrôles s'effectuent dans le respect d'un ou plusieurs plans de contrôle.

Au total, ce sont 16 contrôles qui ont été sélectionnés (10 en « avant paiement final » et 6 en « ex-post ») dans le cadre de l'établissement des plans de contrôle 2023.

Contrôle SIGC :

Au titre de la campagne PAC 2023, 120 exploitations ont fait l'objet d'un contrôle sur place (RDR3 et PSN).

Contrôles relatifs au respect des règles de la commande publique

L'article 48 du règlement 809/2014 dispose que :

1. « Des contrôles administratifs sont effectués pour toutes les demandes de soutien [=demandes d'aide], demandes de paiement et autres déclarations qui doivent être introduites par un bénéficiaire ou par un tiers et couvrent tous les éléments qu'il est possible et approprié de contrôler dans le cadre des contrôles administratifs. [...] »
2. « Les contrôles administratifs des demandes de soutien assurent la conformité de l'opération avec les obligations établies par la législation de l'Union ou la législation nationale ou par le programme de développement rural, y compris dans le cadre de marchés publics, des aides d'État et des autres normes et exigences obligatoires ».

Si la réglementation communautaire pose comme principe que le contrôle de conformité du marché public est effectué au stade de la demande d'aide, elle indique également qu'à chaque stade, l'étendue du contrôle est tributaire des éléments qu'il est possible et approprié de contrôler dans le cadre de ces contrôles. Par conséquent, les autorités de gestion ont une latitude pour établir dans leurs procédures à quel moment du contrôle administratif (demande d'aide et/ou demande de paiement) les points de contrôles doivent être vérifiés.

En conséquence dans le cadre de la mise en place de la programmation 2014-2020 et conformément à l'article 62 du règlement UE 1305/2013 la commission a normé un risque « R4 : marchés publics ». Une note de cadrage approuvée par délibération n° DEL1703220 CE du Conseil Exécutifs en date du 25 avril 2017 a permis d'appréhender le risque déclaré par la commission en explicitant les mesures d'atténuation mises en place pour le Programme de Développement Rural de la Corse.

Afin d'éviter toute confusion, erreur d'interprétation et donc absence de couverture du risque déclaré par la Commission en concertation avec l'Organisme payeur, l'autorité de gestion et ses services instructeurs peuvent s'appuyer sur une entité spécialisée de l'Organisme payeur au sein de la Division Contrôle.

A cet effet la division contrôle a mis en place un dispositif de veille juridique spécialisée dans le domaine du droit de la commande publique qui intègre naturellement la veille législative, réglementaire et jurisprudentielle.

Pour l'année 2023 la division contrôle a été saisie par les services instructeurs à de nombreuses reprises et le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle du respect des règles de la commande publique se décompose comme suit :

Type De Marchés	Nombre De Marchés Publics Expertisés *
Procédure adaptée	41
Procédure formalisée	0
Total	41

* un lot = 1 marché

Par ailleurs, Conformément à la réglementation européenne et nationale, les services instructeurs sont tenus de vérifier dans le cadre d'une demande de subvention, si le demandeur est soumis aux règles de la commande publique. Certaines personnes morales de droit privé peuvent être qualifiées d'organisme de droit public au sens de l'article 2, paragraphe 1, point 4), de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil et de l'article L 1211-1 2° du code de la commande publique. A ce titre, la Division Contrôle a été sollicitée par les services instructeurs afin de procéder à l'expertise du statut de 2 porteurs de projets.

Suivi des audits externes et coordination de l'OP

En sa qualité de coordonnateur de l'Organisme Payeur ODARC, la Division Contrôle est l'interlocuteur des corps de contrôles externes. A ce titre, elle a participé à la planification des audits externes, suivi la réalisation des audits, et répondu aux recommandations faisant suite aux audits.

Au vu de l'évolution des lignes directrices, avec notamment l'introduction des normes « Légacité et Régularité », les travaux de certification des comptes représentent un enjeu considérable pour l'ODARC. Ces travaux sont suivis et coordonnés par la DCIMS, ils nécessitent un fort investissement et sont très chronophages.

L'instruction des mesures surfaciques du RDR

Conformément à l'article 74 du règlement 1306/2013, la Division Contrôle de l'organisme payeur ODARC est chargée de l'instruction des aides surfaciques du RDR depuis 2015, soit la moitié du budget du programme de développement rural de la Corse.

La gestion des créances

La gestion des créances est réalisée dans le cadre des fonctions d'Organisme Payeur du FEADER exercées par l'ODARC. Elle concerne les irrégularités et la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune, ainsi que l'organisation d'un système d'information dans ce domaine.

Traitement des dossiers contentieux

La Division Contrôle est chargée de la gestion et du suivi des affaires contentieuses relatives aux aides gérées par l'ODARC et subsidiairement des recours gracieux. A ce titre, elle est chargée de l'analyse juridique réglementaire et technique des requêtes, de la préparation des mémoires et saisine d'avocats. Elle est force de proposition quant aux suites à donner aux décisions de justice (appel, pourvoi) et de la mise en œuvre de l'exécution des décisions de justice. L'activité contentieuse prise en charge par la Division Contrôle est en légère augmentation pour l'année 2023 : 7 recours introduits en 2023 devant le tribunal administratif de Bastia.





Activité administrative



La Direction

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de l'ODARC s'est réuni 6 fois au cours de l'exercice 2023

◇ Conseil d'Administration du 06 février 2023

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 02 Décembre 2022
- Autorisation d'acquisition par l'ODARC d'une parcelle de terre située sur la commune d'ALTIANI
- Mise en place d'une Instance de concertation sur les « Mesures Agro-Environnementales et Climatiques » du PSN 2023-2027 : COMAEC
- Programme de R&D dans les filières ovine, caprine, bovine, porcine, apicole et PPAM de Corse
- Contrat de prestation avec les agriculteurs pour l'accompagnement administratif à la déclaration de surfaces PAC 2023
- Questions Diverses

◇ Conseil d'Administration du 13 mars 2023

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 06 Février 2023
- Rapport Annuel 2022 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
- Débat d'Orientations Budgétaires 2023
- Questions diverses

◇ Conseil d'Administration du 03 avril 2023

- Perte et créances irrécouvrables : Créances Admises en non-valeur
- Modification de Crédits de Paiement d'Autorisations d'Engagement
- Modification d'Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement
- Affectation d'Autorisations de Programme
- Budget Primitif 2023
- Avenant N°3 à l'Accord Salarial en date du 07 novembre 2011 relatif à la fourniture de vêtements de travail
- Questions diverses.

◇ Conseil d'Administration du 20 juin 2023

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 13 Mars 2023 et du 03 Avril 2023
- Approbation Compte de Gestion 2022 – BP

- Approbation de Compte de Gestion 2022 – Budget Annexe FEADER
- Approbation Compte Administratif 2022 – BP
- Approbation du Compte Administratif 2022 – Budget Annexe FEADER
- Affectation du Résultat d'Exploitation – BP
- Modalités de Remboursement des frais de déplacement
- Approbation du Rapport d'Activité 2022
- Questions diverses

◇ Conseil d'Administration du 12 juillet 2023

- Revalorisation du point d'indice de la grille salariale de l'ODARC suite au décret n°2023-519 du 28 juin 2023

◇ Conseil d'Administration du 27 novembre 2023

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 Juin 2023
- Provisions pour litiges et contentieux
- Provisions et reprises sur dépréciations comptes tiers
- Créances admises en non-valeur
- Provisions pour CET
- Modification d'AP
- Affectation d'AP
- Dotations aux dépréciations des éléments financiers
- Approbation BS 2023
- Autorisation d'ouverture de crédits d'investissements
- Intégration des Services Instructeurs de l'ODARC et de la Mission Communication au sein de l'OP-ODARC
- Mise en place du RIFSEEP applicable au Directeur Général de l'ODARC et autres avantages
- Procédure de passation des marchés publics : modification n°13 du règlement interne et guide de procédure de la commande publique
- Remplacement d'un membre démissionnaire de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission MAPA (Marchés à procédure adaptée)
- Recherche de financement pour l'année 2024 concernant les actions de sensibilisation menées par les animateurs du débroussaillage légal de l'ODARC au titre du CFM et du Fonds vert
- Questions diverses

Le Bureau

Le Bureau est une instance issue des collèges du Conseil d'Administration.

Durant l'année 2023, il s'est tenu à 4 reprises

- Le 06 Février 2023
- Le 13 Mars 2023
- Le 12 Juillet 2023
- Le 16 Octobre 2023

Avec pour objet :

- L'analyse des projets d'Installation Jeunes Agriculteurs
- Avenants Projets Installation Jeunes Agriculteurs



L'archivage

Missions

- En 2023, la mission Archives a continué la collecte et le traitement des dossiers d'instruction et de paiement de la programmation 2014-2020.
- Elle a produit à la consultation les dossiers archivés dans le cadre de contrôle, de réquisitions judiciaires, ou de simples demandes de pièces.
- Comme chaque année depuis 2010 et pour la dernière fois, elle a réalisé la revue annuelle du processus archivage dans le cadre de la certification Iso 9001.
- Par ailleurs, elle a continué à être sollicitée logistiquement pour des transferts d'archives autres que les dossiers d'aide agricoles (archivage des marchés publics, archivage et tri des documents d'agents partant à la retraite).
- Elle a poursuivi le tri et la préparation des éliminations sur le fonds d'archives antérieures aux années 2000.
- Enfin, elle a assuré les tâches liées à la manipulation physique des dossiers pour le pré-archivage de l'Organisme Payeur (classement, sélection des dossiers à remonter aux archives) à raison d'un jour par semaine.
- Ses perspectives pour 2024 sont de poursuivre l'ensemble de ces missions.

Chiffres clés

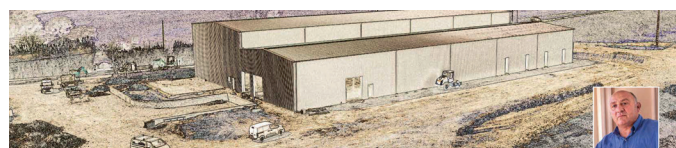
	Nombre de dossiers traités
Dossiers de paiement archivés	694
Dossiers d'instruction archivés	857
Demandes de consultations de documents	17

La communication

Les missions

- La communication se tient à la disposition des différents services pour leurs projets d'édition ou de publication internet et du Président en termes de communication de crise, réactivité à l'actualité, rédaction.
- Elle accompagne les événementiels et les journées terrain en termes de : mobilisation des médias, rédaction des invitations presse, rédaction des dossiers de presse et des communiqués, gestion des interviews sur place, puis assure une veille médiatique, au niveau des médias régionaux, pour les retombées.
- Elle valorise des actions, et communique à l'interne sur des événements marquants.
- Elle gère les annonces publicitaires et insertions presse dans les différents médias en matière de communication institutionnelle (logistique, rédaction éventuelle et création graphique).
- Elle se charge de la gestion administrative et rédactionnelle du site internet, accompagnant les autres contributeurs, si nécessaire et du suivi de la page FB Agricultura di a Corsica.

Les faits marquants de 2023



L'ODARC a clairement montré, depuis l'arrivée du Président Livelli, une volonté politique et éthique dans ses engagements, ceux de la transparence, de la responsabilité, de la communication et de la mise en place de la production. Dans ce cadre, deux projets importants ont été accompagnés : le développement de la filière agroalimentaire et la mise en place de la communication.

Ces 2 réalisations ont été sélectionnées suite à un Appel à Projets lancé en 2022, dans le cadre de la mise en place de la filière agroalimentaire et de la communication.

De ces entreprises, en renforçant leurs capacités de transformation, notamment de valorisation des déchets et de commercialisation, et de mise en place de la communication pour les fruits et légumes de la Corse.

La mise en place de la communication pour les fruits et légumes de la Corse. Les bénéficiaires attendus permettent de penser que l'impact de la communication sera positif. L'impact de la communication sera positif. L'impact de la communication sera positif.

LA MISE EN PLACE

Il était question de répondre spécifiquement aux besoins de la filière agroalimentaire et de la communication. Les projets ont été sélectionnés.

Les investissements réalisés pour les deux structures sélectionnées ont permis de développer la filière agroalimentaire et de la communication.

Les investissements réalisés pour les deux structures sélectionnées ont permis de développer la filière agroalimentaire et de la communication.

Les investissements réalisés pour les deux structures sélectionnées ont permis de développer la filière agroalimentaire et de la communication.

- Commande et suivi de différents reportages photos, pour le compte du Président ou des services.
- Droit de réponse du Président suite à un article du CM comportant des affirmations inexactes.
- Poursuite du partenariat avec le magazine trimestriel Isula Muntagna, qui a permis de mettre en avant des thématiques importantes pour l'ODARC ou des missions moins connues du grand public (Soutien financier à la création ou à la réhabilitation de vergers anciens autour des villages N°15, Agroforesterie N°16, Gestion de la ressource en eau N°17, Financement d'une usine de transformation des écarts issus de la filière agrumes et fruits de Corse, N°18)
- Plusieurs communiqués de presse ont été rédigés à la demande du Président, pour exprimer sa position politique (aide spécifique à l'élevage, fièvre catarrhale, aide exceptionnelle après tempête, etc.)



- Accompagnement, suivi, relations publiques, mise en contact, travail de facilitation auprès des animateurs de l'émission D'Umani, pour un numéro spécial sur la station expérimentale d'Altiani, diffusé le 16 septembre 2023.



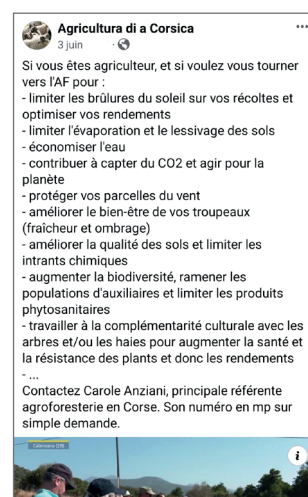
<https://www.france.tv/france-3/d-umani/5253822-quand-l-agriculture-rencontre-la-science.html>



- Présence au SIA 2023 auprès du Président.
- Création, mise en page, relecture, recherche d'illustrations et suivi d'édition pour l'édition du rapport d'activité des services de l'année précédente (activité 2022).
- Le site internet poursuit son évolution, avec notamment la mise en place d'une newsletter, destinée à répondre aux besoins ponctuels d'envoi d'informations spécifiques.

Lingua Corsa

Il est important de noter que les parutions de l'ODARC respectent le plan « lingua » qui vise à utiliser et intégrer la langue corse et son usage dans l'espace public.



Système et réseaux

Infrastructure

- Mise en place d'un nouveau système de sauvegarde du SI avec réplication dans le datacenter d'Ajaccio.
- Participation, sur le volet informatique, au suivi des travaux de rénovation du siège social concernant les futurs équipements et le câblage.
- Installation du nouveau système de sécurisation et de contrôle d'accès interne des sites de Bastia et Altiani.
- Aménagement de la salle informatique de l'extension du siège de Bastia.
- Installation de deux systèmes de vidéoconférence dans la salle de réunion de l'extension du siège et du site d'Altiani.

Réseau

- Lancement et suivi du projet de remplacement de l'infrastructure réseau des sites de Bastia et Ajaccio.
- Equipement de la nouvelle extension du site de Bastia en réseau.
- Fin de déploiement des installations fibre lié au renouvellement du marché d'Interconnexion des sites.

Marchés

- Élaboration des pièces nécessaires au passage du marché de renouvellement des postes de travail utilisateurs des années 2019.
- Sourcing et élaboration des besoins pour les futurs marchés et changements.
- Lancement et suivi du marché de renouvellement des serrures internes à l'ODARC.
- Elaboration et suivi du marché de renouvellement de la téléphonie fixe.

Matériels et logiciels

- Suivi du planning de maintenance (avec contrat) pour le système anti-incendie de la salle informatique principale.
- Remplacement de 30 ordinateurs avec bases de connexions.
- Suivi de l'installation du système de visioconférence de l'extension du siège de Bastia et du site d'Altiani
- Mise en place du logiciel cadastre avec mises à jour en 2023 aux agents en RemoteApp.
- Maintenance matérielle et logicielle des serveurs, appliances, postes utilisateurs (module contrôleur, disques durs HS, pannes, mises à jour Windows...).
- Remplacement des badges d'accès internes des sites de Bastia et Altiani.



Gestion courante, support

- Gestion des commandes, retours, garantie.
- Mise au rebus de matériels divers devenus obsolètes ou en panne hors garantie.
- Déménagements de bureaux dus aux travaux.
- Assistance aux utilisateurs.
- Gestion des pannes, incidents.

Protocole de gestion de crise (crise sanitaire)

- Remise en service des ordinateurs en stock pour le télétravail des agents
- Commande de liaison VPN de connexion sécurisée et mise en place chez les agents à distance
- Gestion quotidienne du télétravail
- Déploiement des process logiciels nécessaire au télétravail

Applications métiers

- Analyse et choix techniques.
- Préparation des serveurs dédiés à l'exploitation du nouveau logiciel métier de l'ODARC.

Sécurité

- Mises à jour et rédaction de documents (procédures, guides, inventaire) dans le cadre de la préparation et de la participation à l'audit européen relatif à la sécurité des systèmes d'information (SSI).
- Suivi des vulnérabilités.
- Test de pénétration du SI lors d'un audit réalisé par un organisme indépendant sur la résilience et la sécurité.
- Améliorations à la suite des recommandations émises dans les rapports d'audit sur la SSI et suivi avec la C3OP.
- Mise en application du Plan de Reprise d'Activité avec une simulation d'incident et la perte du site de Bastia. Rapatriement de la totalité de l'infrastructure serveur de Bastia sur Ajaccio.

Ressources Humaines

- Gestion courante des arrivées, départs et mutations des agents (commandes de matériels informatiques, création de comptes, téléphones, habilitations).

ASP – Outils de la PAC 23-27

La cellule informatique participe à l'ensemble des réunions de mise en œuvre de la PAC 23-27 au niveau national pour le compte de l'organisme payeur, notamment sur les thèmes de l'évolution des systèmes d'information et de la normalisation des données réglementaires au titre des apurements financier et performance, tels que prévus par la réglementation parue et à venir ;

- Comité de pilotage Inter OP Performance : 2
- Groupe Technique Performance : 4
- Comité Opérationnel Performance Inter OP : 8

Projet RCIPAC (Répertoire Commun des Individus de la PAC) lancé et finalisé dernier trimestre 2023. Référent individu pour la Corse (Cellule dédiée) Finalisation de REFPAC (Référentiels du PSN) avec participation au PRACI et à la mise à jour des référentiels

Poursuite des travaux SYNAPSE (Outil de production des Rapports de la performance et des indicateurs du PSN) : Mise à jour des contrats d'interface et tests de transmission de dossiers et gestion des retours

Mise en production du nouvel outil MVAWEB MVAWEB (fusion des anciens outils du service instructeur 4D et l'organisme payeur MVA) a été mis en place le 20/06/2023. Ce nouvel outil permet de bâtir sur un socle unique une application durable et évolutive, sans recours à un prestataire externe. Reprise des fonctionnalités existantes des deux anciens outils et reprise de l'intégralité de leurs données.

Interconnexion avec les API INSEE, DINUM, RCIPAC, SYNAPSE

Mise en place de deux environnements de travail :

- Un environnement de recette pour effectuer les derniers tests avec les agents avant la mise en production
- Un environnement de production

Mise en place d'un outil permettant la sauvegarde complète du code informatique de MVAWEB. Cet outil permet également d'avoir un historique de toutes les modifications du code informatique et de revenir à une version précédente (stable) en cas de problème constaté en production.

Chiffrement TLS/SSL complet de toutes les communications de l'application MVAWEB pour garantir une sécurité optimale.

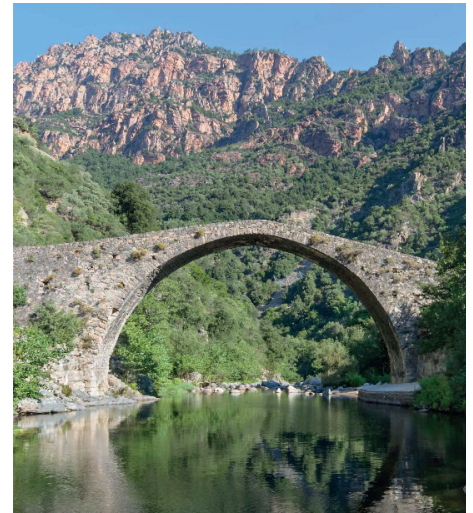
ODARC MVA
WEB

Nom d'utilisateur...

Mot de passe...

Identification

Mot de passe oublié ?



Débugage et développement de toutes les évolutions nécessaires au bon fonctionnement de la vie d'un dossier.

Divers

- Support logiciel aux agents
- Gestion courante des arrivées, départs et mutations des agents (habilitations / droits dans les outils, création de compte)

Sécurité

La réglementation communautaire impose à compter du 16 octobre 2016, que la sécurité des systèmes d'information soit certifiée conformément à la norme ISO 27001: systèmes de management de la sécurité de l'information – exigences (ISO).

Elle permet de déroger à ce principe pour les organismes payeurs dont les dépenses annuelles ne dépassent pas 400 millions d'euros. Pour ces organismes, l'État membre peut choisir entre trois normes énumérées par le règlement (UE) n°907-2014.

La France a opté pour la norme de l'Organisation internationale de normalisation « code de bonnes pratiques pour la gestion de la sécurité de l'information (ISO), n°27002 version 2013 (dite « ISO 27002 : 2013 »).

L'ODARC utilise les applications ISIS (pour le SIGC) et OSIRIS (pour le HSIGC) qui sont développées, exploitées et maintenues par l'ASP. La sécurité de ces systèmes a été évaluée conformément à la norme ISO 27001. La certification ISO 27001 a été obtenue par l'ASP pour le système de management de la sécurité informatique (SMSI) assurant la chaîne de gestion des aides agricoles du 1er pilier (FEAGA) et du 2ème pilier (FEADER) pour ses sites principaux et secondaires en date du 15 décembre 2016, avec un certificat couvrant la période du 14/12/2016 au 13/12/2019.

Un audit de suivi de la certification ISO 27001 a été mené par le laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) du 23 au 29 novembre 2017. Le rapport a été transmis à la CCCOP le 18/01/2018: il confirme la conformité des SI à la norme.

Au niveau de l'ODARC, la CCCOP a continué le suivi des recommandations formulées dans le rapport du prestataire externe Grant Thornton.

Faits marquants

En Octobre 2019, dans le cadre de l'apurement des comptes du FEADER-ODARC, la Commission Européenne a missionné une société externe afin de réaliser un audit sur la Sécurité des Systèmes d'Information de l'Office.

L'objectif général de cette enquête a été d'examiner si l'ODARC - organisme payeur satisfait aux conditions d'agrément relatives à la SSI [annexe I, point 3.B), du règlement (UE) n° 907/2014]. À cet effet, une évaluation visera à apprécier si l'organisme payeur d'ODARC a pris des mesures suffisantes pour protéger les données se rapportant au FEADER.

L'audit a été réalisé principalement au moyen d'entretiens, d'examen et d'analyses des documents mis à disposition, de contrôles au niveau des procédures visant à vérifier l'existence d'un certain nombre de mesures de contrôle sélectionnées ainsi que de vérifications de la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de contrôle.

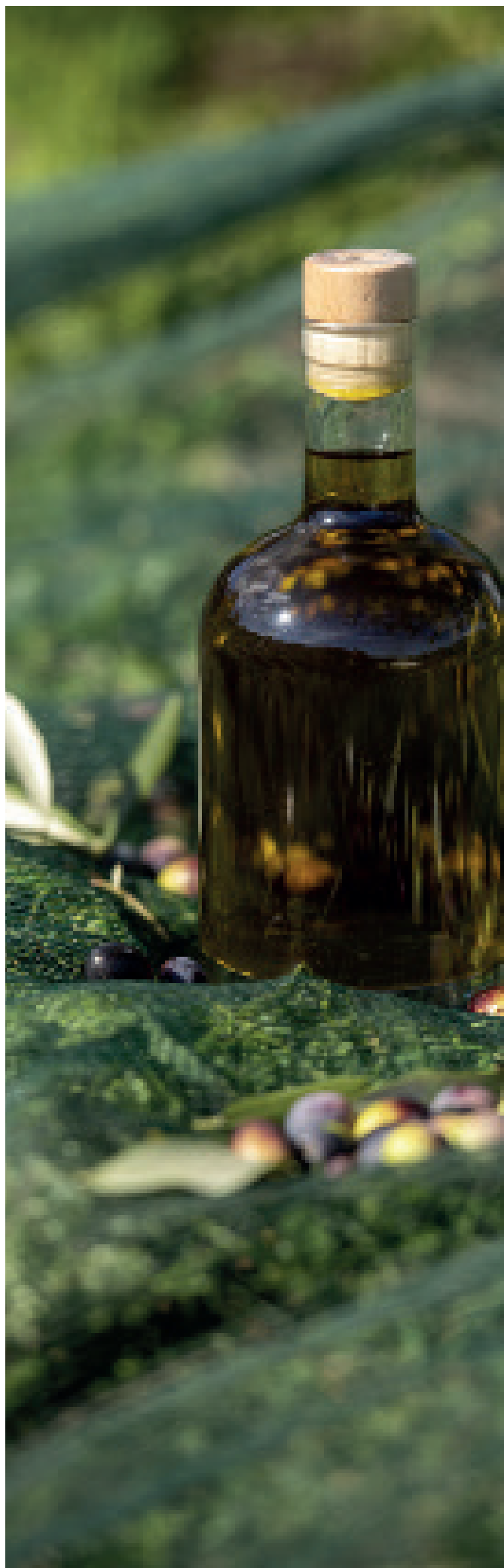
Dans le cadre de l'évaluation, les travaux de l'organisme de certification en matière de sécurité des systèmes d'information ont également été examinés dans le contexte de la certification des comptes du FEADER pour les exercices 2017 et 2018.

Compte tenu des éléments probants disponibles, l'enquête n'a donné lieu à aucune correction financière.

Des recommandations, observations et possibilités d'amélioration ont été rédigées par les auditeurs.

Dans le cadre du contrôle mené par la Commission Européenne sur les Systèmes d'Information un audit a été mené par le cabinet Wavestone. Celui-ci a été mené sur le même modèle que les précédents au moyen d'examen, analyses de documents et d'entretiens avec les personnes en charge.

Le cabinet a ensuite émis un rapport qui a servi comme base pour le suivi des recommandations et la notation par la CCCOP. La Commission de certification des comptes des organismes payeurs a émis son rapport début 2023 en attribuant une note de 3,50/4 pour la sécurité du Système d'Information de l'ODARC.



Mission Ingénierie financière

La Mission Ingénierie Financière, rattachée à la Direction de l'Office a été mise en place en septembre 2022.

Elle a pour objectif de développer et gérer l'ingénierie financière à l'ODARC, et d'apporter un appui technique à l'ensemble des services de l'établissement, en particulier aux services instructeurs des aides et à l'Organisme Payeur.

Ses missions principales sont de faciliter la prise de décisions de la Direction en lien avec les outils de pilotage d'ingénierie financière apportant des alternatives de financement au monde agricole, rural et forestier; et de contribuer à l'élaboration des procédures et actes administratifs ayant un impact financier au regard des règlements nationaux et communautaires dans le cadre de la gestion des programmes d'aides confiés à l'Office (appels à projets, appels à manifestation d'intérêt, formulaires d'aides publiques, fiches mesures, conventions cadre,...).

Son expertise permet par ailleurs d'établir et d'optimiser des montages de financement pouvant s'avérer complexes.

Elle est constituée pour l'heure d'un équivalent temps plein.



Ses missions pour l'exercice 2023 :

- Suivre l'évaluation ex-ante concernant la mise en place d'instruments financiers pour la programmation 2023-2027
- Etablir un état des lieux des outils d'ingénierie financière actifs en portefeuille
- Construire un plan d'actions permettant de rationaliser le fonctionnement de ses instruments financiers, notamment au niveau de leur lisibilité financière et de la politique de risque sous-jacente
- Piloter les différents systèmes d'ingénierie financière en termes de périmètre d'intervention, de sécurisation juridique, de procédures financières, et de suivi (fonds de prêts d'honneur

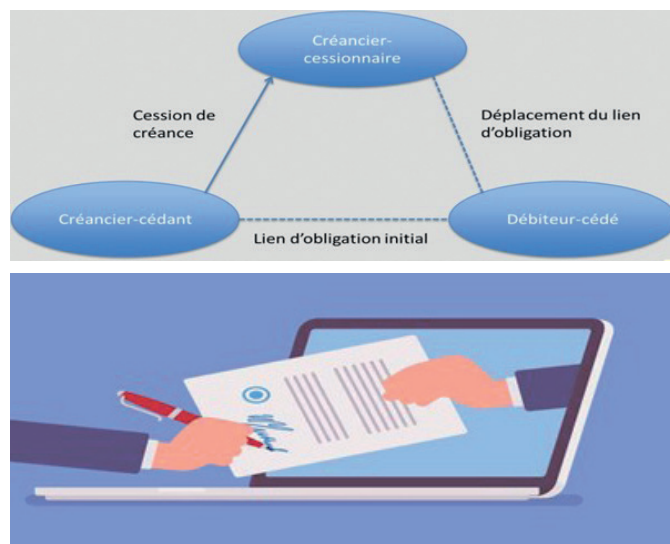
à destination des jeunes agriculteurs, fonds de
garantie bancaire destinés aux jeunes agriculteurs
et aux agriculteurs aînés, fonds d'avances
remboursables aux associations foncières et
agriculteurs



- Procéder aux simulations budgétaires et comptables relatives au fonctionnement des instruments d'ingénierie financière existants
- Renforcer le lien technique entre les gestionnaires de fonds de financement et les services concernés de l'Office lors des restitutions financières annuelles, et dans le cadre de la formulation de nouveaux besoins de financement exprimés par ces opérateurs financiers
- Aider à l'intégration des données financières émanant des gestionnaires (CAPI, FAG et CADEC) des outils financiers dans le système de gestion de l'Office
- Elaborer les notes de cadrage et procédurales relatives aux outils de préfinancement règlementaire au profit des bénéficiaires d'aides (avances sur investissements, travaux pour compte de tiers, cessions de créances fournisseurs...)
- Contribuer à la rédaction des actes administratifs relevant des services instructeurs ODARC (formulaires d'aides publiques, conventions cadre...)
- Fournir un appui technique à la Division Engagements (des aides) dans le cadre de la gestion courante de cette dernière au titre de la clôture de la programmation 2014-2020, notamment par l'automatisation de certains actes de gestion
- Initier à travers un groupe de travail, l'élaboration des conventions juridiques inhérentes au Plan Stratégique National 2023-2027 (PSN) établies par l'Organisme Payeur ODARC, par délégation de l'Autorité de gestion CdC, au titre des mesures concernées
- Participer à une réflexion pour une mise en place à venir d'un système sécurisé de contrat avec les

bénéficiaires d'aides

- Contribuer à la veille du corpus réglementaire au titre du FEADER PSN 2023-2027
- Administrer le lancement et les restitutions intermédiaires de l'étude juridique concernant la mise œuvre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage privée et publique au titre de certaines opérations à vocation agricole
- Conseiller la Direction sur des sujets à portée stratégique
- Collaborer au groupe de travail interrégional sur la responsabilité financière des régions pour la programmation FEADER 2014-2020 ;
- Echanger avec les différentes instances publiques au niveau local, national et européen



Service Sécurité Administration Générale et Juridique

Gestion des Ressources Humaines

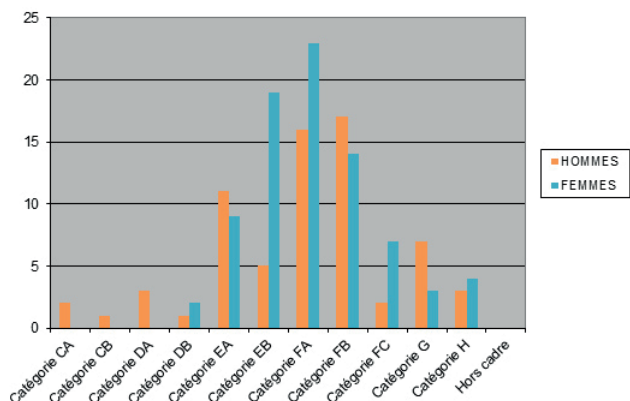
Les effectifs généraux

Au 31 décembre 2023, on compte :

- 135 contrats en CDI soit 133,4 ETP
- 14 contrats en CDD (6 contrats pour remplacement de salarié absent, 7 contrats pour surcroît d'activité, 1 Contrat CIFRE) soit 13,6 ETP

Au cours de l'année 2023, on compte également huit contrats d'apprentissage dont 3 ont pris fin en cours d'année ainsi que 6 stagiaires.

L'effectif au 31 décembre 2023 est composé de 68 hommes et 81 femmes. On compte 9 agents qui travaillent à temps partiel dont 1 homme et 8 femmes.



Effectifs au siège et dans les permanences

Au 31 décembre 2023, on compte :

- au siège social à Bastia 74 (72,6 ETP) agents titulaires, dont 1 agent titulaire mis à disposition, ainsi que 10 CDD pour remplacement et surcroît d'activité (9,6 ETP)
- à la permanence d'Ajaccio, 19 agents titulaires (19 ETP) dont 2 agents titulaires en disponibilité et 1 CDD de remplacement (1 ETP).
- à Altiani, 17 agents titulaires (17 ETP), et 1 CDD - doctorant (1 ETP)
- à la permanence de l'Isula Rossa, 2 agents titulaires (2 ETP)
- à la permanence de Ghisonaccia, 7 agents titulaires (7 ETP)

- à la permanence du Viscovatu, 6 agents titulaires (6 ETP) et 1 CDD pour surcroît d'activité (1 ETP)
- à la permanence de Cargese, 1 agent titulaire (1 ETP)
- à la permanence de Sartè, 2 agents titulaires (2 ETP)
- à la permanence de Portivechju, 3 agents titulaires (3 ETP) et 1 CDD pour surcroît d'activité (1 ETP)
- à la permanence de Cateri, 2 agents titulaires (2 ETP)
- à la permanence de San-Giulianu, 1 agent titulaire (0,8 ETP)
- à la permanence de Muratu, 1 agent titulaire (1 ETP)

Entrées au cours de l'année 2023

- 2 CDI : 2 Chargés de projet.
- 29 CDD dont : 17 CDD pour remplacement salariés absents ; 12 CDD pour surcroît d'activité.
- 2 Contrats d'apprentissage.

Sorties au cours de l'année 2023

- 4 CDI : 3 départs à la retraite et 1 décès.
- 21 CDD dont : 14 CDD pour remplacement salariés absents ; 7 CDD pour surcroît d'activité.
- 3 Contrats d'apprentissage.

Suivi du personnel

- Visites médicales : Sur l'année 2023, 29 visites médicales ont été réalisées par la Médecine du travail 2A et 2B.
- Taux d'absentéisme (maladie et accident du travail) : 7,2 %
- Absences au travail suite accident de travail : 352 jours
- Absences au travail suite maladie : 2358 jours (longues maladies comprises).
- Congé longue durée : 1 agent mis à disposition et 3 agents en disponibilité.
- Promotion et avancements : 8 agents ont bénéficié d'un avancement ou d'une promotion.

Formation des agents

La cellule repère et analyse les besoins individuels et collectifs en formation en cohérence avec la politique RH de l'ODARC.

Sur les 27 stages retenus en Comité Social et Economique et les 2 formations supplémentaires, 19 formations ont été suivies, 1 est en cours de réalisation et 9 n'ont pas été réalisées en raison de besoin de service, d'évolution des besoins de l'agent et de non programmation de session en 2023.

Formations individuelles :

- La formation « Sommelier - Caviste - BC01 Elaborer une offre de vins - Techniques de dégustation de vin et œnologie (approches intuitive et géo-sensorielle) » a été réalisée à Bordeaux pour un coût pédagogique de 1940 € financé par le CPF du salarié.
- Une formation « Animer une formation en situation professionnelle » a été suivie en distanciel pour un coût pédagogique de 3840 € financé par le CPF du salarié.
- La formation « Appréhender la fabrication de charcuterie sèche de porc » a été effectuée à Aurillac pour un coût pédagogique de 357 €.
- La formation « Crea Indesign-Initiation et perfectionnement » a été effectuée à Paris pour un coût pédagogique de 1900 € financé par le CPF du salarié.
- Une formation « Auditeur qualité interne avec certification de compétences » a été suivie à Paris pour un coût pédagogique de 2350 €.
- La formation « Obtenir des compétences de base en prévention » a été réalisée par la CARSAT à Ile-Rousse à titre gratuit.
- Une formation « Certificat d'Aptitude à la Conduite en Sécurité » a été réalisée par un agent à Altiani dans le cadre de son CPF.
- Un « Permis remorque » a été obtenu à Bastia pour un coût pédagogique de 405 €.

Formations collectives (2 agents ou plus)

- La formation « Pluriactivité, diversification : juridique, fiscal et social » a été réalisée par deux salariées à Paris pour un coût pédagogique de 1870 €.
- La formation « Manager de proximité ou manager intermédiaire » a été réalisée par 2 agents en distanciel pour un coût pédagogique de 2430 €.
- La formation « Audit et analyse des réseaux » a été suivie par deux agents à Paris pour un coût pédagogique de 3145 €.

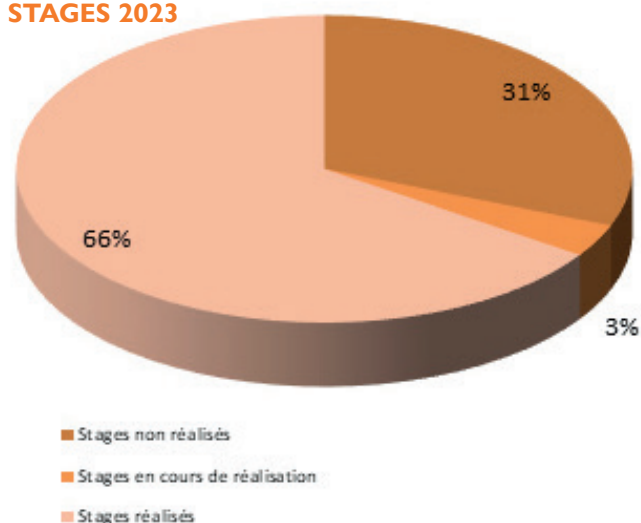
- La formation « Gestion et pilotage de l'irrigation en maraîchage bio » a été suivie par 2 agents à San Giuliano pour un coût pédagogique de 750 €.
- Une formation « Optimisation et contrôle d'un réseau d'irrigation en arboriculture » a été réalisée par deux agents à San Giuliano pour un coût pédagogique de 416.66 €.
- Une formation « Transport d'animaux vivants » donnant lieu à une certification a été réalisée par deux agents à Borgo pour un coût pédagogique de 980 €.
- La formation « Les fondamentaux des marchés publics » a été réalisée par six agents à Bastia pour un coût pédagogique de 2200 €.
- La formation « La Fraude aux intérêts financiers de l'Union Européenne : travailler avec le Parquet européen » dispensée par la Délégation Française du Parquet Européen a été effectuée par trois agents en distanciel à titre gratuit.
- Une formation collective « Lutte anti-fraude FEADER PDRC & PSN 2014-2027 » a été dispensée en interne à Bastia pour vingt-quatre agents.

Formations diplômantes

- L'agent effectuant le BTSA Productions animales (PA) dans le cadre d'un enseignement à distance (EAD) avec AgroSup Dijon, a démissionné dans le courant de l'année.
- Un agent prépare un Baccalauréat Professionnel Conduite et Gestion de l'entreprise agricole – option : Polyculture – Elevage, dans le cadre d'un enseignement à distance avec l'Institut Agro Dijon, pour un coût pédagogique de 4 639 €. Les examens se dérouleront en juin 2024.

Ainsi, au 31/12/2023, 43 agents ont été formés, soit environ 32% des salariés, toutes catégories confondues.

STAGES 2023



Nombre d'agents par catégorie ayant suivi une formation :

- 2 Chefs de Division
- 11 Responsables Administratifs/Techniques
- 13 Rédacteurs principaux/Chefs de projet
- 14 rédacteurs/Techniciens
- 1 Assistant Technique
- 2 Agents Techniques

Les Instances de dialogue social

Durant l'année 2023, la cellule a organisé et effectué le suivi de 6 réunions du Comité Social et Economique.

Le CSE s'est réuni avec pour ordre du jour, des points concernant notamment :

- Le compte rendu détaillé de la gestion financière 2022 et le budget prévisionnel 2023.
- Les Activités Sociales, et Culturelles 2023 - Vote des ASC, fêtes de fin d'année (arbre de Noël, cadeaux aux agents, bons cadeaux), renouvellement Réseau d'Achat Corse Eco Développement, Salon de l'Agriculture.
- La gestion et le fonctionnement de l'Office : jours de congés exceptionnels 2023, fermeture annuelle de l'ODARC 2023.
- Des questions relevant des RH telles que : les congés payés pour les salariés à temps partiel, le tableau des promotions et avancements 2022.
- Point sur la dotation vestimentaire.
- Communication Action Logement.
- Des questions relevant des moyens généraux notamment concernant l'aménagement du local CSE (bureau et extérieur du local) de Bastia et la salle CSE de l'antenne d'Ajaccio, les bureaux CORSIC'AGROPOLE et la peinture des locaux du Viscuvatu.
- La formation Professionnelle Continue : le bilan de la Formation Professionnelle Continue 2022, le plan de Développement des Compétences 2023.
- Documents réglementaires tels que la BDESE 2022.
- Elections professionnelles 2023.
- Constitution du bureau du Comité Social et Economique : désignation du secrétaire, trésorier et adjoints.

Durant l'année 2023, la cellule a organisé une réunion entre les Organisations Syndicales et la Direction afin de négocier le protocole préélectoral relatif aux élections professionnelles et déterminer les modalités de vote.

Index d'égalité professionnelle femmes-hommes

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, la cellule RH et formation élabore le rapport égalité hommes femmes et calcule l'Index conçu pour mesurer l'égalité entre les femmes et les hommes au sein d'une même organisation. Cet Index, sur 100 points, se calcule à partir des 4 indicateurs suivants :

- L'écart de rémunération femmes-hommes,
- L'écart de répartition des augmentations individuelles,
- Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité,
- La parité parmi les 10 plus hautes rémunérations.

Cette année encore, l'Office a obtenu la note globale de 98 points sur 100 à l'index de l'égalité femmes-hommes 2023.

Ce résultat dépasse à nouveau le minimum réglementaire imposé (75%) et montre que l'Office continue sa progression avec un indice initial de 79% en 2019 à 98% depuis 2022.

En 2024, il s'agira donc de continuer à agir au quotidien pour garantir un véritable climat d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'office tant sur la rémunération que sur les évolutions de carrières, l'équilibre entre la vie parentale et professionnelle et les conditions de travail.

Information du dispositif «Action logement»

Le groupe « Action Logement » a pour missions de :

- Répondre aux enjeux du lien entre l'emploi et le logement en faveur des salariés
- Contribuer au développement économique et à l'attractivité économique des entreprises
- Soutenir les acteurs du logement dans les territoires
- Préserver l'emploi local
- Accompagner la politique sociale des entreprises.

Il est le collecteur unique de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC) pour financer le logement des salariés à revenus modestes versée par les entreprises en fonction de leur masse salariale. Dans ces conditions, la cellule RH envoie régulièrement par mail à l'ensemble des salariés, des informations relatives à ce dispositif consistant notamment aux aides dont ils peuvent bénéficier et aux annonces de biens immobiliers en location à prix modéré.

Faits marquants

Durant l'année 2023, la Cellule RH et Formation a été en charge de différentes activités au sein de l'Office notamment des missions suivantes :

- ◇ **Evolution du logiciel de gestion des absences et du télétravail** : dans le cadre d'une meilleure organisation de travail de tous les services, le logiciel Kélio a évolué. Aussi, à présent, chaque salarié a accès au calendrier de l'ensemble du personnel de l'ODARC. Cet outil permet de savoir si le salarié est en présentiel, en télétravail ou absent. La Cellule RH et Formation a contribué à la mise en place des paramétrages en concertation avec l'éditeur de logiciel. Elle a établi et diffusé la procédure à suivre pour visualiser le planning des autres agents. Par ailleurs, elle accompagne quotidiennement les agents au niveau de l'utilisation générale du système.
- ◇ **Optimisation de la continuité de service** : Dans cette optique, la Cellule RH et Formation a informé le personnel que chaque agent doit utiliser la messagerie Outlook afin d'informer ses interlocuteurs de son absence. Ainsi, l'envoi de réponses automatiques par mail permet d'indiquer aux correspondants les noms et les adresses mails des personnes à contacter durant les absences.
- ◇ **Evolution des bulletins de paie** : Suite à la réforme « Solidarité à la source », adoptée dans une démarche de simplification, la Cellule RH et Formation a dû mettre en œuvre diverses évolutions portant sur les bulletins de salaire simplifiés de l'ensemble des agents de l'ODARC. Plus particulièrement, une nouvelle rubrique « MONTANT NET SOCIAL » a été mise en place. Ce montant déclaré pour bénéficier de certains compléments de revenus (prime d'activité ou RSA) est désormais affiché sur les bulletins de paie simplifiant ainsi les démarches des allocataires qui n'auront plus aucun calcul à effectuer. Il leur suffira de déclarer le cumul des montants nets sociaux qui leur auront été transmis..
- ◇ **Sobriété énergétique** : La Cellule RH et Formation a géré durant l'année 2023, les dispositifs mis en place par la Direction de l'ODARC visant à améliorer l'organisation du travail en terme d'économie d'énergie. Cela s'est traduit notamment par la mise en place des fermetures des locaux, la semaine du 15 Août 2024 et durant la période des fêtes de fin d'année, afin de répondre aux enjeux écologiques et économiques qui découlent du plan de sobriété énergétique. Cette mesure permet de lutter contre le réchauffement

climatique par la limitation de rejet de CO2, et de réduire la consommation d'énergie (non utilisation des appareils de climatisation/chauffage, baisse de la consommation d'eau et d'électricité ainsi que des émissions de gaz à effet de serre produits par les véhicules de service, etc...). De plus, la Cellule RH et Formation continue de réaliser un suivi quotidien concernant le dispositif de télétravail instauré au sein de l'office. Celui-ci permet d'améliorer le bien-être des salariés au travail mais contribue également à économiser sur les déplacements ainsi que sur la consommation énergétique dans les locaux.

- ◇ **Election des membres de la délégation du personnel du CSE** : En fin d'année 2023, la Cellule RH et Formation a organisé l'élection des membres de la délégation du personnel du CSE. Elle a travaillé au projet de protocole préélectoral et a mis en œuvre la réunion de négociation du protocole d'accord préélectoral avec les organisations syndicales. La Cellule RH et Formation, accompagnée par Néovote pour la mise en place du vote électronique, a effectué de nombreuses tâches, notamment : Elle a élaboré tous les documents (listes des électeurs, des éligibles, des membres du bureau de vote, ...) ; Elle a mis en place les diverses réunions (protocole, réunions de scellement, ...) ; Elle a communiqué régulièrement toutes les informations à l'ensemble du personnel en rédigeant des notes de service et notes d'information ; Elle a répondu aux diverses questions des agents et des candidats ; Elle a participé aux résultats des votes ; Enfin, elle a veillé au bon déroulement des élections à chaque étape du processus.

Juridique et moyens généraux

L'assistance juridique

La cellule juridique et moyens généraux de l'ODARC réalise une mission de conseil auprès des services et divisions de l'établissement, porte son assistance à la rédaction de projets, conventions, projets de délibération... L'activité déployée fait appel à diverses disciplines du droit : du droit des marchés publics jusqu'au droit rural.

La cellule assure également la gestion des contrats d'assurance touchant aux biens et aux activités des agents au travers des contrats d'assurance en responsabilité civile, dommages aux biens, assurance flotte automobile.

Elle veille à l'application d'une politique de gestion immobilière du patrimoine appartenant à l'ODARC, foncier nu comme bâti, définie par la Direction. Elle participe notamment aux acquisitions, locations ou mises à disposition des biens nécessaires au fonctionnement des services.

La commande publique

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal officiel du 9 décembre 2021, fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégués (UE) 2021/1950, 2021/1951, 2021/1952 et 2021/1953 de la Commission publiés au JOUE du 11 novembre 2021.

À compter du 1er janvier 2022, les seuils de procédure formalisée sont passés de :

- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des collectivités territoriales;
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concessions.

En deçà de ces seuils, les pouvoirs adjudicateurs peuvent passer des contrats sans publicité ni mise en concurrence préalables (montant inférieur à 40 000 euros hors taxes) ou des contrats en procédure adaptée (dès 40 000 euros hors taxes).

Ces procédures permettent notamment aux acheteurs de négocier directement avec les entreprises et facilitent grandement l'accès à la commande publique des petites et moyennes entreprises.

Durant l'année 2023, la cellule juridique a principalement été sollicitée en matière de commande publique et a procédé au lancement de consultations pour les besoins des services de l'ODARC, détaillées comme suit :

- 7 marchés de fournitures et services (a/Transport aller/retour de marchandises et matériels pour le Salon de l'agriculture 2023 pour un montant de 53.674€ HT: marché public passé sans publicité ni mise en concurrence préalables en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande publique suite à la déclaration d'infirmité pour absence d'offres du marché référencé 010-2022 ; b/Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment agricole (bergerie, bloc de traite, laiterie et bureaux) ainsi que d'un hangar agricole de stockage avec aire de lavage pour un montant de 149.400€ HT ; c/Prestations de nettoyage des

locaux, de la vitrerie ainsi que la fourniture des consommables sanitaires et d'évacuation des déchets pour le siège social de l'ODARC d'une durée de 48 mois et d'un montant maximum de 45.000€ HT/An ; d/Fourniture de matériel d'analyse de produits agricoles et agro-alimentaires alloué en 3 lots d'une durée de 12 mois pour un montant total de 688.000€ HT ; e/Transport aller/retour de marchandises et matériels pour le Salon de l'agriculture 2024, déclaré infructueux pour absence d'offres. Aussi l'ODARC a décidé de recourir à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R2122-2 - 3° du Code de la commande publique ; f/Acquisition d'une mini-pelle pour pouvoir assurer les travaux de structuration et d'entretien de la plateforme expérimentale spécialisée dans la production fourragère et l'élevage pour un montant de 45.200€ HT ; g/Transport A/R de marchandises et matériels pour le Salon de l'agriculture 2024 pour un montant de 63.613€ HT : marché public passé sans publicité ni mise en concurrence préalables en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande publique suite à la déclaration d'infirmité pour absence d'offres du marché référencé 010-2022.)

- 2 marchés subséquents suite à un accord-cadre multi-attributaires (a/Accord-cadre - Prestations de conseils en communication pour l'ODARC - Marché subséquent n°5 : Label Restaurant Gusti di Corsica - Création d'un logo pour le label restaurant « Gusti di Corsica » avec charte graphique pour un montant maximum de 350.000€ HT ; b/Accord-cadre - Prestations de conseils en communication pour l'ODARC - Marché subséquent n°6 : Conception, réalisation, aménagement et équipement du stand de la Corse et des outils de communication pour le Salon International de l'Agriculture 2024 pour un montant maximum de 450.000€ HT)
- 6 marchés de travaux (a/Construction d'un bâtiment technico-administratif et d'un hangar de stockage de matériel agricole d'une surface approximative de 600m2 sur la commune de Prunelli di Fiumorbo, alloué en 15 lots, pour un montant total de 2.415.075€ HT. Le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de déclarer sans suite, pour vice de procédure, le lot « REVETEMENT DE SOLS ET MURS » et de relancer une nouvelle consultation concernant les mêmes prestations ; b/Construction d'une extension de la fromagerie expérimentale du Pôle de compétence en élevage de l'ODARC à Altiani pour des questions de protocoles de maîtrise de la qualité des fabrications fromagères, alloué en 8 lots, pour un montant total de 299.987€ HT ; c/Construction d'un hangar agricole au Pôle de

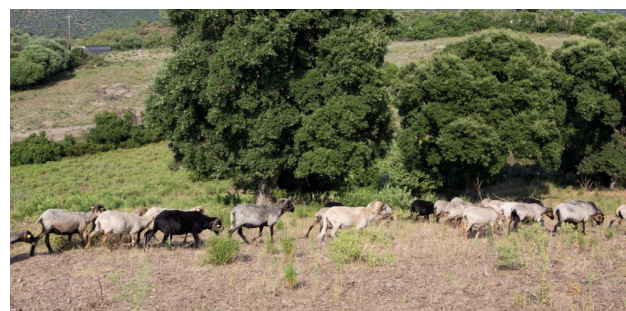
compétence en élevage de l'ODARC à Altiani, allotté en 7 lots, pour un montant total de 296.741€ HT. Le représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de déclarer sans suite, pour motif d'intérêt général, eu égard à l'insuffisance de la concurrence, le lot « BARDAGES – HABILLAGES DE FACADES » et de relancer une nouvelle consultation concernant les mêmes prestations ; d/Revêtements de sols et murs : Construction d'un bâtiment technico-administratif et d'un hangar de stockage de matériel agricole sur la commune de Prunelli di Fiumorbo pour un montant de 89.492€ HT ; e/Bardages – Habillages de façades : Construction d'un hangar agricole sur la commune d'ALTIANI. Aucune offre n'ayant été déposée dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur décide de déclarer le marché infructueux et de recourir, sans que les conditions initiales du marché ne soient substantiellement modifiées, conformément à l'article R2122-2 - 3° du Code de la commande publique, à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables ; f/Marché négocié Bardages – Habillages de façades : Construction d'un hangar agricole sur la commune d'ALTIANI, pour un montant de 53.160€ HT.)

La cellule a également procédé à de nombreuses consultations simplifiées pour faibles montants (inférieurs à 40.000€ HT) et a établi les bons de commande correspondants pour engagement comptable.

Faits marquants

- ◇ **Obtention du label BBC rénovation** Suite à la réalisation des travaux de réhabilitation énergétique dont le marché avait été lancé en fin d'année 2019, l'ODARC a obtenu, pour son siège social, une certification en matière d'environnement, le LABEL HPE rénovation – BBC Effinergie rénovation.
- ◇ **Travaux au siège social** Les travaux consistant en la surélévation du bâtiment du siège social (création d'une salle de réunion et de 7 bureaux) et en l'aménagement du parking situé à l'arrière du bâtiment ont été achevés. Les travaux relatifs à l'aménagement de bureaux et à la création d'une passerelle de liaison entre le bâtiment Plein Sud et le bâtiment principal de l'Office, suite à l'acquisition par l'ODARC des locaux appartenant à la SITEC Avenue Paul Giacobbi à BASTIA, se sont également achevés. Ces bureaux feront l'objet de conventions de mise à disposition avec le Point Accueil Installation de Haute-Corse (PAI) et le CDJA de Haute-Corse.
- ◇ **Travaux sur la commune de Prunelli di Fiumorbu** La cellule juridique a également travaillé, en collaboration avec le maître d'œuvre, sur la

finalisation du projet relatif à la construction d'un bâtiment technico-administratif et d'un hangar de stockage de matériel agricole sur les terrains et locaux appartenant à l'ODARC situés sur la commune de Prunelli di Fiumorbu et a procédé au lancement et à l'attribution du marché de travaux correspondant, comprenant les bâtiments suivants : • un hangar de stockage de matériel agricole d'une surface approximative de 600m² ; • un bâtiment technico-administratif composé de bureaux administratifs, d'une salle de conférence, d'un laboratoire d'analyse fourrage et d'une salle de travaux pratiques



- ◇ **Travaux au Pôle de compétence en élevage d'Altiani** La cellule juridique a lancé, en collaboration avec le maître d'œuvre, le marché public relatif à la construction d'une extension de la fromagerie expérimentale du Pôle de compétence en élevage de l'ODARC à Altiani pour des questions de protocoles de maîtrise de la qualité des fabrications fromagères. Cette extension de 30m² vers l'Ouest comprend un vestiaire et un bureau, tandis que l'extension vers le Sud, d'environ 5m², permettra un espace tampon pour le transfert du lait intérieur/extérieur. La cellule a lancé, en collaboration avec le maître d'œuvre, le marché public concernant la construction d'un hangar agricole au Pôle de compétence en élevage de l'ODARC à Altiani
- ◇ **Participation aux comités de pilotage « Commande publique responsable »** Suite à l'approbation en Conseil Exécutif du 25 juillet 2023 (arrêté n° 23/486CE) du nouveau comité de pilotage « commande publique responsable » (CPCPR), la cellule juridique, référente SPASER (Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement responsables) pour la période 2023-2027, travaille à la mise en place d'achats responsables et développement durable. Le SPASER est un schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables. Cette disposition particulière a fait son apparition à l'article L.2111-3 au code de la commande publique. Ce schéma est un outil permettant de dé-

terminer les objectifs de passation de marchés publics. Ces objectifs concernent en priorité deux versants : le social et l'environnement. Son objectif est d'encourager les acheteurs publics à effectuer des achats responsables. Il s'inscrit également dans le plan national d'action pour l'achat public durable.

Les moyens généraux

Il s'agit de fournir à l'ensemble des agents les moyens matériels leur permettant d'accomplir leurs missions dans de bonnes conditions. Les domaines dont relèvent les moyens généraux sont :

- La logistique (comprend les livraisons, le transport, le stockage, le courrier arrivée et départ, la gestion du parc automobile...)
- La maintenance (locaux, matériel, espaces verts, gestion des déchets...)
- L'économat (achat fournitures, suivi des marchés publics de location de véhicule...)
- La gestion des locaux (entretien, aménagement...)
- Le service d'accueil physique et téléphonique des usagers et des visiteurs
- Le traitement des frais (déplacement etc) des salariés
- La gestion des sinistres auprès des compagnies d'assurance

Faits marquants

Véhicules de services et de pool Dans le cadre du marché public relatif à la location de véhicules de tourisme, utilitaires et de société pour les besoins de service de l'ODARC, des nouveaux véhicules de service et de pool ont été réceptionnés et d'autres restitués. Les moyens généraux ont également eu en charge d'assurer ces voitures, de commander les nouvelles cartes de carburant et de procéder aux affectations aux agents concernés.

Poursuite du dispositif de tri sélectif des flux de déchets Dans le cadre du tri sélectif mis en place au sein de l'ODARC depuis plusieurs années, pour l'année 2023, le relevé de tonnage de papier au siège social s'élève à environ 350kg. On peut noter que cette consommation de papier est faible grâce à la généralisation par l'ODARC de dématérialiser au maximum ses documents. La politique de réduction des documents imprimés est encouragée.

Dotation vestimentaire L'article R4321-1 du code du travail prévoit que l'employeur met à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à

cet effet, en vue de préserver leur santé et leur sécurité. Cette dotation concerne trois catégories d'agents dont la liste est arrêtée chaque année par décision du Directeur. Dans ce cadre, un accord salarial en date du 07 Novembre 2011 institue, selon la catégorie, aux agents classés dans les échelles C à E et dont les fonctions nécessitent un équipement particulier, une dotation revalorisée suivant l'évolution de la valeur du point d'indice de la grille salariale applicable aux agents de l'ODARC. L'avenant n°1 à cet accord salarial en date du 22 Juin 2017, institue aux agents classés dans les échelles FA à FC et dont les fonctions nécessitent un équipement particulier, une dotation revalorisée suivant l'évolution de la valeur du point d'indice de la grille salariale applicable aux agents de l'ODARC, L'avenant n°2 à cet accord salarial en date du 29 Octobre 2021, modifie et complète l'accord salarial et l'avenant n°1, comme suit :Catégorie I : Cette dotation, allouée tous les ans, aux agents techniques et assistants techniques du pôle de compétences en élevage d'Altiani est composée de : 1 veste de type « parka » imperméable et chaude tous les deux ans ; 1 veste sans manches tous les deux ans ; 1 pantalon de travail ; 1 pantalon anti-coupure ; 1 combinaison de travail zippée ; 1 paire de chaussures de sécurité ; 1 paire de bottes caoutchouc de sécurité une fois tous les 2 ans ; 1 paire de gants de travail. L'avenant n°3 à cet accord salarial en date du 16 Mars 2023, revalorise le montant de cette dotation vestimentaire afin d'équiper les agents relevant de la catégorie I, de chaussures plus adaptées à leurs travaux notamment à l'extérieur. Par conséquent, la dotation allouée tous les ans à la Catégorie I, est composée de : en alternance 1 veste de type « parka » imperméable et chaude ou 1 veste sans manches ; 1 pantalon de travail ; 1 pantalon anti-coupure (annuellement en cas de besoin) ; 1 combinaison de travail zippée ; 1 paire de chaussures de sécurité ; 1 paire de bottes caoutchouc de sécurité (annuellement en cas de besoin) ; 1 paire de gants de travail. Les moyens généraux se chargent de procéder aux commandes de ces vêtements de sécurité lors de l'embauche d'un salarié concerné et également selon la liste arrêtée chaque année par décision de la Directrice par intérim.





CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu
Agriculu è Rurale di Corsica
Office du Développement
Agricole et Rural de Corse

Av. Paul Giacobbi - 20601 Bastia Cedex
04 95 30 95 30

www.odarc.corsica